

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13400

6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 28-LUNDI 29 FÉVRIER 1988

71 morts depuis le début des émeutes dans les territoires occupés

M. Shultz poursuit sa mission au Proche-Orient dans un climat de violences

L'honneur et la honte

L'armée d'Israël, si longtemps son orgueil, peut-elle lui inspirer de la honte ? Dans un pays qui tient le vertueux principe de la « pureté des armes » pour l'un de ses mythes fondateurs, les images dévastées, d'une insoutenable brutalité, diffusées le vendredi 26 février, suscitent le trouble et la consternation.

Que des soldats de Tsahal se livrent, avec méthode et sous les ordres d'un officier, à des actes de violence contre des Palestiniens désarmés, ne devrait pourtant pas stupéfier outre mesure, dans les circonstances actuelles, les dirigeants de l'État hébreu. Car ces bavures sont hélas dans la logique de l'implacable affrontement en cours depuis bientôt trois mois en Cisjordanie et à Gaza.

En résumé en trois mots, « la force, l'agressivité et les coups », sa nouvelle politique de maintien de l'ordre dans les territoires, le ministre de la défense, M. Rabin a déclenché un funeste enchaînement, balayant sans doute chez certains soldats les inhibitions qui freinaient leur recours à la violence. Dans l'esprit de M. Rabin, cette systématisation du « passage à tabac », cette préférence de la matraque au fusil, visaient à épargner des vies humaines. Mais les morts de manifestants n'ont pas diminué, bien au contraire — surtout — et ce à ce jour — tandis que des centaines de Palestiniens étaient sauvagement battus.

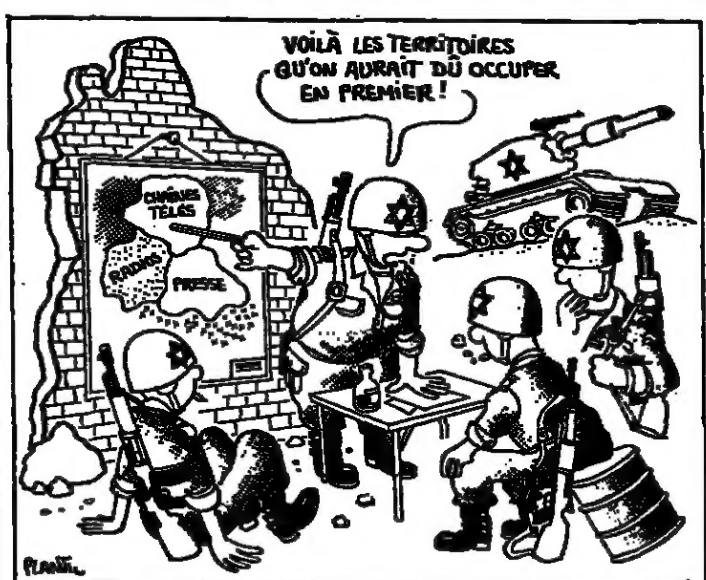
Les « bavures » commises par les soldats israéliens sont maintenant trop nombreuses et trop graves pour ne pas alarmer les dirigeants politiques et les chefs militaires. Elles témoignent, chez les plus jeunes recrues, d'une montée inquiétante de la haine anti-arabe, déjà attestée par de nombreuses enquêtes. Elles jettent surtout une ombre terrible sur l'armée tout entière, en ternissant son prestige. Tsahal, qu'on le déplore ou non, n'abrite plus seulement dans ses rangs des officiers représentant la fine fleur du « bel Israël ».

Certes, l'état-major israélien, à la différence de beaucoup d'autres, a le courage de balayer devant sa porte. Les « brebis galeuses » passeront en cour martiale, les consignes de modération seront appelées haut et fort. En outre, le pouvoir a su jusqu'ici résister à la tentation de transformer les territoires en un champ clos d'où les centaines de journalistes présents en Israël seraient exclus. Le monde arabe, qui n'a jamais nourri ce genre de scrupules, est bien mal placé pour crier à l'outrage. Mais l'indignité de l'ennemi n'a jamais constitué, pour Israël, une dépense morale.

Face à des manifestants qui n'ont plus pour d'elle, l'armée cherche à rétablir son propre pouvoir de dissuasion en brisant — au sens fort du mot — leur résistance. Mais, en les humiliant, elle ne fait qu'attiser leur soif de vengeance. Dans cette épreuve quotidienne, Israël est son propre ennemi. Faute d'une solution politique rapide au problème palestinien, les soldats poursuivront, de plus en plus difficilement, leur « sale boulot ». Au bout du compte, l'armée pourrait y perdre son honneur, et la nation son âme.

Le Monde
SANS VISA
Une semaine africaine
Pages 9 à 12.

A l'issue de sa première série d'entretiens avec les responsables israéliens, le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, s'est rendu, le samedi 27 février à Amman, avant de rencontrer le président Assad. Le début de la mission de M. Shultz a été marqué par un redoublement de la violence dans les territoires occupés. 71 Palestiniens ont été tués depuis le début des émeutes.



Lire page 3 l'article de nos envoyés spéciaux
ALAIN FRACHON et YVES HELLER

Accord entre les syndicats et le patronat

Semaine de 36 heures et demie dans la métallurgie allemande

Dans sa bataille pour les trente-cinq heures hebdomadaires, le syndicalisme ouest-allemand vient de remporter une victoire. Un premier accord a été signé, le vendredi 26 février, dans la métallurgie pour ramener de trente-huit à trente-six heures et demie la semaine de travail, sans réduction de salaire. Il suscite des réactions très réservées de la classe politique.

BONN
de notre correspondant

Les négociations salariales entre le patronat de la métallurgie et le puissant syndicat ouest-allemand IG Metall se sont conclues, le vendredi 26 février, par un accord sur la réduction du temps de travail de trente-huit heures hebdomadaires à trente-six heures et demie par des augmentations de salaires : 2 % le 1^{er} mars prochain et 2 % le 1^{er} août 1989.

Cet accord concerne, pour l'instant, cent quarante mille métallurgistes résidant en Rhénanie-Westphalie, dans la région d'Osnabrück, à Brême, mais il va faire sans doute tâche d'huile et devenir la règle pour l'ensemble du secteur. Ainsi, l'IG Metall s'approche peu à peu de l'objectif qu'il s'était fixé lors des grandes grèves de 1984 : la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire. L'accord constitue une surprise : il s'applique en effet

à une branche d'industrie et à une région qui vit en ce moment une crise profonde. La sidérurgie de la Ruhr et les chantiers navals de Brême, déjà durement touchés par la crise générale qui affecte ces activités en Europe occidentale, seront-ils en mesure de supporter le surcroît de charges, estimé à 2,8 % par an, occasionné par cet accord valable jusqu'au 31 octobre 1990 ?

Le syndicat estime pour sa part que l'on contribue ainsi à la création de 4000 postes de travail dans des régions qui battent les records de chômage en RFA, mais la plupart des commentateurs estiment que l'accord est pour le moins intempestif. « Trop cher pour des entreprises qui vont devoir dans les prochaines années procéder à des concentrations et à des suppressions d'emploi », écrit le *Süddeutsche Zeitung* (libéral de gauche).

LUC ROSENZWEIG.
(Lire la suite page 17.)

Un discours en Irlande sur le désarmement

M. Mitterrand ou l'anti-Thatcher

M. François Mitterrand a terminé, le vendredi 26 février, son voyage officiel en République d'Irlande, par un discours au Parlement dans lequel il a développé ses conceptions du désarmement et de la solidarité Nord-Sud.

DUBLIN
de notre envoyée spéciale

A l'accueil que lui avaient réservé les Irlandais le jeudi 25 et vendredi 26 février, exceptionnel, tant par sa cordialité que par sa solennité — les deux Chambres du Parlement de Dublin s'étaient réunies en session extraordinaire pour l'entendre. — M. François Mitterrand a répondu par un discours allant bien au-delà de la prestation de circonstance, par un discours politique, engagé, axé autour de trois grands thèmes : le désarmement, la lutte contre la faim, l'Europe.

En pays neutre et « sans vouloir choquer cette neutralité », le président de la République a rappelé sa position sur les questions de sécurité : « J'appelle de mes vœux un désarmement véritable, global, équilibré, simultané et vérifiable », a-t-il dit, en s'étonnant à nouveau des réserves émises par certains Européens sur le processus de désarmement

engagé entre Américains et Soviétiques : elles « finiront par me faire croire qu'il faut autant de courage pour approuver l'élimination des armes nucléaires à moyenne portée qu'il en fallait, il y a cinq ans, pour soutenir la décision de l'OTAN de les installer ».

Au premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, qui lors de leur entretien de la veille avait sollicité son point de vue sur ces questions, M. Mitterrand avait déclaré n'être « pas favorable » à la modernisation des armes nucléaires restant stationnées en Europe, à laquelle ont appelé récemment plusieurs dirigeants des pays membres de l'OTAN, dont M^{me} Thatcher. Sans référence explicite à cette « modernisation » qui fait débat dans l'Alliance atlantique, M. Mitterrand a précisé son approche devant les parlementaires irlandais. « Au moment où les Deux Grands renforcent leur dialogue, on attend de l'Europe qu'elle émette des signaux positifs », a-t-il dit. « Il ne s'agit pas de baisser la garde : il faut faire en sorte que les intérêts de l'Europe soient exprimés dans les négociations en cours ou à venir sur le désarmement. » Mais, ajoute-t-il immédiatement, l'Europe doit se faire entendre « sans agressivité inutile », elle doit saisir toutes les

occasions qui s'offrent d'en finir avec les tensions.

En s'exprimant de la sorte en pays étranger et neutre, sur une question qui a demeuré relative directement du commandement intégré de l'OTAN — il ne s'agit pour l'heure que des armes nucléaires américaines stationnées en Europe, — c'est un peu comme si le président de la République voulait prendre ses marques avant le sommet de l'OTAN de la semaine prochaine à Bruxelles qui, par souci d'unité, risque fort de ne pas même aborder ces questions conflictuelles.

Ce qu'il semble dire, c'est qu'à l'heure où tout laisse penser qu'enfin de part et d'autre entre les Deux Grands une volonté réelle d'avancer dans le processus de désarmement, le moment lui paraît mal venu pour parler de modernisation des armes nucléaires ; c'est émettre un « signal négatif », risquer de compromettre le processus en cours et soulever une question qui pourrait tomber d'elle-même si ce processus venait à son terme. C'est aussi prendre à rebrousse-poil les opinions publiques, et pas seulement allemandes, qui adhèrent massivement à la démarche du désarmement.

CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 3.)

Un entretien avec l'artiste catalan

Tapies, le « maître à peindre »

Antoni Tapies expose près de trente œuvres récentes à Paris. C'est l'occasion pour le plus illustre des peintres espagnols contemporains de donner une belle leçon de virtuosité et d'éloquence.

A soixante-cinq ans, Tapies domine l'art de son pays. Une fondation portant son nom doit voir le jour bientôt dans sa chère ville de Barcelone, comme il en existe pour Picasso et pour Miró. La jeune génération des Barcelo et autres Garcia-Servilla et Broto se réclame volontiers de ce « maître à peindre » à l'abord austère et aux propos sans concessions à la mode. Recherché, sujet de rétrospectives et d'hommages, ce Catalan fier de ses origines, appartient à la petite aristocratie des artistes européens universellement reconnus. Il n'en demeure pas moins fidèle à son art déconcertant de signes, d'assemblages et de couleurs sombres et à son esthétique, celle de la volonté affirmée de mener la peinture jusqu'au tréfonds de la réalité.

« Vos œuvres les plus récentes semblent marquées par une présence plus forte des objets. Est-ce à dire que Tapies revient lui aussi à la figuration ? »

— C'est peut-être vrai de certains tableaux... C'est curieux : on

regarde souvent mes peintures en fonction de l'actualité artistique du moment. En vérité, je ne suis toujours considéré comme un artiste qui réagit contre l'art abstrait, moi qui me situe plutôt dans la ligne venant du surréalisme. Il est arrivé, dans les années 50, que l'on interprète mes œuvres par rapport à ce qui triomphait à ce moment-là, la peinture abstraite, informelle. Mais si on les examine avec attention, on y découvre toujours quelque figure, un visage.

— Ces figures sont, de plus en plus souvent, des figures floues, des crânes et des croix.

— Oui, je m'en aperçois après coup. Affaire d'âge sans doute : au mien, on commence à penser de plus en plus à la mort. Je crois qu'une telle méditation doit demeurer constamment présente. On vit tellement distrait, tellement égaré, même dans la vie culturelle contemporaine... Quant aux croix, elles n'ont pas une signification unique. La croix, c'est une signalisation dans un espace, pour attirer l'attention du regard, c'est une rature, c'est un souvenir du nom, de la signature. Il y a bien sûr encore un sens religieux, une allusion au christianisme, et donc aussi la mort.

Propos recueillis par
PHILIPPE DAGEN.
(Lire la suite page 14.)

RÉGIONS

Les coups de force du maire de Briançon
L'extension du domaine skiable de Serre-Chevalier
Page 13

SPORTS

Les Jeux olympiques de Calgary
Page 16

TRUMAN CAPOTE
Prières exaucées

"Lecture scandaleuse, hallucinante, on n'en croit presque pas ses yeux, mais lecture irrésistible d'entraîn, de droiture, véritable feu d'artifice."

Michel Cournot / Le Nouvel Observateur

"Ce livre impossible..."

Michel Broudeau / Le Monde

ROMAN
GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 6 400 L. ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Il y a soixante ans

La naissance de l'Aéropostale

RENDEZ-VOUS

Dimanche 28 février. — *Sénégal* : élections présidentielle et législatives.

Mardi 1^{er} mars. — *Finlande* : Entrée en fonctions du nouveau président de la République.

Mercredi 2 mars. — *Belgique* : ouverture du sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des seize pays de l'Alliance atlantique (jusqu'au 3).
Genève : Négociations indirectes entre le Pakistan et l'Afghanistan, sur un accord prévoyant le retrait des troupes soviétiques.

Jeudi 3 mars. — *Bangladesh* : élections législatives.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDOPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Fontaine (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MDA, André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Worts

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sales

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Téléx MONDOPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 02
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-99-72

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 953 F 2 430 F

ÉTRANGER (par messagerie) 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Le 1^{er} mars 1928, l'Aéropostale, sans doute la plus célèbre compagnie aérienne française, tentait le pari difficile d'acheminer le courrier sur le parcours France-Amérique du Sud, soit quelque 13 400 kilomètres par la voie des airs, à l'exception du tronçon Dakar-Natal où, pour la première fois, entraient en service des avions affrétés pour la circonstance.

PEU avant l'aube, ce jour-là, Jean Mermoz s'envole de Buenos-Aires avec deux mille lettres, le premier courrier aérien d'Amérique destiné à la France, tandis que, simultanément, Eliseo Négrin et Gayard décollent de Toulouse pour assurer la liaison en sens inverse.

Mermoz, fidèle à son habitude, entend bien pulvériser tous les records ; cependant, une banale fuite d'eau contrarie son projet, et il atteint Rio seulement le lendemain à midi. Quelques minutes plus tard, Deley, son relais, prend l'air à son tour et atterrit à Recife après un voyage sans histoire. Hélas ! l'avis pour Dakar s'est pas là... Les chaudières pourtant poussées à fond par son équipage, le petit navire accoste avec trois jours de retard. La raison ? L'avion, qui convoyait le courrier d'Europe, est tombé en panne dans le Rio de Oro, en plein Maroc espagnol. Et ce n'est pas fini ! Certes, la jonction se fait, et Deley, impatient de rattraper le temps gaspillé, fonce sur Bahia pour y découvrir, absurdi, que les employés de Recife ont commis une gaffe monumentale : le courrier d'Europe qu'il pensait emporter navigait de nouveau vers... l'Europe !

Un rêve fou

Le bilan de cette « première » se révèle décevant : l'acheminement de la poste a duré quinze jours. Bref, aucun progrès par rapport au bateau. Mais il en faut plus pour amener le personnel à baisser les bras. Mermoz repart de Buenos-Aires avec un nouveau chargement postal. Avec la même détermination. Cette fois, l'horaire va être respecté. La ligne se met en place.

Pas moins de dix années auront été nécessaires pour amener cette première réalisation du rêve impossible de Pierre-Georges Latécoère. De fait, l'aventure de l'Aéropostale, alors les Lignes aériennes Latécoère, commence en 1918. C'est l'époque où des sociétés naissent dans l'enthousiasme et souvent dans l'improvisation pour déchanter ensuite rapidement : leurs recettes grimpent moins vite que ne se creuse leur endettement.

Latécoère est l'un des rares précurseurs qui réussit, en cinq ans, une superbe percée du marché aérien, un succès d'autant plus remarquable que personne, à Paris, n'y croyait.

Cet ancien constructeur de wagons installé à Montaudran, près de Toulouse, a la réputation de réagir vite. Il le prouve. En novembre 1918, lorsque le gouvernement, qui lui avait confié la fabrication de mille avions Salmons, réduit sa commande de façon considérable, il ne cède pas au désespoir. Il conçoit aussitôt un projet grandiose : une ligne aérienne Franco-Amérique du Sud. En décembre 1918, l'idée prend corps et ne recueille pas que des avis favorables. Latécoère, imperturbable, annonce qu'il va s'attaquer, et ce dans le courant du mois, à la barrière des Pyrénées. Puis, déclare-t-il à ses collaborateurs médusés, ce sera l'Espagne, la Méditerranée, le Maroc... Folie que tout cela !

Selon ce visionnaire, la création d'une ligne aérienne devrait ramener le temps de parcoures à trois jours pour le Brésil et à quatre pour l'Argentine, au lieu de quatre et dix-sept par la voie maritime. Le plan provoque des sourires condescendants : en 1918, les avions tiennent à peine en l'air.

Toutefois, les premiers voyages vers le Maroc conduisent les affairistes et les

fonctionnaires à réviser leur position : ils ont la démonstration que l'aviation commerciale rapproche la France de l'Afrique où sommeillent de gros, de très gros intérêts... Quant à l'extension sud-américaine du réseau Latécoère, n'en parlons pas : elle se heurte à l'indifférence quasi générale dans les milieux officiels. Latécoère fait tout de même valoir qu'entre la France et l'Amérique du Sud l'échange de courrier frôle les 2 000 tonnes, une quantité énorme comparativement aux 700 tonnes de l'Extrême-Orient. Si son raisonnement est exact, il omet malheureusement un critère essentiel : l'Extrême-Orient, outre un charme indéfinissable, est aussi une zone de colonies françaises. Pas l'Amérique du Sud !

A mesure que progresse la « Ligne des sables », les Français accomplissent également un travail formidable en Amérique du Sud, malgré une opposition germanique très rude. S'ils ne manquent pas de réussite, Latécoère, lui, s'essouffie. Assez curieusement chez cet homme volontaire, le cœur n'y est plus, et l'enthousiasme menace de s'éteindre.

A dire vrai, les exploits ne débouchent pas sur des revenus immédiats. Or il faut entretenir une équipe qui s'efforce. Latécoère vit un drame d'autant plus éprouvant que le gouvernement français n'honore pas ses promesses de subvention. Il ne le fera d'ailleurs jamais. Désormais, pour gagner la partie, les lignes aériennes

commerciales ne paient pas encore. Mais quelle arme économique !

Il insiste auprès de Latécoère, finit par faire plier cet irréductible, l'arrache à son paquebot et lui obtient un entretien avec le président de la République argentine. Cette démarche aboutit à la signature d'un contrat postal qui restera la base de la ligne d'Amérique du Sud jusqu'à son arrêt, en 1940. Contre toute attente, cette victoire ne dynamise pas Latécoère, trop secoué par les récentes émotions sud-américaines. Il n'a bientôt plus qu'une idée en tête : récupérer sa mise de fonds. Pas question pour lui de supporter seul les frais d'installation de l'infrastructure formidable que va nécessiter le réseau d'Amérique où rien n'est vraiment joué.

Il décide de vendre et offre d'abord une option au gouvernement français, qui décline la proposition avec indifférence. Evident de ce côté, Latécoère se tourne vers Bouilloux-Lafont, qui accepte de reprendre le flambeau et rachète, au prix fort, 93 % des actions. Pendant que Latécoère se reconstruit, à Biscarosse, dans l'assemblage d'hydravions, ce bâtisseur se plonge avec énergie et détermination dans ce qui va devenir la passion de sa vie. C'est lui qui, le 16 juin 1927, obtient le contrat pour le transport du courrier argentin vers l'Europe. Des accords identiques vont suivre avec le Chili et le Paraguay (1928), le Venezuela (1929), la Bolivie et le Pérou (1930).

Enfin, le nouveau patron de la compagnie lui donne son nom légendaire, en avril 1927, date de l'acquisition : Compagnie générale aéropostale. La fameuse Aéropostale.

Un réseau exemplaire

Sous la houlette de ce meneur hors du commun, le travail reprend de plus belle. L'infrastructure se met en place. Bouilloux-Lafont se dépense et dépense sans compter. Attention, il ne s'agit pas là de l'argent du contribuable. L'Aéropostale doit se débrouiller seule pour l'aménagement de ses terrains, pour l'édification des hangars, pour l'installation du réseau de postes TSF et du balisage radio.

Les Français doivent affronter l'exubérance de la végétation, les pluies très violentes et le relief accidenté des côtes brésiliennes. Il leur faut d'abord défricher, dessoucher, drainer le sol... Ils se montrent d'une terrible efficacité puisque l'inauguration du tronçon sud-américain a lieu le 1^{er} novembre 1927. Désormais, la nouvelle vague peut arriver. Elle porte Mermoz, Guillaumet, Reina et Saint-Exupéry.

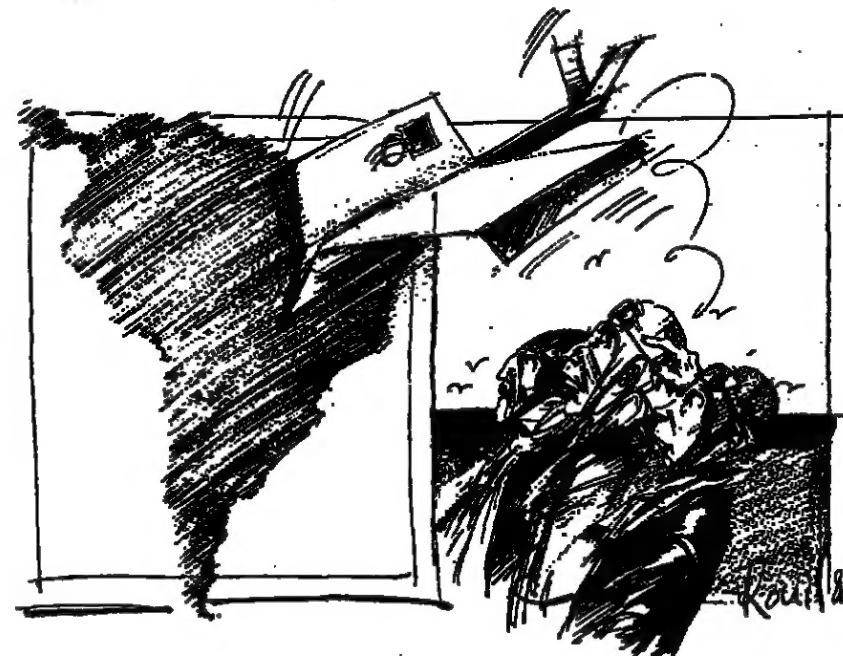
Reste maintenant à joindre les deux bouts : Dakar-Natal. Dans un premier temps, la solution tient à l'emploi d'avions. Mais Bouilloux-Lafont, Daurat et l'ensemble des équipages savent que l'avion interviendra tôt ou tard au-dessus de l'Atlantique sud (1). C'est le rêve de Latécoère, l'objectif de Bouilloux-Lafont.

Le matériel et l'encadrement étant installés, il convient d'assurer le service tout au long des 13 400 kilomètres de la ligne. Les hommes se préparent. Les mécaniciens apportent une touche supplémentaire au réglage des moteurs. Les chaudières des avions sont sous pression. Et puis le jour se lève sur le 1^{er} mars 1928.

Mermoz et ses compagnons peuvent entrer en lice.

BERNARD MARCK.

(1) Jean Mermoz ignore encore qu'il va donner à l'Aéropostale ses ailes sur toute la ligne : en vingt et une heures et dix minutes, les 11 et 12 mai 1930, il réalise la première traversée aérienne postale de l'Atlantique sud. Cet exploit réduit considérablement le temps d'acheminement de la poste sur le parcours Toulouse-Santiago-du-Chili : 108 h 40, dont 20 h 40 passées en escale.



Latécoère ne désarme pas. Le 25 décembre 1918, à bord d'un Salmons piloté par Lemaître, ex-grand as du bombardement, il s'envole de Toulouse pour Barcelone, distante de 400 kilomètres. Et remporte son pari : ils ont vaincu les Pyrénées, non sans frayeur... Le 19 mars 1919, toujours avec Lemaître, il arrive sans encombre à Alicante puis, dans l'après-midi du 20, touche Rabat où les attend le maréchal Lyautey, impressionné autant par l'exploit que constitue ce vol que par l'exemplaire du *Temps* daté de la veille et le bouquet de violettes fraîches cueillies à Toulouse.

La « Ligne des sables »

Le 1^{er} septembre 1919, Didier Daurat, qui deviendra le légendaire directeur d'exploitation de la ligne, assure le premier courrier aérien postal à destination du Maroc. Précisons qu'il ne dispose pas de la radio, ni d'instruments de bord perfectionnés ; de même, il n'existe pas d'infrastructure au sol. Le courage, l'instinct et l'expérience ouvrent la voie. La foi fait le reste.

En 1924, la ligne dessert régulièrement l'Espagne, et s'enfonce, chaque jour davantage, un peu plus loin le long des côtes d'Afrique du Nord. Au mois de mai, tandis que les appareils ne dépassent pas encore Casablanca, Latécoère envoie en Amérique du Sud une mission exploratoire dirigée par le capitaine Roig. Cette expédition rapide implique dorénavant une équipe plus importante, plus de mécaniciens, plus de pilotes. Mermoz en sera.

A peine la route Casa-Dakar est-elle ouverte, le 1^{er} juin 1925, que les péripéties s'accumulent. La chaleur, le sable et le vent représentent en effet des adversaires redoutables à affronter sur plus de 2 000 kilomètres. Les Maures dissidents et les pannes fréquentes ajoutent du piment à l'aventure.

Latécoère doit impérativement décrocher des contrats postaux. L'affaire piteuse. Les promesses réalisées dans les cieux sud-américains, en particulier par Paul Vachet, et les négociations menées par le prince Murat, pour le compte de Latécoère, ne suffisent pas.

Les pourparlers traînent en longueur. Ils portent, notamment, sur le transport du courrier vers l'Europe, d'une part, l'Uruguay et l'Argentine, ainsi qu'à l'intérieur du Brésil, d'autre part. La difficulté concerne un point précis : le contrat qui entraine l'accord demeure sans valeur tant que le Tribunal des comptes ne l'a pas approuvé. L'inquiétude croît chez les Français car l'organisme en question a déjà refusé par deux fois de valider le document. Un troisième rejet entraînerait l'annulation définitive du contrat. Cette situation indispose Latécoère qui ordonne à Murat de rentrer. Mais le prince ne se résigne pas à tirer un trait sur des efforts prometteurs ; il persuade Latécoère de venir en personne à Rio, le 3 décembre 1926.

Ce voyage de la dernière chance se termine en fiasco. La présence du patron ne résout rien : le troisième refus tombe comme un couperet et décourage l'ambition française en Amérique latine. Ecorché, Latécoère retient une place dans le premier navire en partance vers l'Europe.

L'heure

de Bouilloux-Lafont

Le salut, inespéré, vient alors d'un homme étranger à l'aviation : Marcel Bouilloux-Lafont. Ce financier français implanté de longue date au Brésil n'a pas hésité à placer le poids de ses relations au service de ses compatriotes. Le retrait de Latécoère l'embête à un calcul rapide d'où il ressort que les Allemands vont, assurément, exploiter le travail des Français. Certes, estime-t-il à juste titre, l'aviation

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

en direct sur

BRUNO
MEGRETanimé par
Olivier MAZEROLLEavec André PASSERON
et Pierre SERVENT (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Bernard LEHUT (RTL)

RTL

مكتبة المجلد

Etranger

• Le Monde • Dimanche 28-Lundi 29 février 1988 3

La répression dans les territoires occupés

Les violences ont redoublé pendant la visite de M. Shultz

JÉRUSALEM
de nos envoyés spéciaux

Si M. George Shultz avait encore des doutes sur l'ampleur de la répression des Palestiniens dans les territoires occupés, les événements du vendredi 26 février les auraient dissipés. Car le secrétaire d'Etat américain a entamé son difficile exercice diplomatique sur fond de violence redoublée et de manifestations un peu partout en Cisjordanie et à Gaza. En fin de journée, alors qu'il venait de s'entretenir avec le gouverneur militaire, le général M. Pélissier, les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants s'étaient soldés par la mort de quatre Palestiniens et plus d'une vingtaine de blessés. Cela porte à 71 le nombre de Palestiniens tués depuis le début de la vague de troubles dans les territoires.

Les manifestations - annoncées par des tracts nationalistes - eurent le plus souvent lieu à la mi-journée, à la sortie des mosquées. Ce fut le cas à Hébron. A peine la prière achevée, des centaines de fidèles ont, selon les autorités, attaqué l'armée à coups de cocktails Molotov et de pierres. Réplique des soldats : gaz lacrymogènes, tirs de balles en caoutchouc, puis tirs à balles réelles. Un manifestant est mort, apparemment par étouffement après avoir inhalé des gaz lacrymogènes.

A quelques kilomètres plus au nord, une manifestation éclatée dans le camp de réfugiés d'Al-Arroub, en bordure de la route Jérusalem-Hébron. Une patrouille prise à partie ouvre le feu : un mort. A Naplouse, où des violences très graves avaient été commises la veille, les abords de la vieille ville étaient bouclés par l'armée. Quelques kilomètres plus au nord, dans le

village de Tubas, une Palestinienne a été tuée d'une balle dans la poitrine.

A Jérusalem, quadrillée par des centaines de policiers, la prière sur l'esplanade des mosquées a été marquée par des incidents mineurs : des jeunes gens organisèrent un simulacre d'obèques à la mémoire de trois militants du mouvement nationaliste Fatah (principale composante de l'Olp) tués il y a dix jours dans un attentat à Chypre ; un drapeau israélien fut brûlé devant le dôme du Rocher.

A la sortie de la ville, une manifestation pacifique - drapeau palestinien en tête mais sans jets de pierres - a été brutalement dispersée à coups de grenades lacrymogènes, et plus au nord, dans certains des camps de la région de Ramallah, l'air était saturé de l'odeur des gaz.

Le territoire de Gaza n'a pas été épargné : barrières sur les routes, pneus enflammés et heurts avec l'armée. Un jeune Palestinien a trouvé la mort dans le camp de Jabalya. De source palestinienne, on assure qu'il a été atteint d'une balle : selon l'armée, il a été victime d'un jet de pierre.

Rendez-vous manqué

Les Palestiniens étaient donc descendus dans la rue, mais ils ont boudé le secrétaire d'Etat. C'est en vain que M. Shultz avait convoqué quinze personnalités des territoires à venir s'entretenir avec lui dans la soirée, dans une des institutions de Jérusalem-Est, l'hôtel American Colony. L'Olp avait appelé au boycott du diplomate américain et, s'il y eut bien quelques hésitations du côté palestinien, aucune des personnalités pressenties ne s'est finalement présentée. Visage sévère,

M. Shultz, installé au beau milieu du patio de cet ancien palais arabe, s'est borné à lire « une adresse aux Palestiniens » qui laissait transparaître son amertume.

« La participation des Palestiniens est essentielle au succès du processus de paix », a déclaré le secrétaire d'Etat : l'expérience nous le dit ce soir à Jérusalem-Est (la partie arabe de la ville) et écouter, sans intermédiaire, plusieurs personnalités palestiniennes me faire part de leurs aspirations et de leurs points de vue. M. Shultz a déposé les grandes lignes des suggestions qu'il a faites aux dirigeants israéliens. D'abord, tenter de mettre en place un régime d'autonomie (le mot n'est pas prononcé) pour la Cisjordanie et Gaza ; « Les Palestiniens, a-t-il expliqué, doivent contrôler les décisions politiques et économiques les concernant. » Mais on ne s'arrêtera pas là, et il faut rechercher « un règlement global » en tenant compte des intérêts « de la Jordanie, de la Syrie, du Liban et des Palestiniens vivant en dehors des territoires » et en se fondant sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU (qui posent le principe de la paix en échange de territoires). Enfin, a dit M. Shultz, il faut aller vite. « Les négociations doivent être engagées bientôt et menées à un rythme rapide. »

C'est ce schéma, encore assez vague et qui laisse place à de nombreuses interprétations, que le diplomate américain avait présenté un peu plus tôt au premier ministre, M. Shamir. L'entretien avait duré deux heures et demie et s'était déroulé en tête à tête. Dans l'entourage de M. Shultz, on assure que celui-ci n'a pas exercé de pressions sur le premier ministre, que l'on sait opposé à nombre de suggestions américaines. On a qualifié la conversation d'« agréable et amicale ».

En présence de diplomates israéliens et américains, M. Shultz s'est ensuite entretenu durant deux heures avec le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, qui, lui, soutient sans réserve l'approche américaine. Une source autorisée expliquait que si M. Shamir avait donné l'impression « de vouloir gagner du temps », M. Pérès était, en revanche, tout aussi convaincu que M. Shultz de la nécessité d'amorcer rapidement un processus de négociations. Le raisonnement est simple : la situation sur le terrain ne peut qu'empirer.

Les deux hommes, selon la même source, ont abordé - dans le détail - ce qui pourrait être un régime d'autonomie. « Elections, désignation d'un exécutif palestinien, police locale, statut de la terre et de l'eau, etc. » Le secrétaire d'Etat a insisté sur le fait que le calendrier prévu par les accords de Camp David (cinq ans de régime d'autonomie avant qu'on ne commence à débattre du statut final des territoires) était « dépassé ».

Autrement dit, il faut, dès avant la fin de l'année, qu'Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens, entament des pourparlers sur l'avenir de Gaza et de la Cisjordanie. M. Shultz a indiqué la même source, a souligné qu'il fallait mettre sur les rails une procédure « plus dynamique, plus novatrice et plus urgente que ne le prévoyait Camp David ».

Durant le week-end, M. Shultz devait se rendre à Damas, à Amman et au Caire, regagnant chaque soir Jérusalem. Il ne quittera Israël que mardi matin, mais pourra y revenir pour poursuivre sa mission à l'issue de la réunion de l'OTAN à laquelle il doit assister à Bruxelles au début de la semaine.

ALAIN FRACHON
et YVES HELLER

Des images que les Israéliens auraient aimé ne pas voir

JÉRUSALEM
de notre correspondant

A l'heure du dîner et de la plus forte audience, le vendredi 26 février, le journal télévisé a diffusé des images que les Israéliens auraient sans doute préféré ne pas voir. Sur une colline désolée de la région de Naplouse, deux Palestiniens sont roués de coups par quatre soldats. Les deux hommes sont agenouillés par terre, mais l'un d'eux se débat. A tour de rôle les soldats frappent : à coups de pied redoublés sur le ventre, les côtes, sur la poitrine et au visage.

Ce passage à tabac méthodique - le premier qui ait été filmé - durera quarante minutes. A la fin, un ou deux soldats s'emparent de pierres pointues et frappent de toutes leurs forces et de manière répétée sur les mains et les bras des prisonniers, dans le but évident de provoquer des fractures. Les deux hommes se lèvent et sont conduits vers une jeep qui les emmène à l'hôpital.

Le général Mitzna consterné

Le film a été tourné en cachette par la chaîne de télévision américaine CBS jeudi, sur une des collines rocailleuses qui dominent le camp de réfugiés de Belata, à l'entrée de Naplouse. Il a été diffusé jeudi aux Etats-Unis et en Europe avant d'être à la télévision israélienne (dont la seule chaîne est publique). Sur le plateau du journal télévisé, le général Mitzna qui commande la Cisjordanie a les traits tirés, l'air

consterné. Il explique que les quatre soldats ont été emprisonnés et qu'un officier a été démis de ses fonctions. La veille, le chef du bureau de CBS en Israël, Bob Simon, avait montré le film au général Mitzna et à l'officier supérieur en charge de Naplouse. « Ils étaient vraiment et sincèrement bouleversés », nous a dit Bob Simon.

Les deux Palestiniens venaient d'être arrêtés alors qu'ils jetaient des pierres sur la grand-route de Naplouse. Cela fait des semaines que des dizaines de témoignages les plus divers rapportent des cas de Palestiniens hospitalisés avec des fractures aux mains, aux bras, aux jambes, à la suite de passages à tabac systématiques. Mieux vaut avoir un membre brisé que de recevoir une balle, avait dit en janvier une partie de la hiérarchie militaire, alors que le ministre de la défense, M. Rabin, inaugurait officiellement cette « politique des coups ».

L'incident de Naplouse est d'autant plus embarrassant pour le gouvernement que celui-ci, devant la multiplication des brutalités commises par l'armée, venait de donner des consignes de modération aux soldats.

Le jour du passage à tabac, plusieurs témoignages concordants de Palestiniens ont rapporté que des soldats, toujours à Naplouse, étaient entrés dans un hôpital palestinien, avaient brisé des meubles et du matériel médical et frappé les malades et le personnel soignant à coups de matraque.

A. F.

Les suites de l'enlèvement du lieutenant-colonel Higgins

Le responsable pro-iranien des services de sécurité d'Amal démis de ses fonctions

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

La destitution, le vendredi 26 février, du chef des services de sécurité du mouvement chiite Amal, M. Ali Abou Moustapha Dirani, paraît directement liée à l'enlèvement, le 17 février, au sud de Tyr, du lieutenant-colonel américain Higgins.

Dans un bref communiqué, sans aucune explication, le mouvement Amal de M. Nabih Berri a annoncé cette mesure ainsi que celle qui a frappé le responsable de la culture, le cheikh Adid Haïdar. Les deux hommes n'ont toutefois pas été exclus du mouvement.

Originaire de la plaine de la Bekaa, M. Moustapha Dirani et le cheikh Adid Haïdar sont considérés comme les chefs de file de la tendance intégriste pro-iranienne au sein d'Amal. M. Moustapha Dirani, qui a perdu deux frères dans des opérations anti-israéliennes, a été le fondateur de la Résistance croyante, organisation qui mène parfois en collaboration avec la Résistance islamique, bras armé du Hezbollah, des opérations anti-israéliennes au Liban du Sud.

Or le mouvement Amal, qui revendique la responsabilité de la sécurité dans cette région, entend être le seul maître de toute action au Sud et a refusé, en avril 1987, tout lien avec la Résistance croyante.

Peu après le rapt du commandant en chef adjoint de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve (ONUST) et alors que le mouvement Amal effectuait des perquisitions et arrestations pour tenter de retrouver l'officier supérieur américain, M. Moustapha Dirani avait justifié cet enlèvement, revendiqué par Amal, par l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve, et avait protesté contre les tentatives faites par Amal.

Bien qu'ayant reçu officiellement l'appui du Hezbollah et de tous les intégristes du Liban, l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve avait pris soin de se démarquer du mouvement intégriste pro-iranien. Après avoir invité le chef du mouvement Amal, M. Berri, à mettre fin aux efforts de sa milice pour délivrer cet « espion notoire », l'Organisation « regrettait les vexations et arrestations » subies par les intégristes. L'Organisation invitait, d'autre part, « les frères d'Amal » à comprendre « l'importance de leur peuple et le rôle d'espion dangereux que jouait Higgins en profitant de la présence des observateurs ».

À la lecture des différents communiqués des uns et des autres, l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve semble se situer à mi-chemin

entre la tendance purement hezbollah et le mouvement Amal. L'Organisation ne condamne pas nettement, comme le fait le Hezbollah, la présence de la FINUL au Liban du Sud, mais ne la juge pas « positive », comme le dit Amal, déclarant : « Cette présence ne nous concerne nullement, même si nous l'estimons utile ». Elle ajoute : « Notre objectif était uniquement de capturer un espion. »

Dans un communiqué qu'il a publié après sa destitution, M. Moustapha Dirani a d'ailleurs affirmé qu'il détenait « des informations sûres selon lesquelles l'OTAN, avec l'aide d'officiers de l'ONU, fomentait un complot au Liban du Sud contre ceux qu'il qualifie de terroristes ».

De là à penser que M. Moustapha Dirani, qui, selon une bonne source chiite, n'en est pas à son coup d'essai dans l'enlèvement d'étrangers, soit à l'origine, avec l'aide du Hezbollah, sans doute du rapt de l'officier supérieur américain, il n'y a qu'un pas que beaucoup franchissent à Beyrouth.

FRANÇOISE CHIPAUX

Bombardement irakien d'un quartier résidentiel d'une banlieue de Téhéran

L'aviation irakienne a bombardé, le samedi 27 février, à midi, « un quartier non militaire » situé dans une banlieue de Téhéran, tuant un civil et blessant plusieurs personnes, a indiqué la radio iranienne, ajoutant que, en représailles, l'aviation iranienne bombardera « dans les heures qui suivent » des objectifs civils et militaires à Bagdad et à Bassorah. — (AFP.)

Les Etats-Unis ont voté leur propre embargo du pétrole iranien. Les Etats-Unis ont importé 6,4 millions de barils de pétrole iranien durant les deux mois qui ont suivi l'embargo commercial décrété par le président Reagan contre ce pays, selon des statistiques rendues publiques, le vendredi 26 février, par un groupe proche du défenseur des consommateurs Ralph Nader. De hauts fonctionnaires américains ont indiqué que ces livraisons pourraient avoir été exemptées de l'embargo pour avoir été négociées avant l'annonce de cette décision. Ces 6,4 millions de barils représentaient 7,3 % du total des importations pétrolières américaines de novembre et décembre 1987. L'embargo avait pris effet le 29 octobre. En tout, pour l'année 1987, le pétrole iranien a représenté 5,1 % du brut importé aux Etats-Unis. — (AFP.)

Un discours en Irlande sur le désarmement

M. Mitterrand ou l'anti-Thatcher

(Suite de la première page.)

« Eliminer les moyens des conflits, les armes, c'est louable », poursuit le président de la République - mais en supprimer les motifs ce serait mieux (...). Et qu'est-ce qui provoque ces conflits ? La misère d'abord. « La faim tue plus sûrement que la guerre. Combien d'Hiroshima de la faim faindra-t-il pour réveiller la conscience assoupie des pays riches ? », demande-t-il, en rappelant qu'il plaide pour une approche politique du problème du sous-développement. « Nous ne pourrions pas longtemps feindre de croire que le problème se règlera de lui-même. » Et que la France est, parmi les sept pays occidentaux les plus industrialisés celui qui fournit l'effort le plus grand, le double proportionnellement de celui des Etats-Unis ou du Japon.

L'Europe, elle aussi, à son échelle, a ses pays en voie de développement, ses inégalités économiques et sociales qui concernent directement l'Irlande et, rappelle le président, qu'il faut

travailler à réduire d'ici à 1992. De la même manière que par son approche de la question du désarmement (qui n'est sans doute pas partagée à Matignon), il se pose en quelque sorte comme l'anti-Thatcher ; au moment où la « Dame de fer » semble de plus en plus se « vivre » en leader intransigent du monde occidental, comment ne pas penser que c'est elle aussi qu'il vise sans la nommer quand, 28 jours avant de l'Europe, il dit : « Il faudra bien que tous comprennent que l'on ne peut être à la fois européen quand il s'agit de partager les bénéfices et national intransigent lorsqu'il s'agit de répartir le fardeau. » La volonté politique, dit-il aux Irlandais, « ne devra pas manquer aux Européens par vocation (vous en êtes, nous en sommes) pour convaincre, je dirai, les Européens « par distraction » lorsque leurs exigences catégorielles deviennent excessives ».

La question de l'Ulster

Sur la question la plus sensible pour les Irlandais, celle de l'Ulster

et donc des rapports de Dublin avec Londres, le président de la République est resté, en revanche, d'une très grande prudence. Je ne veux pas « m'immiscer dans vos affaires », dit-il à des Irlandais, qui bien des fois pourtant ont appelé la communauté internationale à ce qu'ils considèrent comme son devoir d'ingérence. Mais c'est pour formuler aussitôt l'espoir que les « efforts » de Dublin dans cette affaire « portent leurs fruits ». « C'est vous qui choisissez la voie », ajoute le président, en souhaitant qu'elle débouche sur « la paix dans vos relations internationales et sur un avenir pacifique et serein à l'intérieur ».

Se gardant d'aborder de front la question irlandaise, M. Mitterrand avait cependant émaillé son discours de formules de sympathie envers le peuple irlandais « valeureux, fier, épris jusqu'au sacrifice de liberté et d'indépendance et que l'histoire n'a pas épargné », ou encore envers ce pays où la leçon de l'histoire, « qui nous a appris à ne jamais transiger sur les principes qui

fondent la liberté de l'individu, a tout son sens ».

M. Mitterrand a su trouver pour remercier ses hôtes des intonations particulièrement chaleureuses, fut-ce avec une certaine pudeur : « les sentiments du fond du cœur, mieux vaut les taire, car on les exprime toujours mal ». La très belle balade irlandaise qui lui avait été offerte pendant deux jours dans quelques-uns des hauts lieux historiques de ce pays incitait, il est vrai, à la cordialité, de même sans doute que la présence bon enfant, parmi les invités de M. Mitterrand, du champion irlandais du tour de France, Stephen Roche, qui partagea avec lui les démonstrations de popularité. Pour résumer l'atmosphère de cette visite, un journaliste de l'Irish Times notait vendredi que, dès l'arrivée, le comportement de M. Mitterrand fut celui d'un homme « dont la grand-mère était irlandaise ».

CLAIRE TREAN.

EN BREF

● **ROUMANIE** : Bucarest renonce au statut de « nation la plus favorisée ». — La Roumanie a informé les Etats-Unis qu'elle renonce à elle-même à bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée (MFN), a annoncé, le vendredi 26 février, le département d'Etat. Ce statut lui était renouvelé chaque année depuis 1975 en dépit d'une opposition grandissante au Congrès.

Cette décision intervient trois semaines après un voyage à Bucarest du secrétaire d'Etat adjoint, M. John Whitehead. Celui-ci avait informé le président Nicolas Ceausescu que Washington n'était pas satisfait de la politique roumaine dans le domaine des droits de l'homme. — (AFP.)

● **CORÉE DU SUD** : amnistie. — Le gouvernement a annoncé, le vendredi 26 février, au lendemain de la prestation de serment du président Roh Tae Woo, des mesures de clémence pour 7 200 personnes, dont 1 700 dissidents. Certains bénéficieront d'une réduction de peine, alors que d'autres, qui ont déjà été relâchés, recouvreront leurs droits civils. Le nombre des personnes détenues pour des motifs politiques en Corée du Sud est estimé à 1 200 par les diplomates occidentaux.

● **VIETNAM** : restitution de dépouilles mortelles de militaires américains. — Le Vietnam va restituer aux Etats-Unis les dépouilles mortelles de vingt militaires américains portés disparus pendant le conflit vietnamien, a annoncé le Pentagone le vendredi 26 février. Le Vietnam n'a, semble-t-il, pas garanti que ces dépouilles mortelles sont celles de soldats américains. Le rapatriement de ces corps est le second en importance depuis la fin du conflit.

● **M. Jacques Dupont** nommé ambassadeur en Afrique du Sud. — M. Jacques Dupont a été nommé ambassadeur de France à Pretoria, succédant à M. Pierre Boyer, a annoncé, le jeudi 25 février, le Quai d'Orsay.

[Né en 1929, ancien élève de l'ENA, M. Dupont a été attaché à Washington (1958-1961), premier secrétaire à Athènes (1962-1963), puis à Rome (1963-1966). Il a été premier conseiller à Saigon de 1966 à 1968, avant d'occuper les fonctions de sous-directeur au service de presse du Quai d'Orsay, de 1969 à 1973. Premier conseiller à Tunis (1973-1977), puis ministre conseiller à Moscou (1977-1979), il revient à Paris pour exercer les fonctions de directeur adjoint des affaires politiques (1979-1982). Ambassadeur de France à Tel-Aviv de 1982 à 1986, M. Dupont était à l'administration centrale depuis 1987.]

C'est un faux numéro qui a tout déclenché, le téléphone sonnant trois fois au cœur de la nuit et la voix à l'autre bout demandant quelque chose qu'il n'était pas. Bien plus tard, lorsqu'il pourrait réfléchir à ce qui lui était arrivé, il en conclut que rien n'est réel sauf le hasard.

Paul Auster

Cité de verre

roman traduit de l'américain par Pierre Fubon

UN THRILLER
KAFKAÏEN
A NEW YORK

ACTES
SUD

Europe

URSS : après l'appel au calme lancé par M. Gorbatchev

Une recherche de compromis semble s'amorcer en Arménie

Bernard Guetta vient de prendre ses fonctions de correspondant du Monde en URSS. Nous publions ci-dessous son premier article.

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev est parvenu le vendredi 26 février à inverser le cours de la gigantesque et calme prise de parole de l'Arménie. Pour la première fois depuis qu'Erevan s'est tout entière transformée, le week-end dernier, en salle de meeting avec haut-parleurs dans les rues et débats permanents aux carrefours, le nombre des manifestants a en effet diminué au lieu de croître, tandis que s'amorçait une recherche de compromis. Il a suffi pour cela que le secrétaire général fasse lire aux Arméniens, en fin de matinée, un message soigné s'adressant à leur raison et promettant implicitement un examen prochain de la situation du Nagorno Karabakh, la région autonome de la république voisine d'Azerbaïdjan, dont la population — à 80 % arménienne — a récemment été victime d'exactions.

La par un membre suppléant du bureau politique, M. Vladimir Dolguikh, qui avait été envoyé sur place il y a plusieurs jours déjà, ce message a été diffusé par la radio et la télévision locales, mais le reste de l'Union soviétique n'en connaissait toujours, samedi matin, qu'une brève paraphrase de l'agence Tass, débitée en cours de journal télévisé et publiée en page 2 de la Pravda, sous le titre accrocheur de « L'internationalisme-socialisme source de notre force ».

Photo à l'appui, la « une » proclamait, elle, « Mourmansk : bonjour soleil ! ». Mais si étroites que soient les limites de la « glasnost », le fait est que dans cette intervention d'une dizaine de minutes, M. Gorbatchev s'est abstenu de toute attaque directe contre le mouvement en cours. Renonçant notamment à dénoncer, comme l'avait maladroïtement fait le comité central, mardi dernier, l'agissement de manipulateurs « extrémistes », le secrétaire général s'est contenté d'appeler au « calme », à la « maturité civique », et au « renforcement des traditions d'unité entre les peuples d'Azer-

baidjan et d'Arménie », de déclarer qu'il y avait « des problèmes à résoudre dans la vie de la société soviétique », mais que « au sein des luttes et de la défiance entre les peuples [de l'URSS] ne faisait qu'obstacle à leur résolution ».

Et de rappeler enfin qu'il était prévu de consacrer l'un des prochains plénums du comité central à la question des nationalités. M. Gorbatchev était d'autant plus à l'aise pour tenir ce langage qu'il avait effectivement estimé dans son discours du 18 février, devant le comité central, qu'il fallait s'attaquer sans tarder aux problèmes des relations entre les nationalités de l'Union, et que « l'authenticité internationalisme [n'est] possible que dans le respect de la culture et de l'histoire [...] de chaque peuple ».

Pas à proprement parler donc de reculade sous la pression, et l'insistant ballé d'avions qui avait la nuit précédente tenu Erevan éveillé, suf-

fisait par ailleurs à dire que, si besoin était, la troupe était là, aux portes de la ville, prête à intervenir en force. Dans leurs récits saccadés, hurlés sur les lignes téléphoniques inaudibles aux correspondants occidentaux bloqués à Moscou par les autorités, tous les témoins font état d'un long moment de flottement. La foule hésite, séduite d'avoir été reconnue comme interlocuteur, mais méfiante aussi, car dans tout cela il n'y a rien de vraiment tangible.

Un million de personnes

Sans doute exagéré la veille et l'avant-veille, le chiffre d'un million de personnes dans les rues est devenu réalité. Jeunes et vieux, pauvres et riches, intellectuels et ouvriers, membres du parti et anciens prisonniers politiques libérés par la « nouvelle pensée », tous sont à, souvent venus à pied de lointaines campagnes et, bien sûr, du Nagorno-

Karabakh — presque un tiers, en bref, de la population de la république d'Arménie.

Un tiers ? Oui, un tiers, c'est bien ça », répondent ces témoins, agacés qu'on arrive pas à s'imaginer depuis Moscou ce qu'est cette « masse humaine qui n'en finit plus de converger vers la place de l'Opéra », « le calme absolu de cette foule dont chacun est si fier », « cette fête de la démocratie » : ce frémissement des grands moments.

Car c'en est indubitablement un, que ce rassemblement contestataire d'une ampleur sans précédent dans l'histoire soviétique, sans violence aucune malgré les jours qui s'écoulent, et auquel le pouvoir central choisit de ne pas répondre par la répression mais par une tentative de dialogue.

L'insipide résumé de l'agence Tass est d'ailleurs suivi d'une série d'interviews censées représenter les réactions d'Azerbaïdjanais et

d'Arméniens au discours de M. Gorbatchev. Il en ressort que les uns étaient bel et bien en grève et que c'est « exactement là le problème, selon un membre du comité central arménien, de s'adresser au peuple en lui parlant sincèrement avec des informations objectives et des explications politiques profondes ». La foule hésite : les membres du comité d'organisation — car il y en a un, composé d'étudiants du Nagorno Karabakh et d'apparences aussi de grands sous de l'intelligentsia arménienne — hésitent également tout en se félicitant de ce ton inhabituel. Et c'est l'annonce d'une résolution du comité central arménien qui va débloquent la situation. Son premier secrétaire, M. Demnitchik, impossible et réprimandé déposé à Moscou comme pas favorable à la « perestroïka », informe en effet les manifestants que le Parti arménien demande au comité central de Parti soviétique de reconsidérer son refus initial de rattacher le Nagorno Karabakh à l'Arménie et de mettre

en place une commission pour étudier le dossier.

Les affluents qui avaient accueilli l'apparition du premier secrétaire cessent. Chacun comprend qu'un marchandage est dans l'air, et se succèdent bientôt au micro des hommes qui ont l'oreille de la foule et lui font comprendre que tout ce qu'on pouvait espérer obtenir est obtenu, et qu'il faut penser à laisser le temps jouer — apparemment jusqu'en 23 mars, date à laquelle devrait avoir été trouvée une solution définitive.

Images télévisées

En soirée, il n'y a plus sur la place de l'Opéra et dans les rues avoisinantes que plusieurs dizaines de milliers de personnes, des familles venues de cette région autonome à la gloire si soudaine et qui racontent « des choses abominables » qu'un vice-procureur général de l'Union soviétique avait pourtant démenties la veille (1).

Juste avant de diffuser l'intervention de M. Gorbatchev, la télévision arménienne avait, pour la première fois, montré quelques minutes d'images de la secousse qui a projeté cette minuscule république à la « une » de tous les journaux du monde. Il avait fallu pour cela que les techniciens et les journalistes menacent de ne plus rediffuser les programmes en provenance de Moscou. « Vous savez, insistent tous les témoins, tout cela n'est au fond qu'une vaste manifestation d'espoir dans le gorbatchisme ».

BERNARD GUETTA.

(1) Le quotidien du PC arménien, *Komunist*, cite cependant M. Dolguikh, qui, dans l'allocution qu'il a prononcée mercredi à Erevan, aurait déclaré : « Des affrontements entre groupes d'Arméniens et d'Azerbaïdjanais se sont produits au Nagorno Karabakh et ont fait des victimes ».

Un responsable de ce journal a indiqué, samedi à l'AFP, que des affrontements inter-ethniques au Nagorno Karabakh ont fait deux morts parmi les Azerbaïdjanais et seize à dix-huit blessés dans les rangs arméniens. Ce responsable, interrogé depuis Moscou par téléphone, n'a pas été en mesure de préciser la date de ces affrontements.

Un passé d'affrontements et de sang

Fin mai 1918, la jeune Fédération transcaucasienne cède la place à trois petites républiques indépendantes : l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Nées d'une révolution dont elles ont refusé l'issue bolchevique, elles vont tenter d'imposer leur existence dans une région où la Turquie semble l'emporter, alors que la Russie s'enfonce dans la guerre civile. Après un siècle de domination russe, ces jeunes Etats tentent non seulement de dépasser le cadre des frontières coloniales, mais encore de faire reconnaître leurs revendications territoriales.

L'histoire, les réalités d'un peuplement marqué par un paysage multinational complexe sont autant d'arguments dans un débat qui revêt des pleins et pleins. L'ombre du génocide qui, trois ans auparavant, a frappé les Arméniens de l'Empire ottoman plane sur les relations déjà difficiles entre Arméniens et Azeris, musulmans et turcophones. En 1905, à l'instar des pogromes antisémites qui sévissent dans la partie européenne de l'empire russe, la communauté arménienne de Bakou a subi les exactions d'une foule manipulée.

Les relations entre les deux communautés vont encore se détériorer après les heurts sanglants qui ensuivent la capitale de l'Azerbaïdjan au cours du printemps 1918. Les rapports entre républiques transcaucasiennes vont d'accrochages frontaliers en conflits limités, déboucher sur de véritables guerres. Arméniens et Géorgiens s'affrontent fin 1918 pour le contrôle d'un territoire frontalier.

Le traité de 1921

Les provinces de Karabakh, Nakhitchevan et Zanguezour sont témoins de durs et cruels combats qui opposent Arméniens et Azeris au cours des années 1919 et 1920. En juin 1919, six cents villageois arméniens du Karabakh sont massacrés par les troupes azéris. Toujours chargé d'histoire et de symbole pour tous les Arméniens, le Karabakh est paillé de 59 000 musulmans en 1919 ; en 1916, Nakhitchevan compte

54 000 Arméniens pour 81 000 musulmans, Zanguezour respectivement 100 000 et 120 000.

La passivité des alliés permet à la Turquie de reprendre son offensive. Bientôt, les trois républiques seront confrontées à un face-à-face tendu avec la Russie qui fait, avec la soviétisation de l'Azerbaïdjan en avril 1920, son retour sur la scène transcaucasienne. Les jours d'une Arménie et d'une Géorgie indépendantes sont désormais comptés. L'Arménie accepte sa soviétisation en novembre 1920. L'armée rouge envahit la Géorgie social-démocrate en février 1921. Les revendications territoriales d'une Arménie meurtrie et épuisée sont de peu d'importance dans la géopolitique régionale, alors que la Turquie proclame un droit d'inséance et de protection qui englobe tous les musulmans du Caucase.

Lors des négociations qui conduiront au traité soviéto-turc de mars 1921, la Turquie impose une clause qui exclut toute rétrocession du Nakhitchevan à l'Arménie. Au

cours du printemps 1921, les discussions territoriales provoquent de vives tensions au sein du bureau caucasien du parti bolchevique. Communistes, Arméniens et Azeris s'opposent sur l'avenir du Karabakh, Géorgiens et Azeris sur celui du Sétigou (1), une région peuplée de Géorgiens musulmans. Début juillet pourtant, le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie est voté par le bureau caucasien par cinq voix contre trois, mais ses dirigeants reviennent sur leur décision dès le lendemain.

La région « autonome » du Haut-Karabakh est créée le 7 juin 1923. D'une superficie de 4 400 kilomètres carrés, elle compte alors 158 000 habitants, pour la plupart arméniens.

CHARLES URJEWICZ.

(1) Les Géorgiens du Sétigou ont connu au cours des années 70 une dégradation continue de leur sort. Ils subissent une turquisation forcée et de nombreuses exactions. L'émigration de leurs couches culturelles et linguistiques a fait l'objet de nombreuses pétitions.

Amériques

PANAMA : après la destitution du président

L'opposition appelle à la grève

La Croisade civile nationale, qui regroupe plusieurs partis d'opposition autour de la chambre de commerce, a appelé le vendredi 26 février à un mouvement de grève d'une durée indéterminée à partir de lundi afin d'obtenir la « chute du régime militaire » panaméen. Cette décision fait suite à l'éviction rocambolesque du président de la République panaméenne, M. Eric Delvalle, quelques heures après sa décision de destituer le commandant en chef des forces armées et « homme fort » du pays, le général Manuel Antonio Noriega. Ce dernier s'est rendu vendredi au palais présidentiel pour féliciter le nouveau chef de l'Etat, M. Solis

Palmu, nommé par le conseil des ministres et l'Assemblée nationale.

M. Delvalle, qui se trouve à sa résidence dans la capitale, a annoncé pour sa part qu'il se considérait toujours comme le chef de l'Etat et qu'il prenait la tête d'un mouvement de résistance civile, avec le soutien de Washington. Seul, pour l'instant, le président nicaraguayen Daniel Ortega a affirmé vendredi son « appui sans réserve » au général Manuel Antonio Noriega, aux forces armées et au peuple du Panama en leur offrant la « solidarité active » de son pays.

Prudente fermeté à Washington

WASHINGTON
de notre correspondant

Le président Reagan a explicitement exclu une intervention militaire américaine au Panama : « Il y a des limites à ce que nous pouvons faire (...) nous n'envisageons pas une action militaire », a-t-il déclaré vendredi. M. Reagan a ajouté qu'à son avis les troupes américaines présentes dans la zone du canal n'étaient pas menacées. Mais, malgré l'échec de la tentative du président Delvalle, devenu leur protégé de fait, les Etats-Unis n'ont pas concédé la victoire au général Noriega, et sont déterminés à maintenir la pression jusqu'à ce que la situation devienne intenable pour l'« homme fort » du Panama.

Un porte-parole du département d'Etat a expliqué vendredi que, pour Washington, M. Delvalle, dont il a salué le « courage », restait le prési-

dent légal du pays. Washington semble déterminé à jouer la carte diplomatique, éventuellement à accroître la pression économique (mais aucune décision d'embargo n'a été prise pour l'instant), et compte aussi dans une large mesure sur l'opposition panaméenne : « C'est au peuple panaméen de décider » (de son avenir), a déclaré le porte-parole du département d'Etat.

A l'Organisation des Etats américains, dont le siège est à Washington, deux ambassadeurs rivaux, représentant l'un la faction favorable au général Noriega, l'autre le président Delvalle, ont plaidé leur cause devant les représentants des Etats membres. L'ambassadeur panaméen aux Etats-Unis, M. Juan Sosa, reste, lui, fidèle au président Delvalle, et a déclaré ne pas tenir compte de la « révolution » que lui a signifiée le général Noriega. Tout n'est donc pas forcément joué, et le général Noriega lui-même n'est peut-être pas tout à fait aussi rassuré

sur son avenir que ses mouvements de biceps pourraient le laisser croire : selon la chaîne ABC, il a adressé dans la journée de vendredi plusieurs messages au gouvernement américain, en particulier pour l'assurer qu'aucun danger ne menaçait les citoyens des Etats-Unis se trouvant au Panama.

L'administration Reagan est prudente, et, par souci tactique ou simple désir d'y voir plus clair avant d'agir, adopte pour l'instant un profil relativement bas. Seul le vice-président George Bush a déclaré que les Etats-Unis devaient « se réserver le droit de faire tout ce qui peut se révéler nécessaire, y compris le recours à la force militaire » pour défendre leurs « droits sacrés » au Panama. Mais ces fortes paroles étaient celles d'un candidat en campagne, et n'engageaient sans doute que lui.

JAN KRAUZE.

Afrique

SÉNÉGAL : à la veille des élections

M. Diouf lance un avertissement à l'opposition

Thiès. — Le président Abdou Diouf a lancé, le vendredi 26 février à Thiès (70 kilomètres de Dakar), un avertissement solennel à l'opposition, quarante-huit heures avant les élections présidentielle et législatives de dimanche, alors que des accrochages opposaient, non loin du lieu du meeting, lycéens en grève et forces de l'ordre. Il a accusé ses adversaires d'être « des hommes de subversion sans foi ni loi ».

« La démocratie sénégalaise est malade par le fait du brigandage, du banditisme », de certains dirigeants de l'opposition, a-t-il ajouté, accusant notamment le Parti démocratique sénégalais (PDS) de M. Abdoulaye Wade, son principal rival, et les deux formations communistes qui soutiennent celui-ci, de manipuler les lycéens en grève.

Le chef de l'Etat a demandé à ses sympathisants de lui donner « mandat, discipline, pour « assainir le pays » et « enlever les mauvaises herbes ». Son discours, le plus dur qu'il ait prononcé contre l'opposition, intervenait au lendemain de violents incidents qui ont opposé, jeudi, militants du PDS et forces de l'ordre à Thiès, où M. Wade devait tenir un meeting malgré l'interdiction du gouverneur. Ces accrochages ont fait de nombreux blessés légers, selon des témoignages concordants. — (AFP).

TUNISIE

M. Ben Ali appelle le PSD à se renouveler

TUNIS
de notre correspondant

Le changement du 7 novembre est « irréversible » et se poursuivra avec ceux qui y adhèrent sans tenir compte des restrictions des autres. Tel a été en substance le sens du discours prononcé, le vendredi 26 février, par le président Ben Ali à l'ouverture du comité central du Parti socialiste destourien (PSD) chargé de préparer la tenue, en juillet, d'un congrès extraordinaire.

Cette réaffirmation claire et nette de la nouvelle ligne politique au diapason de laquelle doit se mettre le parti, assortie d'un avertissement implicite aux tenants du passé que l'on ne retiendra pas par une résonance particulière devant cette instance — d'une centaine de membres — qui avait été désignée en juin 1986 au gré des préférences du moment de M. Bourguiba et des intrigues qui se développaient autour de lui alors que les règlements du Parti et la tradition voulaient qu'elle fût élue.

Il est évident que, pour gouverner dans le cadre du pluralisme qu'il souhaite associer, M. Ben Ali a besoin de s'appuyer sur un parti fort. Encore faut-il que celui-ci soit tout acquis à ses idées et retrouve une crédibilité perdue depuis longtemps, qu'il élabore un nouveau discours, un programme adapté à l'époque, des structures renouvelées et des méthodes d'action débarrassées des mauvaises habitudes héritées du monolithisme dans lequel il se complaisait depuis trois décennies. C'est sur ces différentes réformes déjà débattues durant ces deux derniers mois lors d'une vaste consultation à tous les échelons du parti puis mises en forme par des commissions que devait se prononcer le comité central durant les deux jours de délibérations.

Dans son discours, le chef de l'Etat, qui préside aussi — du moins jusqu'à nouvel ordre — aux destinées du PSD, s'en est tenu à un cadre général sans entrer dans le détail, sinon pour se livrer à une virulente critique de l'« état de déliquescence », de l'« apathie », du « culte de la personnalité érigé en règle de conduite » et de toutes les « obscurités » qui caractérisaient le parti avant la destitution de Bourguiba.

Vers une relève

Pour lui, il importe aujourd'hui de faire du PSD un « rassemblement populaire démocratique » — ce pourrait être la future dénomination du parti (1) — qui sera ouvert « à toutes les forces vives ». M. Ben Ali est revenu à maintes reprises sur la notion de rassemblement et a insisté sur l'« impératif » de l'ouverture en direction de la jeunesse, qui, a-t-il rappelé, représente près des trois quarts de la population. Il a invité les destouriens à entretenir « des relations de civilité » non seulement entre eux — allusion aux éternelles guerres de clans — mais aussi avec les diverses organisations et formations sociales et politiques, donc notamment avec l'opposition.

C'est là un vaste et très ambitieux plan de régénération du Parti destourien, annonciateur, à plus ou moins brève échéance, d'une large relève au sein de ses diverses structures. Par leurs applaudissements aux propos de M. Ben Ali les membres du comité central ont cependant fait comme s'ils y adhéraient pleinement. De la même manière qu'ils appréciaient il y a peu d'autres discours.

MICHEL DEURÉ.

(1) Beaucoup de voix se sont déjà élevées pour que le qualificatif de « destourien » soit, d'une façon ou d'une autre, maintenu.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde

ÉCONOMIE

مكتبة الأمل

par M. Gorbatchev
e s'amorcer en Arménie

s et de sang

Afrique

M. Ben Ali appelle le PSD à se retirer

Le Front national n'existe pas ; en 1986, c'est un parti important, et il l'a été jusqu'à présent. Mais, aujourd'hui, il n'est plus que le produit d'une idéologie qui n'est pas la leur. Le candidat du RPR a aussi évoqué « cette petite graine qui est le méchant, le racisme sous toutes ses formes, l'antisémitisme, et qui existe dans la cour de tout homme (...). Il y a aujourd'hui une pulsion mauvaise, pas encore très grave, mais il convient de l'éradiquer pendant qu'il est temps ».

M. Georges Marchais a dénoncé, le vendredi 26 février, au Mans, la tentative d'antiracisme comme jamais la vie politique française (...). Il n'est plus question que de l'usage des présidents. Il ne s'agit pas de défendre une bonne politique, mais de soigner son look.

Après avoir stigmatisé le fait de sondages falsifiés, les enquêteurs les plus ridicules sur la façon de faire l'amour, sur l'élégance des candidats ou le charme de leurs femmes, il a ajouté : « Comment s'étonner que de plus en plus de Français, et notamment les jeunes, se détournent de cette mascarade dérisoire qu'on leur présente comme le fin du fin du débat politique. »

Politique

Le Monde • Dimanche 28-Lundi 29 février 1988 5

« Le Pouvoir et la Vie », un livre de Valéry Giscard d'Estaing

Profession : reporter

Valéry Giscard d'Estaing est de retour. Il nous revient par un livre de 400 pages, premier tome des souvenirs d'un septennat et présent à son esprit qu'il en restreint au détail près l'intensité avec laquelle il a travaillé. Ayant sans doute, à regret, constaté que l'homme politique intéressait peu ou pas assez ses compatriotes, il a intelligemment choisi de leur faire entrevoir une personne avec ce qu'elle a de passion, mais aussi d'ordinaire.

Pour ce faire, il a écrit le mode jugé pompeux des « mémoires » afin de s'essayer de brillante façon au reportage : VGE se transforme en journaliste du septennat, à qui il aurait été donné, à chaque moment-clé, d'être non seulement caché derrière le rideau, mais aussi de lire dans l'intimité d'un homme, de ses doutes, de ses regrets, de ses pulsions.

Et VGE raconte, minutieusement. Avec tous ce qui fait le succès de Paris-Match, auquel il a d'ailleurs confié les bonnes feuilles : la maladie (son reportage commence par le récit de trois maladies : Pommidou, Bréjnev et Helmut Schmidt, ce dernier ayant été, lors d'un séjour à Paris, victime d'un malaise) ; la mort ; il explique, exemples à l'appui, la difficulté de l'exercice du droit de grâce des condamnés à mort ; le sexe : Alice Saunier-Seït fut, un jour d'été, le clair objet de son désir, au point qu'il eut une « pensée bizarre » et se demanda si « elle faisait l'amour avec vérité » ; c'est un Giscard au pays des merveilles.

Au-delà, et précédemment grâce à ces anecdotes, Valéry Giscard

d'Estaing dessein en fait le nouveau profil qu'il voudrait offrir aux Français. Il opère en quelque sorte une formidable rectification d'image : comment passer d'un souverain distant, hautain, stupide d'une fonction « perdue comme aberrante », sinon en livrant sa « spontanéité » et sa « simplicité » ? Cette opération-là est incontestablement réussie.

L'ami Helmut

Ce livre touchera un vaste public, amusera le microcosme, intéressera le plus grand nombre. Pour le plus grand bien d'un Giscard new look : fidèle en amitié, comme en témoignent le récit attachant de celle qui le lia à « Helmut », lequel pousse la confiance jusqu'à lui révéler son accident de jeunesse ; courageux dans l'épreuve, comme le montre le détail de l'opération de Kolwezi, dont le succès n'était pas écrit d'avance ; lucide sur les « grands » comme sur les petits problèmes de ce monde : « Si, vous fabriquez une révolution, eh bien ! son ami le chah d'Iran, qui croyait pouvoir faire de son pays la troisième puissance militaire du monde ; volontaire dans l'action, comme l'attestent son soutien et sa participation à un projet d'opération avec son ami Sadate contre notre ennemi Kadhafi, projet interrompu par des Américains velléitaires puis par... l'Allemagne.

Et voilà que l'on s'aperçoit au fil des pages que défilent sous nos yeux l'ardeur, la volonté, le courage. Il ne s'agit pas cette fois d'un slogan, mais d'autant d'épisodes vécus qu'il serait urgent de révéler.

Pourquoi boudier son plaisir ? Ce reportage en offre beaucoup, et Giscard y confirme que, doué d'une intelligence exceptionnelle, il sait aussi charmer et séduire par sa simplicité. Pourquoi ne pas se souvenir qu'il est d'abord et avant tout un homme politique, et qu'il professe qu'en politique qui-conque se fait oublier disparaît ? Le projet du Giscard politique n'est-il pas d'obtenir qu'un jour on cesse d'imputer à sa personne la défaite de 1981 pour n'en plus retentir que les raisons partielles (la démission de la droite) ? Ce livre ne serait alors qu'une étape dans ce processus. Son succès passe... par la rédaction de François Mitterrand.

Pourquoi ne pas souligner que Valéry Giscard d'Estaing, à l'aise et performant dans le rationnel, émerge dans l'émotionnel ? Le livre s'ouvre par le récit d'un voyage, celui qui a saisi le nouveau chef de l'Etat lors de son premier séjour du 14 juillet 1974. Ce livre donne parfois le vertige. On retiendra son appétit d'un moment pour Alice Saunier-Seït, mais on a oublié au passage qu'il avait été séduit par la politique que celle-ci voulait conduire à l'égard des universités et contre laquelle il fallut que Raymond Barre se batte avec énergie afin de limiter les dégâts. Ainsi Giscard paraît-il avoir traversé parfois sa propre expérience avec une « insupportable légèreté de l'être ».

Son mérite est d'en faire lui-même l'aveu.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« Le Pouvoir et la Vie », Valéry Giscard d'Estaing, Compagnie 12, éditeur, 399 pages, 95 F.

Financement de la vie politique

L'état des projets

Le dispositif sur le financement de la vie politique, prévu par les deux projets de loi que le Parlement a définitivement adopté le jeudi 25 février, se présente ainsi, avant examen par le Conseil constitutionnel :

• **Patrimoine du président de la République** : les candidats à l'élection présidentielle doivent remettre au Conseil constitutionnel, sous pli scellé, « une déclaration certifiée sur l'honneur » présentant leur situation patrimoniale. Mais, contrairement au projet initial, le contenu de celle-ci n'est pas précisé, et les biens de l'époux, qui ne font pas partie de la communauté du mariage, ne doivent pas y figurer. De même, et comme le souligne le Front national, ne sera publié au Journal officiel que l'état de fortune de l'élu. Entre deux mois et un mois avant de quitter ses fonctions, le président de la République devra publier un nouvel état de son patrimoine.

• **Patrimoine des parlementaires** : quinze jours après leur entrée en fonctions, les députés et les sénateurs doivent remettre au bureau de leur Assemblée une déclaration de patrimoine rédigée sur le même modèle que celle du chef de l'Etat. Eux aussi devront en faire une nouvelle à la fin de leur mandat. Le bureau de l'Assemblée nationale (ou du Sénat) « apprécie la véracité des déclarations » et les rend publiques. Mais ce sont les présidents des deux Chambres qui établissent

« chaque fois qu'ils le jugent utile », et en tout état de cause à l'occasion de chaque renouvellement (cinq ans pour l'Assemblée nationale, trois ans pour le Sénat), un rapport publié au Journal officiel sur ce travail. Rien n'est dit sur la forme et le contenu de ce rapport.

• **Patrimoine des autres hommes politiques** : les membres du gouvernement, les présidents de conseil régional, d'une assemblée territoriale d'outre-mer (mais pas ceux des régions de Nouvelle-Calédonie), de conseil général, les maires d'une commune de plus de trente mille habitants, doivent aussi fournir des déclarations comparables. Elles seront reçues par une commission composée du vice-président du Conseil d'Etat et des premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes. Cette commission disposera des mêmes prérogatives que les bureaux des Assemblées ; elle devra publier un rapport au moins tous les trois ans. Si un élu local est en même temps parlementaire, ou le devient, seul le bureau de son Assemblée sera compétent.

• **Secret** : les bureaux des Assemblées et la Commission devront assurer « le caractère confidentiel » des déclarations de leur position. Ceux qui publieraient ou divulgueraient tout ou partie de ceux-ci, pourraient être condamnés en vertu de l'article 368 du code pénal sur les atteintes à la vie privée : deux mois à

un an de prison et 2 000 francs à 60 000 francs d'amende.

• **Sanctions** : les élus qui ne fourniraient pas de déclaration seraient déchus de leur mandat et inéligibles pendant un an, ce qui revient à les obliger à attendre la fin du mandat de leur Assemblée avant de pouvoir s'y représenter. Mais ils pourront, au bout d'un an, tenter de se faire élire dans une autre Assemblée. Rien n'est prévu en cas de déclaration frauduleuse.

• **Entrées en vigueur** : les premières déclarations devront être fournies par ceux qui seront élus (ou nommés ou gouvernements) après la prochaine élection présidentielle. L'évaluation de l'évolution de leur patrimoine ne pourra être faite qu'à la fin de leur mandat, les premiers rapports intéressants ne seront publiés que dans six ans, lors du renouvellement des conseillers généraux élus en septembre 1988, ou dans cinq ans si l'Assemblée nationale est dissoute au printemps.

• **Financement de campagne présidentielle** : au cours des six mois précédant le scrutin, les dépenses effectuées par un candidat « ou pour son compte » ne pourront dépasser 120 millions de francs, ou 140 millions pour les deux candidats présents au deuxième tour (soit plafonds seront révisés tous les ans en fonction de l'évolution des prix). Mais pour l'actuelle campagne ne seront prises en compte que les dépenses engagées après la publication de la loi. Chaque candidat devra tenir un compte de campagne qui sera publié au Journal officiel. Chacun recevra aussi de l'Etat une somme forfaitaire de 6 millions (le vingtième du plafond) ; ceux ayant obtenu 5 % des suffrages exprimés au premier tour recevront le quart de ce plafond : 30 millions pour ceux qui ne seront présents qu'au premier tour, 35 millions pour les deux de second ; mais ils ne pourront pas recevoir de l'Etat plus que ce qu'ils ont dépensé. Les candidats qui ne respecteraient pas ce plafond n'auraient pas droit à cette aide de l'Etat, et le Conseil constitutionnel jugera si cette irrégularité met en cause leur élection.

• **Financement des campagnes législatives** : le délai n'est là que de trois mois, et le plafond de 500 000 francs pour tous (il est lui aussi actualisé). Les comptes de campagnes ne seront pas publiés, mais devront être présentés par un expert-comptable. Ils seront déposés à la préfecture et pourront être communiqués sur leur demande au Conseil constitutionnel ou aux autorités judiciaires. Les candidats ayant obtenu 5 % des suffrages exprimés au premier tour recevront de l'Etat un remboursement forfaitaire de 10 % du plafond (50 000 francs actuellement), s'ils n'ont pas franchi

ce plafond. Les députés avaient d'abord prévu que le franchissement de ce plafond entraînerait la déchéance du mandat et l'inéligibilité pendant un an ; à la demande du Sénat, cette sanction n'a pas été retenue ; mais, là encore, le Conseil constitutionnel sera juge de la conséquence de ce dépassement, qui pourra être un des motifs de l'annulation de l'élection.

• **Les dons** : les personnes morales pourront donner jusqu'à 20 000 francs à un candidat à une élection présidentielle ou législative, les personnes physiques jusqu'à 50 000 francs (les dons aux partis ne sont pas limités). Au-delà de 2 000 francs, ces dons devront être consentis par chèques ; les dons en espèces ne pourront dépasser 20 % des recettes d'un candidat. Regroupés avec les aides apportées aux œuvres caritatives ou au mécénat, ces dons pourront être déduits de l'impôt imposable dans une limite de 1,25 % du revenu imposable pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de 2 % du chiffre d'affaires pour l'impôt sur les sociétés. Celles-ci devront fournir à leurs actionnaires « la liste des actions nominatives » de dons effectués dans ces conditions. Les personnes morales de droit public, les casinos, cercles et maisons de jeux ne peuvent effectuer aucun don à des candidats ; ceux-ci ne pourront pas non plus recevoir de subventions émanant de personnes étrangères. Le montant global de ces dons ne peut dépasser le plafond des dépenses autorisées, afin d'éviter qu'un candidat n'en reverse une partie à son parti.

• **Statut des partis** : la personnalité morale est reconnue aux partis ; ils se forment et exercent leur activité librement. Ils pourront ester en justice et acquérir des biens meubles et immeubles ; c'est la reprise partielle du statut des syndicats.

• **Subventions aux partis** : le budget de l'Etat apportera une subvention aux partis qui sera répartie entre eux en proportion du nombre des députés et de sénateurs déclarant s'affilier à chacun d'eux. Les comptes des partis ne seront soumis à aucun contrôle, mais, pour obtenir des crédits de l'Etat, ceux-ci devront faire certifier leurs comptes par deux commissaires aux comptes et les laisser publier au Journal officiel.

• **Publicité politique** : la publicité politique à la télévision reste interdite pendant les quatre ans suivant la publication de la loi.

• **Evolution de la réforme** : dix-huit mois après la publication de ces lois, le gouvernement devra déposer à l'Assemblée nationale et au Sénat un rapport sur leur mise en œuvre. Un décret public suivra le dépôt de ce rapport.

L'élection cantonale de Lille-Ouest et les relations CDS-PR

M. Léotard menace de placer son parti en congé de l'UDF

La majorité va-t-elle perdre le nord à Lille ? L'élection cantonale partielle de Lille-Ouest des 6 et 13 mars prochain est en train de raviver de sérieuses querelles au sein de la maison UDF entre les fidèles du CDS et ceux du Parti républicain.

Le feu couve depuis trois semaines, mais il menace cette fois la charpente. De déclarations en déclarations, de surenchères en surenchères, d'attaques en attaques, cette affaire dégrènera. Elle a été évoquée longuement le mardi 23 février à Matignon au déjeuner de tous les responsables de la majorité déjà passablement échaudés par un autre coup fourré dans un scrutin du même type, l'avant-veille dans le canton de Sèstet (Bas-Rhin), lequel a finalement permis l'élection de l'unique conseiller général socialiste de département... MM. Pierre Méhaignerie et François Léotard s'en sont encore entretenus directement par deux fois ensuite. En vain. Vendredi, à bout d'arguments, M. Léotard faisait savoir qu'il songeait à mettre son parti en congé de l'UDF, qu'il demanderait mardi à son bureau politique de « juger de l'utilité de continuer à siéger dans une mascarade ». Comment en est-on arrivé là ? Comme toujours dans ce genre d'histoires, où les ambitions entrent en ligne, personne n'a ni tout à fait raison ni tout à fait tort.

Le 25 janvier dernier, député CDS, maire de Lambert, conseiller général de Lille-Ouest, un siège de conseiller général est assésité à pourvoir. D'importantes élections : mathématiquement il ne peut échapper à la droite et c'est un tremplin rêvé pour les élections législatives, voire municipales. Ce qu'ont-ils cherché depuis longtemps la circonstance idéale et l'argent tous deux vers le beffroi de Lille : M. Jean-Jacques Descamps,

secrétaire d'Etat chargé du tourisme, étiquette PR, mais à la tripe giscardienne, et M. Bruno Durieux, étiquette CDS, et proche collaborateur de M. Raymond Barre. Le lundi 1^{er} février, le premier prend de vitesse le second en annonçant sa candidature. Les centristes du Nord parlent d'« indécence », mais, comme souvent, Paris n'entend pas la province. Le 3 février, malgré les indignations de M. Jacques Barrot, la majorité du bureau politique de l'UDF investit officiellement M. Descamps. Le mardi 15 février, M. Jean Lecanuet le notifie par lettre à M. Léotard. Le 19 février, M. Jacques Toubon, par la même voie et à la même adresse, apporte le soutien du RPR. Deux lettres qui arriveront trop tôt ou trop tard. Le nom de Descamps, symbolisant pour tous les anciens MRP du Nord le grand patronat du textile, fait, à lui seul, bondir tous les centristes du cru, qui imaginent une parade.

Suspensions

M. Durieux est pressé par ses amis de se tenir à l'écart de cette affaire qui sent le souffre, ce qu'il va accepter bien malgré lui. Le 7 février, c'est la veuve de Georges Delfosse, M^{me} Jeanne Delfosse, qui annonce à son tour au nom du CDS sa candidature. Le dialogue de sourds ne s'est pas interrompu depuis. M. Descamps brandit les lettres de MM. Lecanuet et Toubon et accuse le CDS de jouer avec « une candidature de circonstance ». M^{me} Delfosse se prévaut du soutien déclaré des élus locaux du canton mettant fortement en doute les capacités de M. Descamps. Voici une quinzaine de jours, M. Méhaignerie propose cette transaction : le siège de conseiller général à sa candidature, le siège de député au PR. Promesses de gascons, concluent les lillois.

Depuis, c'est le grand déballeage. M. Méhaignerie accuse M. Léotard (qui vient de récupérer le dossier élections du PR devenu jusqu'alors par M. Michel d'Ornano) de se laisser manœuvrer par M. d'Ornano qui serait trop heureux de tester ainsi ses capacités de négociateur. M. Léotard soupçonne M. Méhaignerie et ses amis de chercher à composer avec les socialistes du Nord pour préparer des lendemains mitterrandiens et avance pour preuve complémentaire leur discrétion dans la campagne barrière. Voilà les rôles inversés. Les centristes accusent les giscardiens de vouloir casser l'UDF. Les Mitterrandiens dénoncent l'incompétence de M. Lecanuet, incapable, selon eux, de faire respecter ses décisions et pour l'honneur toujours en voyage à l'étranger.

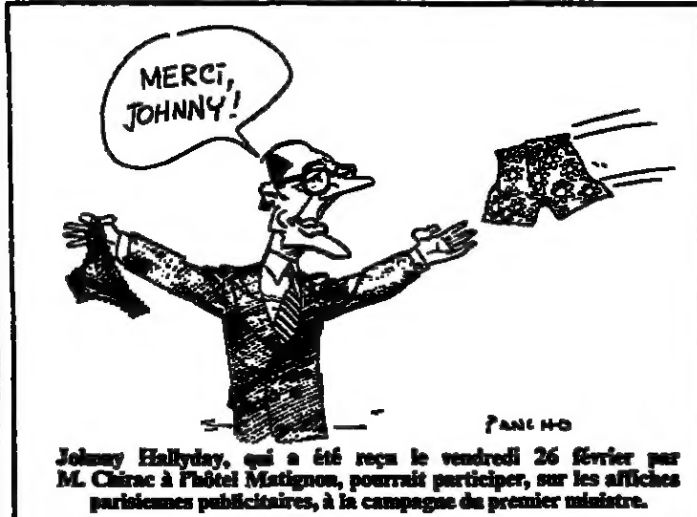
Ainsi, et c'est le plus grave, surgissent prématurément au travers de ce qui n'aurait dû être qu'une banale élection d'un dimanche ordinaire tous les problèmes que chacun va être à prendre, la collaboration du couple impossible centristes-libéraux et plus généralement la question des accords pour les élections législatives à venir. Le temps de toutes les arrière-pensées et de toutes les suspensions est arrivé.

Dans l'immédiat, on ne voit pas ce qui pourrait stopper cette partie de bras de fer. Les candidatures de M^{me} Delfosse et de M. Descamps ont été déposées jeudi midi à la préfecture de Lille. MM. Alain Madelin et Jacques Barrot iront la semaine prochaine dans le Nord pour soutenir chacun leur camp. Même s'il s'est bien gardé d'y tremper, cette histoire n'est pas bonne pour la campagne de M. Raymond Barre. Les proches s'efforcent en désespoir de cause de ramener ce conflit à de plus justes proportions. « Ne mélangeons pas les sarbacanes et les Exocet », remarquent récemment M. Philippe de Villiers. Peine perdue. Tout cela ne fait guère sérieux. Les socialistes s'en félicitent. Contribuer à battre sur son terrain un secrétaire d'Etat de M. Chirac ne leur est pas indifférent. Le porte-parole du PR, M. Philippe Vasseur, vient de commettre un livre intitulé *La Droite la plus bête du monde ?* (1). Certains pourraient lui suggérer au mieux d'ôter la ponctuation, au pis d'ajouter un chapitre !

DANIEL CARTON.

(1) Editions Belfond.

PROPOS ET DEBATS



Johnny Hallyday, qui a été reçu le vendredi 26 février par M. Chirac à l'Élysée, pourrait participer, sur les affiches publicitaires, à la campagne de premier ministre.

M. Balladur

Le patriarche bénisseur
M. Edouard Balladur, le vendredi 26 février à Perpignan, a dénoncé « l'absence d'un consensus (...) avec au-dessus une sorte de patrimonialisme béat » autour duquel il faudrait nous rassembler pour mener tous la même politique. Faisant allusion à M. Mitterrand sans jamais le nommer, le ministre d'Etat s'en est pris aux socialistes : « Le PS est un parti qui n'a pas de candidat, pas de projet et qui est minoritaire dans le pays ».

M. Bonnemaïson (PS)

Les cols blancs
Réagissant aux propos de M. Alain Chalençon, qui, le 24 février, avait accusé les socialistes d'avoir relancé la « délinquance », M. Gilbert Bonnemaïson, député national du PS pour les problèmes de sécurité, a déclaré : « Depuis deux ans, sous le règne du RPR, la délinquance en col blanc a connu une belle relance : M. Chalençon est particulièrement qualifié pour en parler ».

M. Chirac

Génération Mitterrand
« Le Pen, c'est la génération Mitterrand », a affirmé M. Jacques Chirac, le vendredi 26 février, devant six cents francs-maçons, membres

du Cercle de Paris. « En 1981 le Front national n'existait pas ; en 1986, c'est un parti important », a-t-il expliqué en dénonçant « le complot politicien » du délabrement de la proportionnelle. Il a ajouté : « Ne comptez pas sur moi pour critiquer les électeurs du Front national, ces citoyens poussés vers une idéologie qui n'est pas la leur ».

Le candidat du RPR a aussi évoqué « cette petite graine qui est le méchant, le racisme sous toutes ses formes, l'antisémitisme, et qui existe dans la cour de tout homme (...) ». Il y a aujourd'hui une pulsion mauvaise, pas encore très grave, mais il convient de l'éradiquer pendant qu'il est temps ».

M. Marchais

L'Amérique
M. Georges Marchais a dénoncé, le vendredi 26 février, au Mans, la tentative d'antiracisme comme jamais la vie politique française (...). Il n'est plus question que de l'usage des présidents. Il ne s'agit pas de défendre une bonne politique, mais de soigner son look.

Après avoir stigmatisé le fait de sondages falsifiés, les enquêteurs les plus ridicules sur la façon de faire l'amour, sur l'élégance des candidats ou le charme de leurs femmes, il a ajouté : « Comment s'étonner que de plus en plus de Français, et notamment les jeunes, se détournent de cette mascarade dérisoire qu'on leur présente comme le fin du fin du débat politique. »



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

M. Jospin à Clermont-Ferrand

« Le trio Barre-Peyrefitte-Poniatowski vaut bien Chirac-Chalandon-Pasqua »

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

M. Lionel Jospin, qui, le vendredi 26 février, en compagnie de M. Pierre Mauroy, animateur à Clermont-Ferrand - après Nevers et Brest -, le troisième grand meeting du PS, devant plus de trois mille personnes, s'est montré optimiste sur les chances de la gauche à l'élection présidentielle, sans, cependant, prendre vraiment la peine d'entretenir le « suspense » sur le nom du futur candidat socialiste. « Le 24 avril, a-t-il affirmé, la moisson sera haute [...] le 8 mai la récolte sera bonne [...] On a une idée de ce que sera le sémur : notre candidat sera un socialiste, bien sûr, mais il aura su montrer également qu'il sait rassembler et non diviser, qu'il soit garant des intérêts de la France et la représenter sans se soucier des querelles politiques et partitiques. Ce candidat, qui, après tout, ressemble comme un frère à François Mitterrand, aura le souci de la diversité de la France, qu'il saura incarner et rassembler. »

Le premier secrétaire du PS a répondu avec une extrême sévérité aux attaques de M. Raymond Barre contre le président de la République, accusé de se faire communiquer des notes sur les opinions politiques des magistrats : « Politique médiocre, attaques infondées », a observé le premier secrétaire du PS avant de conclure : « Nous n'avons pas oublié le trio qui formait Barre »

premier ministre, Peyrefitte garde des sceaux et Poniatowski ministre de l'intérieur. Un trio qui vaut bien celui constitué par Chirac, Chalandon et Pasqua. Nous n'avons pas oublié qu'à l'époque de Raymond Barre trois ministres ont été assassinés, M.M. de Broglie, Bouffé et Fontanet, et qu'aucune de ces affaires n'a été véritablement éclaircie. Nous n'avons pas oublié le fait que durant cette période, trois grands journaux, le Monde, Libération et le Canard enchaîné ont été poursuivis. Autant de raisons qui auraient dû inciter M. Barre à se taire. »

Avant lui, M. Mauroy, qui s'était attaché à défendre point par point les acquis des socialistes entre 1981 et 1986, avait décoché quelques traits à Jacques Chirac en se gaussant plaisamment de la « folie aux enchères » de ses promesses électorales : « Qui, a souligné l'ancien premier ministre, peut le croire et lui donner crédit, lui qui se surpasse tous les soirs au point d'en devenir cocasse ? L'affaire du Miroir à Paris et son démenti éloquent de la Fédération internationale de football [...] Certains propos sur M. Thatcher... Passe pour un secrétaire d'Etat, il y perdrait ses chances de devenir ministre. Passe pour un ministre, il y perdrait ses chances de devenir premier ministre... Mais pour un premier ministre, qui veut devenir président de la République, croquez que cela se fait pas sérieux. »

J.-P. R.

A la Guadeloupe

M. Rocard dénonce la politique d'« assistantat » du gouvernement

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Arrivé le vendredi 26 février à Pointe-à-Pitre, où il a commencé une tournée antillanaise de cinq jours, M. Michel Rocard a brocardé la « politique d'assistantat » du gouvernement, ainsi que les « allocations à usage électoral ». L'ancien ministre de l'Agriculture faisait allusion à la visite, en début de semaine, de M. François Guillaume, son successeur Rue de Varenne, qui, en deux jours passés dans l'archipel, avait distribué près de 22 millions de francs de « décisions ministérielles » (le Monde du 24 février).

Le député des Yvelines a renoué avec une tradition perdue depuis plusieurs années : plutôt que de tenir un meeting aux Antilles (principale ville socialiste de l'archipel avec soixante-douze mille habitants), il a

prononcé son principal discours à Pointe-à-Pitre, municipalité tenue par le Parti communiste guadeloupéen au Palais de la Mutualité, qui n'avait pas servi à ce genre de réunion depuis plus d'un septennat. M. Rocard a attaqué M. Jean-Marie Le Pen, qui avait tenté, en vain, le 6 décembre (le Monde daté 9-9 décembre), de poser le pied sur le sol des Antilles : « Pour un socialiste, vous le savez, a lancé le maire de Conflans-Sainte-Honorine, aucun compromis n'est possible [à l'égard du racisme] et lorsque, récemment, les Antillais ont fait comprendre, avec une certaine vigueur, à qui vous savez que, dans la France d'outre-mer, le racisme ne passerait pas [...] je n'ai pas eu, personnellement, le cœur à blâmer votre conduite. Elle n'était pas tout à fait conforme aux usages ? C'est vrai. Alors tant pis pour les usages ! »

A. L.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

MISSIONS de télévision et de radio, interviews, meetings, livres, la campagne présidentielle bat son plein, mais on n'y entend point le son du canon. Sans doute, le pays ne se sent-il pas menacé par la guerre, et pense-t-il, avec les principaux candidats, qu'il est temps de renouer un accord s'est établi pour mettre hors débat électoral la question de la défense. Celle-ci ne repose-t-elle pas sur la combinaison d'un outil nucléaire national et d'une solidarité atlantique, qui semble bien acceptée après avoir fait longtemps problème ?

Pourtant, les choses ne sont ni si simples. Alors que les deux super-puissances négocient les conditions d'un désarmement partiel et progressif, après qu'en France une loi de programmation militaire eut chassé l'autre, à la suite du revirement politique de 1988, nos gouvernants cherchent, à travers une coopération plus étroite avec l'Allemagne fédérale dans le domaine militaire, les bases d'une défense européenne. On le devine en chiffrant des discours vagues, en relevant des petites phrases sibyllines, en prenant acte de certaines initiatives symboliques, en notant des engagements discrets, des concessions prudentes. Tout cela procède d'inclinations personnelles, de pesanteurs structurelles et de l'indéniable logique centralisatrice des systèmes modernes de défense, plus que d'une pensée stratégique clairement formulée.

La santé fragile de l'Europe impose peut-être cette discrétion. Toujours est-il que, par rapport à ce non-dit ambiant et en raison de ce contenu à contre-courant des idées dominantes, l'essai de

Gisèle Charzat, députée socialiste au Parlement européen, sur la Guerre nouvelle sème le trouble à gauche comme à droite. C'est l'objectif d'une fusée à deux étages qui s'est envolée avec un précédent ouvrage dans lequel l'auteur avait décrit la pression que faisait peser sur le monde la « militarisation intégrale » des capacités de production scientifique.

Une certaine absence

que et technologique des deux grandes puissances. Dans la Guerre nouvelle, Gisèle Charzat explique comment celle-ci se prépare aux Etats-Unis, avec l'initiative de défense stratégique, et dans l'autre camp.

Face aux changements perceptibles dans les moyens de la stratégie des super-puissances, l'Europe reste divisée. Elle s'accroche toujours à l'alliance atlantique, bien que l'IDS ait rendu caduque, assure l'auteur, la stratégie de la riposte flexible : d'où la reconversion à de nouvelles conceptions opérationnelles.

Comme d'autres, mais en tirant des conclusions différentes, Gisèle Charzat relève les ambiguïtés de la France, s'agissant des modalités et de la portée de son éventuelle intervention en Europe, en cas de menace. Lors de recommander une mise en commun de tous les moyens disponibles, l'auteur préconise une

La commission nationale de soutien à la candidature de M. Jacques Chirac va publier dans la presse écrite deux pages de publicité comportant les noms de six cents députés, sénateurs, présidents et vice-présidents de conseils généraux et de conseils régionaux. Ces votes seront accompagnés de la mention du mandat électoral, mais non de l'étiquette politique. Cela dans le souci de ne gêner quiconque et de ne pas prêter le flanc aux reproches de pratiquer une quelconque provocation politique. Jeudi 25 février, M. Juppé, porte-parole du candidat, a donné connaissance d'une liste supplémentaire d'une centaine d'élus locaux non-RPR qui apportent leur soutien au maire de Paris.

On souligne au siège de la campagne de M. Chirac que le courant d'adhésions à ces comités connaît toujours le même rythme soutenu et que ces manifestations viennent de la « base ». A Paris, rue du Général-Foy, siège de l'état-major de M. Chirac, on constate, pour y insister, que les élus locaux n'hésitent pas à s'engager ouvertement en faveur d'un candidat. Selon M. Pierre Messmer, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, ce mouvement est surtout sensible au sein de la masse des maires et des conseillers généraux qui, réagissant aux diatribes trop voyantes, se déclarent eux-mêmes joyeux « modérés-majorité » ou « divers droite ».

Ce courant est notamment expliqué par le fait que le RPR a conquis de nombreux sièges aux élections municipales de 1983 et aux cantonales de 1985, que son tissu local s'est ramifié et qu'il joue maintenant un rôle d'entraînement auprès des autres élus locaux politiquement voisins. On laisse également entendre que les qualités d'« élu local » de M. Chirac comme maire de Paris et comme conseiller général de Corèze sont perçues favorablement par ceux qui exercent les mêmes mandats et qui sont convaincus que le premier ministre connaît bien leurs problèmes.

A. P.

Les difficiles relations entre le maire de Saint-Denis et les dirigeants fédéraux du Parti communiste

Dans son édition de Seine-Saint-Denis, le Parisien libéré du 22 février a annoncé que M. Marcel Berthelot, maire communiste de Saint-Denis, briguerait un poste de député dans la circonscription du centre-ville, dans l'hypothèse d'élections législatives anticipées. Selon son entourage, qui confirme cette

information, M. Berthelot « veut défendre sa ville contre toute attaque, d'où qu'elle vienne ». De façon très explicite, ses amis expliquent que cette précision est destinée à la fédération communiste du département, qui, « si elle veut faire un coup en douceur, doit savoir que Marcel Berthelot existe ».

M. Jean-Louis Moss, premier secrétaire fédéral et membre du comité central du PCF, n'estime pas avoir à réagir à « des propos qui auraient été tenus par M. Berthelot ».

Cette nouvelle friction entre dans le cadre de relations difficiles, sinon hostiles, qui opposent depuis plus de dix ans la fédération à M. Berthelot. Successeur de M. Fernand Grenier, une figure du parti, au poste de député de la Seine-Saint-Denis lors des législatives de 1968, il a été « débarqué » par la fédération aux législatives de 1978, au profit de M. Pierre Zarka, ancien secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste et membre du comité central. Réélu en 1981, M. Zarka ne figurait pas sur la liste communiste départementale des législatives de 1986 à la proportionnelle (1).

En 1985, M. Berthelot a dénoncé l'action « musclée » des deux dirigeants communistes, M.M. Moss et Zarka, lors de la venue, à Saint-Denis, de M. François Mitterrand pour l'inauguration des nouveaux bâtiments de l'école de la Légion d'honneur (le Monde du 3 décembre 1985).

Cette annonce préventive de candidature, pour déjouer, dit-on, tout « parachutage », est l'illustration la plus visible, à l'approche de consultations locales ou nationales, de la cohabitation parfois délicate entre membres de l'appareil communiste et élus soumis au suffrage universel. Alors même que M. Berthelot est généralement qualifié de « thorax » plutôt que de « rénovateur », cette déclaration prend valeur d'avertissement pour la direction du PCF.

(1) La Seine-Saint-Denis a trois députés communistes : M. Jean-Claude Gayssot, conseiller municipal de Bobigny, membre du secrétariat du comité central ; M. François Auzan, conseiller municipal d'Antony, et M. Mugnotte Jacquinet, adjoint au maire de La Courneuve.

Communication

L'avenir de la chaîne culturelle

Vers une fusion de la SEPT et de TV 5

La SEPT, la future chaîne culturelle, et TV 5, la seule télévision francophone par satellite en Europe, auront-elles un avenir commun ? Deux réunions interministérielles - lundi 22 et vendredi 26 février - viennent de préconiser leur rapprochement puis leur fusion, comme le suggère M. Michel Péricard dans son récent rapport sur « la politique audiovisuelle extérieure de la France ». Une proposition que M. Jacques Chirac et les ministres concernés devraient examiner le 10 mars prochain.

Le mariage n'a rien d'évident, mais « nécessité fait loi », dit-on à Matignon. TV 5 se veut, depuis sa création en 1984, la « vitrine » des télévisions francophones dont elle diffuse, grâce au satellite ECS 1, une sélection des meilleures émissions à destination des réseaux câblés. La SEPT (Société d'édition de programmes de télévision) s'affiche depuis 1986, au contraire, comme « culturelle et européenne ». Les rapprocher signifie donc, conjuguer une programmation grand public avec des émissions plus « élitistes », et surtout repenser politique européenne et défense de la francophonie.

Les deux réunions interministérielles s'ont penchées dans le sens d'une fusion qu'après un double constat. TV 5, faite d'une grille homogène, de moyens et d'une politique de promotion, ne rencontre qu'une audience limitée. Le rapport Péricard évalue à moins de 90 000, le nombre des téléspectateurs de la chaîne en Europe. Un chiffre qui conteste vigoureusement M. Jean-Jacques Clémentier en mettant en avant d'autres sondages et en insistant sur le développement des réseaux câblés. Mais le secrétaire général de TV 5 se trouve bien seul pour plaider une cause à laquelle ni le ministre de la culture ni celui des affaires étrangères ne semblent plus croire.

L'essor de la SEPT figure, au contraire, parmi les priorités du gouvernement. Une image flatteuse acquise grâce aux coproductions avec FR 3 et, peut-être aussi, le besoin politique de compenser la dimension commerciale de TF 1 privé, ont fini par imposer le principe d'une chaîne culturelle. Malheureusement, le calendrier de démarrage de la SEPT, devenait chaque jour plus incertain, avec les déboires du satellite TDF 1 sur lequel la SEPT doit, théoriquement, trouver place. « Que la télévision culturelle n'obtienne pas un canal de diffusion avant l'adoption du

prochain budget, et ses jours seront comptés », s'insistait encore, il y a peu, la Rue de Valois. Le rapprochement esquissé entre la SEPT et TV 5 permettrait de contourner l'obstacle.

Apparition de la publicité

Dans un premier temps, la SEPT rejoindrait TF 1, Antenne 2 et FR 3 dans le Groupement d'intérêt économique (GIE) Satellimages, qui assure la culture de TV 5. Mais, dès septembre, le GIE serait dissous, et la SEPT transformée en société de diffusion. Quant aux actuels partenaires étrangers de TV 5 (les Belges de la RTBF, les Suisses de la SSR et les Canadiens du CRTC), ils se verraient proposer de participer à une instance consultative créée aux côtés de la SEPT, devenue opérateur unique. La nouvelle chaîne puiserait ses programmes dans les mille heures de stocks déjà amassées par l'actuelle société d'édition, mais aussi dans les émissions diffusées par les chaînes associées. Enfin, la publicité ferait son apparition.

Deux inconnues subsistent encore. Quelle serait dans le cas d'une fusion SEPT-TV 5 l'attitude des télévisions francophones étrangères, appelées à collaborer à la nouvelle chaîne sous une forme encore mal définie ? Quel comportement adopterait TF 1, pour l'instant membre de GIE ? La TV privée n'a réglé sa dette de longue date avec la SEPT, et semble-t-il, quelques compensations. Elle s'était portée candidate pour gérer à l'avenir la publicité et la programmation d'une chaîne TV 5 plus commerciale. En préconisant un rapprochement avec la SEPT, les conseillers gouvernementaux ont plutôt opté pour la création d'un « prolongement européen du secteur public national ».

PIERRE-ANGEL GAY.

La reprise du « Matin de Paris »

Deux candidats étudient les possibilités d'une relance du journal

Le Matin de Paris va-t-il resnaître ? M. de Blazy l'a réouvert (le Monde du 30 janvier), le quotidien fait l'objet d'une « étude de faisabilité » de la part de M. André Darvas de Blazy. Celui-ci est responsable de l'Institut d'ingénierie et de prospective sociale (IEPSO) et gérant de diverses entreprises de production audiovisuelle qu'il a rachetées après leur mise en liquidation.

Début février, au cours d'une réunion avec d'anciens salariés du Matin, M. de Blazy avait évoqué la possibilité de faire repartir le quotidien. Depuis, il a confié une étude - qui devrait aboutir début mars - à M. Jean-Noël Tassez, ancien directeur de l'Hebdo (Marcelle), ainsi qu'à M. Pierre Morville, ancien directeur financier du Matin et membre du groupe des Dix, ces salariés qui détenaient le titre jusqu'à son dépôt de bilan et sa mise en liquidation. Une dizaine de journalistes - dont la moitié vient de Matin - réalisent déjà des « numéros zéros ». En outre, M. de Blazy négocie activement les conditions de fabrication d'un quotidien avec le syndicat du Livre-CGT.

Le responsable de l'IEPSO disposerait d'avances bancaires de l'ordre de 10 millions de francs et préviendrait, en cas de lancement, d'injecter 40 millions de francs, par paliers, dans le quotidien. Plusieurs actionnaires encore anonymes participeraient à ce capital.

Il reste à savoir si l'hypothétique quotidien préparé par M. de Blazy conservera le titre Le Matin de Paris. Ce dernier devrait être alors racheté 5 millions de francs : selon M. Daniel Baumgartner, mandataire liquidateur désigné par le tribunal de commerce de Paris, le titre du journal sera au moins vendu à cette hauteur, « car, malgré ses difficultés, le Matin de Paris conserve sa valeur ». Il reste aussi à savoir combien de salariés - sur la centaine que comptait le journal - M. de Blazy reprendra. Ces deux paramètres pèseront dans le choix de M. Baumgartner. Enfin, du fait des négociations menées actuellement par M. de Blazy, le fichier des 10 000 abonnés au Matin, au rachat duquel Libération s'était porté cau-

didat pour une somme symbolique, est en tout cas « gelé ».

Cependant, la renaissance du Matin est loin d'être acquise. M. de Blazy n'est en effet que « candidat potentiel » au rachat du journal dont la vente doit avoir lieu courant mars. Autre candidat : l'hebdomadaire Médias, qui souhaite créer un quotidien spécialisé dans le domaine de la communication, lequel pourrait s'intituler Le Matin des médias. Mais il faudrait pour cela que Médias rachète aussi le titre, « s'il n'est pas trop cher ». La direction de l'hebdomadaire a pourtant déjà rencontré plusieurs dizaines de journalistes du Matin avant d'en choisir quelques-uns qui pourraient former une partie de la rédaction d'un futur quotidien spécialisé, destiné à paraître à l'automne prochain.

YVES-MARIE LABÉ.

Publié sur TF 1 : la CNCL, assés le Conseil d'Etat, TF 1 avant d'avoir des quotas publicitaires à plusieurs reprises (en octobre, novembre, décembre 1987) malgré des rappels à l'ordre, la CNCL a adressé le 15 février dernier, un recours au président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. Celui-ci, sans en référer, peut prendre toute mesure conservatoire et prononcer pour l'exécution de son ordonnance une astreinte versée au Trésor public. Ce recours intervient alors que TF 1 s'était engagé par lettre, le 3 février dernier, à respecter son cahier des charges.

La CLT devrait participer au capital du Groupe de la Cité. Un comité de direction de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a autorisé, mercredi 24 février, la Compagnie à céder au groupe Havas, les 3,8 % du capital qu'elle détenait dans le groupe CEP-Communication, dont l'agence est, par ailleurs, le principal actionnaire. Parallèlement, le comité de direction a autorisé la CLT à acheter « pour un montant équivalent », une part du capital du Groupe de la Cité lorsque celui-ci sera constitué. CEP-Communication et la Générale occidentale ont annoncé, le 18 février dernier, le rapprochement au sein du Groupe de la Cité, de l'ensemble de leurs activités d'édition (le Monde du 17 février).

سكوت الحاح

**M. Barre présentera son programme
lors d'un colloque le 5 mars**

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MÉTÉOROLOGIE

Les prévisions météorologiques de la région de Dakar pour les 24 heures à venir.

Heure	Température	Humidité	Vent	Ciel
06h	22°C	75%	10 km/h	Partiellement nuageux
09h	25°C	70%	15 km/h	Partiellement nuageux
12h	28°C	65%	20 km/h	Partiellement nuageux
15h	30°C	60%	25 km/h	Partiellement nuageux
18h	28°C	65%	20 km/h	Partiellement nuageux
21h	25°C	70%	15 km/h	Partiellement nuageux
24h	22°C	75%	10 km/h	Partiellement nuageux

DAKAR • CONAKRY • ABIDJAN

trois capitales du continent noir placé par la géographie

« comme un point d'interrogation sous l'Europe curieuse »

Le Monde sans visa • Dimanche 28-Lundi 29 février 1988 • 9

Le Monde
SANS VISA

Une
semaine
africaine

par Jean-Pierre
Péroncel-Hugoz

TOUJOURS blanche comme Alger ou Casablanca, plus que jamais allongée sur sa presqu'île, la métropole sénégalaise a bien changé une fois qu'on foule son plancher. De cet énorme aggrégat de fonctionnaires, chômeurs, vendeurs à la sauvette, grands dadais titillant les touristes, émane une nervosité diffuse. Parfois, pour trouver encore une plage de la nonchalance d'hier, il faut se réfugier dans un de ces taxis bouton d'or et noir, et filer vers les

proches forêts de baobabs, étrangement vides ; vers la « petite côte », pour une escale dans la maison familiale des Senghor. Là ne restent plus que des photos de famille, françaises jusqu'au bout des ongles, et qui se mettent à parler : « Mais, monsieur, le Sénégal a député aux États généraux de 1789 ! » Bon, bon...

Les administrations aux noms sénégalais — primature, gouvernance — ne sont plus, elles aussi, les havres de tranquillité qu'elles étaient naguère. Et là il y a de bonnes raisons : passée la poussée



DAKAR

de fièvre du Paris-Dakar, se déploient en place publique les scènes d'un mystère qu'on a comme l'impression d'avoir vues ailleurs : c'est la campagne présidentielle la moins non démocratique du continent. L'issue en est quand même connue de tous, malgré les airs d'élève innocent du président Abdou Diouf.

A peine élu, il devra préparer sa capitale pour recevoir, en un an et demi, rien de moins que le Festival panafricain des arts, le sommet francophone et le sommet islamique, sans préjudice de quelques autres rencontres moins populaires. Les pauvres, il est

vrai, sont souvent plus hospitaliers que les riches... Et comme pour effacer les impressions négatives, à l'aéroport de Yoff, avant de reprendre l'avion, cette pancarte de main d'enfant : « L'AVION CE N'EST PAS FAIT POUR S'ENNUYER ! », avec une flèche vers la petite librairie. Là c'est à foison : Hampaté Ba, Magassouba, Walea, Tillinac, Victor Hugo, Katab Yacine. Merci Senghor ! Tu n'as pas fait de Dakar, comme tu voulais, l'« Athènes nègre », mais tu en as peut-être fait une sorte de Sparte où on peut se passer de tout sauf de lire.

Une sympathique envie brille dans les yeux d'un jeune postier devant ces militaires français, ces religieuses, ces bourgeois en bouillottes libanaises qui achètent l'Equipe, le Monde, Jeune Afrique, Paris-Match. « Combien gagne un facteur en France ? On m'a dit qu'on en cherchait. Avec mon salaire d'ici, je ne peux m'offrir que le Soleil, et j'ai déjà emmené à la radio tout ce qui est marqué dedans. » A portée de sa bourse, il y a aussi tout un parterre de grises revues locales ; sur l'une d'elles, l'Aurore, un slogan khéméniste en rouge tire l'œil : « Si chaque musulman versait une bouteille d'eau sur Israël, l'Etat sioniste s'évanouirait. » A l'intérieur, c'est Paris qui en prend pour son grade, en raison du maintien du visa d'entrée en France : « Il faut immédiatement imposer la même obligation aux Français venant en Afrique ! » Chers confrères de l'Aurore dakaraise, vous devriez savoir que, en la matière, la réciprocité n'est pas toujours de règle : les Français, pendant des décennies, ont laissé les « États-Uniens » entrer chez eux sans visa tandis que Washington en exigeait un de nous, ne se gênant pas pour le refuser aux communistes et autres « mauvais sujets ».

AVANT de parler pauvreté, j'aurais dû venir en Guinée. Conakry, l'ancienne « perle » des guides coloniaux, paraît criblée d'obus. Ce ne sont que les trous d'usure de sa chaussée, de ses murs, des vêtements de ses habitants. Mais elle n'a cure, tout encore occupée à savourer la liberté que lui a, relativement, rendue, il y a quatre ans, la mort soudaine de Sekou Touré. Outre qu'indigence n'est pas vice, elle est, à Conakry, toute d'actualité, d'insouciance et d'optimisme. Une réfection un peu longue entre la dictature et le moment où il va falloir se remettre pour de bon au travail.

Oserons-nous dire que c'est le moment optimal d'aller en Guinée ? Tant que Conakry n'a qu'un seul palais, autour duquel les microbota vendeurs de fausses pépites d'or — fausses, mais joliment imitées — ne sont encore que cinq ou six. Ils ne « collent » pas, vous laissant profiter du crépuscule dans les rues sans nom ou sur la corniche déserte, où la marée découvre des roches noires, acérées comme en Bretagne. Les rares voitures se couchent avec les poules. Heureuse ville qui ne compte encore que deux feux rouges !

Mais où sont ces gens, dans cette cité de près d'un million d'âmes, dépourvue de centre, avec de vastes jardins abandonnés et d'immenses fromagers aux racines en rideau de théâtre pétrifié, craquelant les vestiges de trottoir ? Ils sont devant la télévision. La moindre « gargote », selon le nom ici usité, sort la sienne, drainant tout le quartier, les hommes assis derrière un parterre de grillons privés de paroles et de gestes tant que reste allumé le petit écran. Fascination absolue quels que soient le programme et la langue.

Mais vu sous feu le dictateur, le français est, par contre, en vogue. Le recteur de l'Université guinéenne, Aboubacar Sompère, un bon vivant qui a bien tiré son épingle du jeu, car il fut un ambassadeur « sékoytouriste », grogne devant le déluge de films américains doublés en français dans les foyers, les hôtels, les avions, partout en Guinée et dans le reste de l'Afrique. « Nous pré-



CONAKRY

férons Bako (1) à Rambo. Dites-le chez vous ! - Dont acte.

Pour oublier tout à la fois Rambo, le délabrement, les états exsangues, pénétrons dans la mosquée Fayçal, l'une des plus opulentes d'Afrique, avec ses quatre minarets blancs et ses cinq coupes vertes. Un cadeau scandinave

de facture marocaine. Tout y est luxe et calme. L'islam guinéen, presque généralisé, n'en a pas perdu pour autant son côté pépère. Les exaltés de Dakar qui ont contraint Jean-Paul II à renoncer à une visite au Sénégal sont loin, et encore plus le colonel Kadhafi ou les ayatollahs.

L'islam est ici comme dans les livres : fraternel et bienveillant pour le non-musulman dont il tolère jusqu'à la concurrence. Cela vaut le voyage : dans cette capitale à large dominante musulmane, un pasteur peut sans difficulté utiliser les ondes nationales pour appeler aux conversions.

Devant Le Polygone, inoffensif bar étudiant qui se donne des airs de Pigalle, des jeunes gens arborent des chemises roses imprimées de croix, d'effigies papales, de slogans : « Paix et christianisme », et devisent en attendant leurs condisciples priant dans une mosquée de fortune voisine.

Horoya, le quotidien en français au nom arabe (liberté), qui paraît quand il y a du papier et de l'électricité, c'est-à-dire fort irrégulièrement, accorde autant de place aux déclarations de l'archevêque qu'à celles des imams sunnites locaux. Le prélat est de loin le plus impertinent : « La corruption s'est installée, la promotion est le jeu du népotisme à coloration ethnique, la justice est rendue selon que vous serez puissant ou misérable. » Le gouvernement laisse passer. Mieux : il fait restaurer la cathédrale en désobéissance depuis des lustres. Il est vrai que le président, le général Lansana Conté, est notoirement très épris de sa femme, une chrétienne. Surtout depuis qu'il n'est plus sous l'influence d'un « conseiller » monégasque, décrit à Conakry comme une sorte de Raspoutine de salon, que lui avait

dépêché un des ses pairs continentaux.

Le général-président a installé ses bureaux et ses pénates au fond d'un monumental palais des congrès, ultime cadeau des régimes communistes à Sekou Touré et ultime aberration avec ses boîtes chocolat et ses épais tapis, sous un climat où l'on aspire à des surfaces claires et glacées, à des carrelages aquatiques. Pour compenser, l'aide de camp présidentiel verse de larges rasses de jus de gingembre frappé, boisson à nulle autre pareille qui commence comme du miel et finit comme le poivre.

Devant les buveurs européens surpris, un attaché du cabinet éclate de rire : « Le gingembre, c'est toute l'Afrique ! Chez nous, le Blanc montre toujours, à un moment où à un autre, la mine étonnée d'un explorateur. Vous ne changerez jamais... » Après tout, nous avons une excuse : c'est le Créateur qui a donné à l'Afrique la forme d'un point d'interrogation, placé juste en dessous de l'Europe curieuse.

(Lire la suite page 10.)

(1) Allusion au film franco-africain Bako ou l'Autre Rive, de Jacques Champreux.

Club Aventure
EXPÉDITIONS • RANDONNÉES

ÇA MARCHE !

60 VOYAGES INSOLITES
DANS LE CATALOGUE 88

Club Aventure

Catalogue gratuit sur demande
122 rue d'Assas - 75006 Paris • (1) 46.34.22.80

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____

Une semaine africaine

(Suite de la page 9.)

COMMENT, devant ces autostrades fendant les cocotiers, cette noria diurne et nocturne d'automobiles à ceintures de sécurité obligatoires, cette muraille de gratte-ciel moirée, ces superettes, ces néons « Au bon lait de France » ou « Ya bon Chawarma » (2), ces rafales de congrès internationaux, ces piscines émeraude, ces skieurs nautiques sur la lagune, comment, devant tout cela, ne pas se souvenir de Félix Houphouët-Boigny, en 1958, donnant rendez-vous dans quelques années à Sékou Touré, après le « non » à de Gaulle du dirigeant guinéen ?

Miracle de la décolonisation ou chef-d'œuvre du néocolonialisme, la Côte-d'Ivoire, malgré sa mauvaise passe présente et au-delà du clinquant capitaliste, offre surtout l'exemple d'un des rares pays du tiers-monde ayant réussi à progresser sur des bases agricoles. Les tours, les ponts et les gazons d'Abidjan sont nés de la sueur des planteurs de cacao, café ou ananas. Comme la nouvelle bourgeoisie à la « vie plantée », née elle-même de ce labour, aurait tendance à oublier l'origine rurale de la prospérité, la télévision nationale serine à bon escient, plusieurs fois par jour : « Le succès de ce pays repose sur l'agriculture ». Emblématiquement le nom de la capitale signifie « coupeurs de feuille ». Un édualiste, victorieux sans le savoir, martèle qu'« en Côte-d'Ivoire la terre ne ment pas ».

Et Abidjan, comme pour bien se persuader de sa réussite de simple bourgade érigée seulement en 1934 en chef-lieu colonial, se repasse une fois de plus ses propres images, ronde télévisée d'éclatantes gratte-ciel et de marinas sur fond desquels surgit de temps en temps, dans un halo

d'apparition, le sourire roublard du Vieux - le président Houphouët-Boigny. Aujourd'hui, il préfère le séjour moins trépidant de son Yamoussoukro natal, mué en capitale administrative à coups de montagnes de béton déversées sur la brousse (*Le Monde* du 5 septembre 1987). Il y médite, amer, sur la promesse jamais tenue des Occidentaux de stabiliser les cours des matières premières, car, dans le même temps où les produits de Côte-d'Ivoire ont baissé de 15 %, les prix de ses importations ont augmenté de 30 %. De colère, le Vieux a proclamé un moratoire unilatéral.

La Côte-d'Ivoire n'a pas non plus été toujours raisonnable dans sa frénésie babélique de bâtir, toujours bâtir, plus haut, plus époustoufflant. Ainsi cette nation de dix millions d'habitants, dont la moitié seulement doit être chrétienne, a doté sa capitale de « la plus grande cathédrale d'Afrique », inaugurée par Jean-Paul II en personne.

Il faut, pour y croire, voir ce monstre bétonnier, cette idole carthaginoise mal revue par Hollywood, dominant de cent mètres les eaux lagunaires. Le clocher à trois jambes interminables, deux bras courtards et tête tiarée, mi-pharaonique mi-prétorienne, évoque tout ce qu'on voudrait sauf la Sainte Trinité, dont, pourtant, il a pour mission de proclamer le triomphe éternel de l'Occident.

1 100 tonnes d'acier, 12 500 mètres cubes de béton officiellement avoués. Y compris sept haubans, symbolisant, nous dit-on, les sept sacrements et les sept vertus cardinales (manquent les sept péchés capitaux, à commencer par l'orgueil), et qui sont là pour arrimer au « colosse d'Abidjan » une traîne de béton (en quoi voudriez-vous qu'elle fût ?) de 4 500 mètres carrés sous

laquelle 3 500 fidèles intimidés assistent à la messe face à saint Paul, patron de l'édifice, touché dans son vitrail par le rayon de Damas. De cette salade due à l'« architecte » italien Aldo Spirito, et où rien jamais n'a le goût corsé du catholicisme africain, on émerge tout barbouillé.

Dès que tombe, brutale comme un rideau de théâtre, la nuit tropicale, les trois coups sont frappés à la vitre de votre voiture. C'est l'une de ces exquises prostituées abidjanaises, dont on peut mesurer poignets et chevilles entre le pouce et l'index. En robe-short, un

nœud en satin écarlate dans les cheveux décrepés, Agathe ou Félicienne n'est pas peu fière du brun atténué de son visage. Elle a dû, tout l'après-midi, tartiner son joli museau avec une de ces crèmes à l'huile de palme, tandis que ses concubines européennes demandaient, elles, à un soleil presque aussi criminel de les brunir.

Le français des « demoiselles d'Abidjan » ne rappelle pas toujours leurs mines d'oiseaux. A les écouter dans un « maquis » - restaurants où, comme leur nom l'indique, on ne sait jamais ce qui vous attend, - on croit entendre réclamer un manuel de correspondance administrative : « J'ai l'honneur de vous demander du feu... » Ce langage est heureusement parfois mâtiné de ces délices à peu près, comme le philosophe Jean Grenier en relevait naguère dans le français levantine d'Égypte (3), de l'autre côté de

l'Afrique : « Il m'a promis monstres et merveilles » ; « elle travaille chez un commissaire-briseur ». Dans un cadre plus sélect, une étudiante nous parle, elle, du mémoire qu'elle projette sur « la Charmeuse de Parme ».

Abidjan la nuit réserve encore bien des surprises, autrement inquiétantes que les entreprises de Félicienne de Treichville ou Sous-sou du boulevard Valéry-Giscard-d'Estaing. Passons sur les agressions de chauffeurs de taxi, inévitables dans une ville où, comme deux continents, s'entrechoquent tant d'argent et tant d'immigrés sans le sou, accourus d'États voisins où, pour ne pas avoir dit « non » à de Gaulle, on n'en est pas moins, trente ans après, dans une déche à la guinéenne.

Mais que dire de ces voitures fouillées à corps par une police sur les dents, à minuit, en revenant d'un « maquis » ? « Quest-ce que vous cherchez ? - Des

armes ! - Des armes de chasse ? - Non, des armes pour la politique. » On n'en saura pas plus, si ce n'est que ce sec dialogue nocturne se déroule sur fond de parti unique crispé, de militaires mystérieusement écartés, d'un haut fonctionnaire assassiné nuitamment sur le port et d'un président qui n'a pas la maladie de Bourguiba mais dont personne n'ose rappeler le grand âge.

Le lendemain c'est dimanche, et on oublie tout. La colonie libanaise fond en rangs serrés sur l'hôtel Ivoire, le plus spacieux et le plus fameux complexe commercial et ludique d'Afrique occidentale. Négociants chiites barbus suivis de femmes en fichu et manches longues, elles-mêmes suivies de nounous africaines chargées de la marmaille : jeunes mariés maronites seuls au monde, comptant à voix haute leurs économies pour s'acheter un appartement à Beyrouth-Est ; paqueaux de toutes les confessions beyrouthines pistant des Européennes désœuvrées. Il fallait venir jusqu'ici pour trouver un morceau du Liban d'avant guerre.

Le soir tout le monde se retrouve, chrétiens et musulmans. Blancs et Noirs, Ivoiriens et étrangers, toujours à l'inévitable hôtel Ivoire, pour assister au spectacle de « la Dame de fer et de feu ». Reine Pélégie. Elle n'a pas les attaches aussi fines que telles filles des rues, mais elle éclate de bonheur dans ses chairs plantureuses, d'où, en compensation, monte une voix ronde, fondante. Expédiée la Termitière, ode rituelle au chef de l'État, elle souève comme une plume deux mille spectateurs, avec Ziza.

Tous ces gens, qui montent vite la glace de leur Mercedes quand au feu rouge approche un mendiant, pleurent, rient, jettent des pièces sur scène pour une « élégie qui chante le malheur de Ziza, femme noire morte en couches ». Une chienne volée a réussi à escalader la scène pour donner à Reine Pélégie une « robe de La Mecque ». C'en est trop, la salle explose, couvrant le robuste orchestre. Les climatiseurs poussés à mort ne peuvent empêcher que tout finisse dans une touffeur d'étau. On se sent quand même apaisé, comme après l'amour.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(2) Fiat, Shanshi de monton à la broche.
(3) Jean Grenier, *Les Apen-près*, Ramsay, 32 p.

ABIDJAN



CHINE

CARREFOUR DE LA CHINE organise « Une journée en Chine à Paris » le 12 MARS 1988. L'histoire et l'actualité de la Chine seront présentées au cours des cinq conférences assurées par les meilleurs sinologues, ainsi que des films documentaires et des renseignements pratiques pour le futur voyageur.

Le programme se déroule au Club des Arts et Métiers, 9 bis, av. d'Iéna, 75008 Paris (métro Iéna). Il est préférable de réserver, toutefois les inscriptions sur place sont acceptées dans la mesure des disponibilités, à partir de 9 h 30.

PROGRAMME

Grande salle

- 10 h La population chinoise, par Pierre TROLLIET, professeur à l'Institut des langues orientales, coauteur de *l'Empire du milliard* (éd. Armand Colin).
- 11 h 15 La vie quotidienne en Chine, par Marie HOLZMAN, journaliste et sinologue.
- 12 h 30 Pause déjeuner (des sandwiches seront vendus sur place).
- 14 h Chine actualités, le point sur la situation politique à Pékin par Patrice DE BEER, correspondant du journal *Le Monde* à Pékin de 1984 à 1987.
- 15 h 15 Le journal d'un ethnologue, film de Patrice FAVA, sinologue. Un document unique sur les traditions chinoises telles qu'elles se perpétuent dans les campagnes, les monastères bouddhistes et taoïstes, les montagnes sacrées...
- 17 h Communisme d'hier et communisme d'aujourd'hui par Jean-Luc Domenach, directeur du Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, coauteur de *la Chine 1949-1985* (éd. Notre Siècle).

Petite salle

- Toute la journée et parallèlement au programme de la grande salle :
- Projections non-stop de vidéo-films, prêts par l'Agence du tourisme de Chine, sur la Chine et ses grands sites touristiques.
- Rencontres Voyager en Chine, avec la participation de Michel BAGOT, auteur des *Carnets de voyages*, et l'équipe de Carrefour de la Chine.
- Stand librairie avec les principaux ouvrages et tous les guides touristiques et cartes géographiques.

Participation aux frais 100 F (50 F pour les voyageurs de Carrefour de la Chine)

Bon à découper et à retourner à : Carrefour de la Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, la brochure : « CONNAÎTRE ET AIMER LA CHINE ».

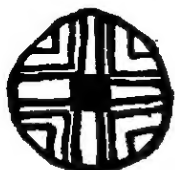
Je désire participer au Samedi de la Chine du 12 mars 1988 (ci-joint un chèque de 100 F pour frais de participation aux conférences). Réduction de 50 % pour les voyageurs de Carrefour de la Chine.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Et pourquoi pas vous ?
Paris-Pékin aller-retour :
5 500 F



Carrefour de la Chine

Connaître et aimer la Chine
45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris
Tél. 42-61-60-25/42-61-08-28 - Minitel 3615 CDV

Carnet de route

La plupart des capitales africaines sont largement desservies à partir de Paris ou Marseille par Air France et Air Afrique. Localement les compagnies nationales font le « saut de puce » entre les divers pays. Là où il existe (Sénégal, Congo, Gabon, etc.), le train est un voluptueux moyen de découvrir les paysages, sans parler des idylliques bateaux fluviaux (Sénégal, Zaïre-Congo, etc.). Presque partout le vivre et le couvert sont assurés agréablement, du coûteux palace au bungalow plus abordable. Préférer toujours la panification riz ou « capitaine » aux débordements tropicaux de la « nouvelle cuisine », tels ces terribles « copeaux de carpe au saumon de poivre rose » relevés dans un grand hôtel guinéen...

En Afrique occidentale, il fait chaud toute l'année, la seule période à éviter étant l'hiver (avec ses pluies moites), qui coïncide généralement avec l'été européen. S'il est un conseil à donner au voyageur européen, outre la quinaine antipaludéenne, c'est de cesser de se prendre pour Savorgnan de Brazza, avec des tenues de pseudo-explorateur. Il faut s'habiller comme en juillet dans le Midi et bannir les jeans, vite étouffants en Afrique.

Il n'existe pas vraiment de guide récent bien fait sur l'Afrique francophone. L'un d'entre eux, sur la Côte-d'Ivoire, ne donne même pas le chiffre de la population... Pourquoi ne pas passer par la littérature africaine,

souvent descriptive des sociétés locales, avec des notes d'humour, de vie très toniques ? Un duo franco-guinéen, Jacques Chavrier et Amadou Tidiane Traoré, va publier chez Hatier un substantiel recueil anthologique et historique, sous le titre *Littérature africaine* (450 pages), qui est un merveilleux compagnon de route. Et pourquoi ne pas relire André Gide ? Son *Voyage au Congo*, suivi du *Retour du Tchad* (4 idées, G. Lemerre), conserve sous la patine du déuet un grétable parfum de curiosité érudite. Quant aux hommes d'affaires, ils trouveront quelque pitance dans le *Guide économique des pays francophones 1987-1988* (Africaspice, Ed. Mermon, Paris, 368 p., 90 F).

En Norvège la nature est reine, tranquillement



« Un pays humain où les êtres et les choses sont en accord avec la nature. »
« Les mille facettes de la mer et de la montagne : fjords, côtes escarpées, vallées verdoyantes avec cascades, forêts sauvages, glaciers... »
« En avion, en train, en bateau ou en voiture vous vivrez la vraie nature tout en appréciant les loisirs et l'accueil des Norvégiens. »

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les différentes formules de voyage et de séjour, renvoyez ce coupon accompagné de 10 F en timbres à Mailings Express-Norvège, B.P. 221, 75865 Paris Cedex 19.

Nom : _____ Prénom : _____
M. _____
L. _____

Si vous avez un Minitel, composez le 36.16 Code d'accès OTNOR ou VOYAGEL

سكيا في الجبل

L'exilé de Jersey

« Le plus grand poète du dix-neuvième siècle ? Victor Hugo, hélas !... » Les maisons que l'écrivain habita et les lieux qu'il hanta, libre ou forcé, sont au programme du week-end organisé par Lire et partir (116, rue de l'Arcade, 75008 Paris. Tél. : 42.65.88.45), du vendredi 8 au dimanche 10 avril (3 400 francs par personne, voyage et hébergement).

Le voyage commence assez mal : au cimetière de Villacoublay, près du Havre, où reposent Charles et Léopoldine, fille de Victor Hugo. C'est l'occasion de visiter la maison Vacquerie, l'un des musées consacrés à l'écrivain. On prend ensuite la route de l'exil : Jersey, d'abord, Guernsey, enfin. Avec sa famille, Hugo passa quinze ans à Hauteville-House, où l'artiste exprima sa sensibilité dans un décor eclectique qui fait de l'endroit un véritable autographe de trois étages, quelque chose comme un poème en plusieurs chambres, écrit son fils. Les Travailleurs de la mer, mais aussi les Misérables et une grande partie de la Légende des siècles sont de Guernsey ; Jersey avait vu s'épanouir les Châtiments et les Contemplations.

Lire et partir, association qui, on l'auroit compris, veut élargir le plaisir de la lecture par une meilleure connaissance des lieux et de la vie des auteurs, propose aussi une journée Baudelaire, à Paris (dimanche 6 mars, 429 francs) et un week-end avec M^{me} Bovary (Raubert, à Rouen et Croisset, les 19 et 20 mars, 4 240 francs).



Retour chez Palladio

La ville Rotonda, maître ouvrage de Palladio à Venise, vient d'être restaurée. Cet édifice et ses semblables font de la région qui s'étend aux marches de Venise un lieu de pèlerinage architectural. Pour visiter les demeures — ouvertes très irrégulièrement — à coup sûr, en compagnie d'un historien de l'art, le professeur Gianni Golini, la formule mise au point par l'association La Monde et son histoire (82, rue Taibout, 75009 Paris. Tél. : 45-26-26-77) est commode.

En trois journées denses, départ le jeudi soir, retour à Paris, le lundi matin, on visitera les palais et les églises de Venise, les principales villes des environs, celles qui bordent le canal de la Brenta, et, à Venise, San-Giorgio et l'église du Redentore. Prix : 3 950 francs en chambre double, pension complète, voyage en couchette de seconde classe. Départs une fois par mois de mars à novembre. Premiers départs, le 24 mars et le 14 avril.

L'Europe à louer

Louer n'est pas toujours joué, si l'on ose dire. Retenir une maison ou un appartement pour ses vacances implique toujours de prendre des risques sinon de s'exposer à certaines déconvenues. Les exemples abondent de villas avec confort et vue sur la mer qui ne dominent pas toujours l'exotisme panoramique qu'on attendait d'elles. Interhome (15, rue Jean-Aicard, 75541 Paris Cedex 11. Tél. : 43-55-44-25) vient de publier son catalogue 1988. Trois cents pages de notices, d'explications, de photos, de prix...

L'intérêt de ce rassemblement est qu'il concerne aussi bien les régions françaises que l'Espagne, l'Italie, la Suisse et l'Autriche ; et que, sans attendre l'été, on peut réserver pour les vacances de Pâques. Par exemple, 1 327 F la semaine une petite maison pour deux personnes dans la vieille ville de Saint-Paul-de-Vence ou 2 065 F par semaine une grande maison avec terrain de jeu pour six personnes près de Bénodet. Des hôtels sont également recensés.

Rendez-vous à Zagreb

Noté parmi les nouveautés du dernier catalogue été-automne de Nouvelles Frontières (87, boulevard de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15. Tél. : 42-73-10-84) : une semaine en Yougoslavie à la découverte des villes et du patrimoine historique. Dubrovnik, la ville médiévale de Mostar, Sarajevo, Zagreb, capitale de la Croatie, la cathédrale, les vieux quartiers et l'église Saint-Marc.

Après une journée dans les forêts et au bord des lacs du parc national de Plitvice, on visitera Zadar, ancienne capitale dalmate (forum romain, cathédrale, musée) et, par bateau, Vodice et Sibenski. Enfin, à Split, le palais de l'empereur Dioclétien.

Ce circuit comprenant l'hébergement en hôtels confortables, la demi-pension, les transports en autocar et les guides coûte 2 500 francs par personne, auxquels s'ajoute le vol Paris-Dubrovnik (de 1 090 à 1 390 F selon la date). Départs le 3 avril, le 8 mai et tout l'été, de Paris, Nantes ou Lyon. Nouvelles Frontières propose également des vols charters directs Lyon-Zagreb.

Mozart Pullman Express

Pour ceux qui veulent aller à Vienne, la SNCF (Formule Plus SNCF, 18, rue de Dunkerque, 75475 Paris Cedex 10. Tél. : 42.81.42.19) et les Wagons-Lits sortent le grand jeu. Embarquement

jeudi 14 avril à bord du Mozart Pullman Express pour un voyage dans l'esprit et le cadre du célèbre Orient Express. Accueil et installation dans les voitures aux revêtements de bois précieux, dîner de gala et nuit en voiture-lit T2.

A Vienne, la musique domine le séjour : concert de musique viennoise, valses et extraits d'opérettes au Musikverein, le vendredi ; soirée à l'Opéra de Vienne pour écouter la Flûte enchantée, de Mozart, et grand bal viennois avec diva dans un palais historique le samedi ; récital des Petits Chanteurs le dimanche matin. Visite des appartements de Schönbrunn, résidence d'été des Habsbourg, et tour d'orientation sur le « Ring ». Le reste du temps, chacun est libre de visiter la Vienne de ses désirs.

Deux prix, selon que l'on choisit un hôtel 4 étoiles avec place de première catégorie à l'Opéra de Vienne ou un hôtel 3 étoiles avec des places de deuxième catégorie à l'Opéra ; soit, respectivement, 11 000 francs et 9 900 francs, en chambre double, voyage Paris-Paris et repas compris.



La Chine de Ségalen

Découvrir la Chine sur les traces de Victor Ségalen avec, pour guide, Yvon Ségalen, son fils, qui donnera une série de conférences : c'est dire que le regard posé sur le continent chinois sera, avant tout, culturel. La personnalité de Victor Ségalen — médecin, écrivain, archéologue et poète mystique — fera aussi, comme il l'écrit lui-même, de ce « voyage au loin L... », un voyage au fond de soi.

Ce périple — vingt-cinq jours — commence au Nord-Est (Pékin), se dirige vers le Sud-Ouest (Kian, Chengdu), revient en zigzag vers l'Ouest (Chongqing, Yichang, Wuhan et Nankin) avant de descendre plain sud (Canton, Hongkong). Les sites visités sont connus et prestigieux : Grande Muraille ; Palais d'été, Palais impérial dans la Cité interdite, à Pékin ; à Kian, « l'Armée enterrée » ; à Chengdu, tombeaux Han, découverts par la mission dont fit partie Victor Ségalen ; croisière de trois jours sur le Yangtze, le fleuve Bleu, et traversée de la gorge Quutang, partie la plus spectaculaire de ce voyage sur l'eau ; visite de l'allée funéraire de l'empereur Ming Hong Wu, à Nankin ; visite de la concession française et de la vieille ville chinoise avec la maison de thé et le jardin Yu à Shanghai ; promenade dans l'île de Shamen et visite d'un atelier de sculpture sur ivoire à Canton ; journée libre à Hongkong.

Du 25 avril au 19 mai, 23 500 francs, tout compris (transports aériens et terrestres et pension complète en Chine), sauf trois repas à Hongkong. Par les bons offices de Carrefour de la Chine (45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42-61-06-28).

Est (Pékin), se dirige vers le Sud-Ouest (Kian, Chengdu), revient en zigzag vers l'Ouest (Chongqing, Yichang, Wuhan et Nankin) avant de descendre plain sud (Canton, Hongkong). Les sites visités sont connus et prestigieux : Grande Muraille ; Palais d'été, Palais impérial dans la Cité interdite, à Pékin ; à Kian, « l'Armée enterrée » ; à Chengdu, tombeaux Han, découverts par la mission dont fit partie Victor Ségalen ; croisière de trois jours sur le Yangtze, le fleuve Bleu, et traversée de la gorge Quutang, partie la plus spectaculaire de ce voyage sur l'eau ; visite de l'allée funéraire de l'empereur Ming Hong Wu, à Nankin ; visite de la concession française et de la vieille ville chinoise avec la maison de thé et le jardin Yu à Shanghai ; promenade dans l'île de Shamen et visite d'un atelier de sculpture sur ivoire à Canton ; journée libre à Hongkong.

Du 25 avril au 19 mai, 23 500 francs, tout compris (transports aériens et terrestres et pension complète en Chine), sauf trois repas à Hongkong. Par les bons offices de Carrefour de la Chine (45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42-61-06-28).

BRISBANE 88 : PRÉCISION. — Le commissariat général français pour l'exposition internationale de Brisbane, en Australie (le Monde du 20 fév.), répond au numéro de téléphone suivants : 45-06-70-70. Adresse : 11, rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 16.

Le Monde
PUBLIÉ TOURISTE-GASTRONOME
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-62-70 - Licence A 681

DECouvrez
LA NOUVELLE-ZELANDE

VOYAGE UNIQUE
13 novembre au 13 décembre 1988
Tout compris en demi-pension
33 500 F



La FFJudo et LE MONDE s'associent pour vous proposer un grand mensuel de judo et de ju-jitsu.

Un million de participants vont désormais pouvoir suivre leurs champions jusqu'aux Jeux olympiques.

Tous les français vont maintenant pouvoir comprendre et se passionner pour ce sport merveilleux en lisant

JUDO
mensuel

Je désire m'abonner pour ☐ 10 numéros : 100 F ☐ 20 numéros : 190 F
NOM _____ Prénom _____
Adresse _____ CP _____
Je joins un chèque bancaire ou postal de _____ F à l'ordre de FFJDA
43, rue des Plantes 75680 PARIS CEDEX 14 - Tél. (1) 45 42 80 90

CHYPRE

PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ



Plages de sable fin sous un ciel toujours éblouissant — 340 jours de soleil par an. Grappes de fleurs accrochées aux monastères, aux vasques, aux colonnes, ou perçant la poussière d'or des mosaïques.

Trois fois d'été et d'aujourd'hui à découvrir dans la chaleur de l'accueil chypriote et le confort de très beaux hôtels dont le prix et la qualité du service vous surprendront agréablement. Venez respirer Chypre, c'est tout près avec les Airbus de Cyprus Airways.

CHYPRE

LEPARADE A 4 HEURES DE PARIS AVEC LES AIRBUS DE CYPRUS AIRWAYS
Renseignements chez votre agent de voyage
CHYPRE OFFICE 01 42 61 42 48 / 15 42 61 42 48 / 15 42 61 42 48

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____

ACCESS
VOYAGES
NEW YORK 2000 F

	A.R.	A.R.
LOS ANGELES	1500	2600
SAN FRANCISCO	1500	2600
MIAMI	1450	2550
CHICAGO	1600	2600
DALLAS	1600	2600
WASHINGTON	1400	2600
ORLANDO	1600	2600
MONTREAL	985	1805
CALGARY	2100	3705
OTTAWA	2440	4050
MONTEVIDEO	2505	4300
BANGKOK	2200	4750
SYDNEY	4800	7800
ANTILLES		2800

NOUVEAU
réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
Renseignements sur 1^{re} classe et classe affaires

Tél. : (1) 4013 0202 ou 42 21 46 94
10, rue Pierre-Louis - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

LE CANADA. 0,19 F

LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19 F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en

classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F. Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion.

WARDAIR HOLIDAYS

*Base Paris/Montréal aller-retour 11 060 km (tarif au 01/02/88).

En Norvège

ture est reine, tranquillement

La Norvège, pays de la nature, de la tranquillité, de la pureté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la contemplation de la nature, de la mer, des fjords, des montagnes. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la littérature, de la musique. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la cuisine, des coutumes, des traditions. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la lumière, du silence, du calme. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la simplicité, de l'authenticité, de la sincérité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la sérénité, de la harmonie, de l'équilibre. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de la complexité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la passion, de l'engagement, de la responsabilité. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la beauté norvégienne, de la splendeur, de la gloire, de la renommée. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la joie norvégienne, de la fierté, de la dignité, de l'honneur. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la paix norvégienne, de la confiance, de la coopération, de l'entraide. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la vie norvégienne, de la joie, de la liberté, de l'indépendance. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la nature norvégienne, de la beauté, de la grandeur, de la majesté. C'est un pays où l'on peut se laisser aller à la découverte de la culture norvégienne, de la richesse, de la diversité, de

DANSE

« La Légende des quarante-sept samouraïs »

Un Japon bérartissime

Ou un Bérart japonissime.
Une belle histoire d'honneur,
de vengeance et de mort,
racontée par le Tokyo Ballet.

Il est un talent que nul ne conteste à Maurice Béjart, c'est celui du coup de théâtre qui déclenche le magique « il était une fois ». Nous sommes à Tokyo en 1983. Musique rock, lyrique de postes de télévision vomissant des torrents d'images, jeunes gens vêtus de blanc s'agitant par saccades. Un menu serviteur de kabuki voilé de noir apporte au chef de la bande un sabre. Soudain éclate sur tous les écrans l'emblème japonais, soleil rouge sur fond blanc; puis tout disparaît comme par enchantement, tandis que s'élève une déclamation de kabuki et qu'apparaissent les somptueux personnages d'une cour de légende.

On a dit : Béjart adaptant un kabuki pour le Tokyo Ballet, c'est comme si un metteur en scène japonais venait monter le Cid à la Comédie-Française (les Quarante-Sept Samouraïs, c'est pour les Japonais comme le Cid, plus les Trois Mousquetaires, plus Cyrano de Bergerac).

Phagocyter
une tradition occidentale

Le paradoxe va plus loin. En amont, il y a l'étonnante volonté nipponne de phagocyter une tradition purement occidentale, le ballet classique. De fonder, en 1964, une troupe nationale, le Tokyo Ballet, dont les plus grands succès seront le Lac des cygnes, Giselle, la Belle au bois dormant, et qui fera très honnêtement figure sur le plan international. En aval, la partition de la Légende des quarante-sept samouraïs a été commandée à Toshiro Mayuzumi : plus hollywoodien, on mourut. Quant aux décors et costumes si « authentiquement » japonais, ces paravents d'or aux pins et aux vagues, ces magnifiques kimonos brodés, ils sont l'œuvre du Portugais Nino Cortes-Real. On finit par se demander si le plus japonais de l'affaire n'est pas



Tokyo Ballet au Palais des congrès

Maurice Béjart, dont on connaît de longue date l'attrait pour l'Orient.

Il est recommandé d'arriver au théâtre un peu en avance pour lire attentivement le résumé de l'action dans le programme. Il y a beaucoup d'épisodes et de personnages, principaux ou secondaires, on risque de se perdre. Comme souvent chez Béjart, le présent se mêle au passé, certains rôles sont dédoublés et d'autres confondus — le chef de bande moderne vu au prologue remonte le temps et entre de plain-pied dans la légende, vous l'avez deviné.

En gros, il s'agit d'une affaire d'honneur, de vengeance et de mort. Un seigneur a tiré l'épée contre un

méchant provocateur dans l'enceinte du palais, c'est défendu, il doit se faire hara-kiri (dire seppuku, c'est plus précis). Après moult péripéties, ses vassaux fidèles réussissent à avoir la tête du méchant, l'ombre du vengeur s'en ira satisfaite mais les vengeurs devront se faire seppuku.

Un élégant désespoir

Les scènes s'enchaînent avec fluidité, séparées par des rideaux variés, tantôt en bandes horizontales tirées par de glissants serviteurs noirs, tantôt chantant du ciel comme seuls savent chuter les rideaux de soie, avec une sorte d'élégant désespoir. Les femmes, dames de la cour, suivantes, putains, arbres, ont la grâce un peu maniérée des estampes japonaises; les hommes forment une troupe homogène, on n'y voit guère de ces différences de taille qui font souvent ressembler les troupes occi-

dentales à des familles Dalton. La chorégraphie est du bon Béjart de série, ses orientalismes nous sont assez familiers pour ne pas vraiment nous dépayser.

Le rôle du jeune homme moderne — chef des samouraïs — a visiblement été taillé sur mesure pour Eric Vu-An, qui alterne dans la série de représentations avec deux solistes japonais. Nous y avons vu Chikahisa Natsuyama, de technique très correcte mais manquant d'énergie et de présence, qu'Eric Vu-An possède assez pour lui en revendre. Dans le rôle important de l'espion aux gages du méchant, on remarque le très fin, très malin et très bon danseur Shiro Mizoshita. Parmi beaucoup de belles images, on n'oubliera pas l'assaut final des samouraïs sur fond de grand ciel noir à pois blancs (il neige) et leur héroïque seppuku collectif.

SYLVIE DE MUSSAC.

* Palais des congrès, jusqu'au 6 mars.

MUSIQUES

Le Festival d'automne, horizon 1989

Création, création chérie...

Les projets du Festival d'automne, section musique, sont déjà arrêtés pour 1989. Soucieux de « rendre à César ce qui est à César » et de signaler avec munificence ce que le festival doit aux créateurs, M. Michel Guy, directeur général et fondateur de ces manifestations, a décidé de passer commande à trois et un compositeurs français et étrangers. Certains (comme Dufort, Kurtag et Ligeti) s'étant refusés, ce sont vingt-cinq œuvres qui seront créées à l'automne du biennat de la Révolution : un opéra sur les Contes des mille et une nuits, de Philip Glass et Robert Wilson, treize ans après Einstein on the Beach; la suite de Licht, l'opéra cosmique de Stockhausen; une œuvre pour piano et ensemble instrumental de Pierre Boulez, ainsi que la version pour flûte solo et ordinateur 4X d'Explosante-fixe et celle (vingt-quatre heures après le Festival de Metz) de Visage nuptial en cinq mouvements; une Intégrale Sade de Bussotti, en souvenir du scandale de la Passion selon Sade (1965); le

spectacle lyrique l'Opéra de la Bastille, de Landowski et Arrabal, mise en scène de Götz Friedrich; des pages pour formations diverses de John Adams, Gilbert Amy, Aperghis, Berio, Anthony Braxton.

Dusapin, Dutilleul, Eloy, Manoury, Messiaen, Nono, Steve Reich, Takemitsu, Xenakis, de l'Allemand Helmut Lachenmann et du jeune Italien Marco Stroppa. Enfin, Cecil Taylor et Roger Woodward se désolent mutuellement des œuvres pour un ou deux pianos.

On retrouve ces deux formidables pianistes créateurs au programme du Festival d'automne 1988, avec notamment, le 7 octobre, l'exécution de la Sonate de Baroque par Woodward. Les manifestations de l'année débuteront le 23 septembre par la création française de Montag aus Licht, la première journée de l'opéra de Stockhausen dont la version de concert aura, au préalable, été donnée à Cologne (le 7 avril), Amsterdam, Francfort, et la version scénique créée à la Scala en mai. D'autre

part, le compositeur allemand s'est lui-même chargé de découper son œuvre pour instruments solistes ou petits ensembles en dix concerts qui composeront, du 26 septembre au 6 octobre, un grand cycle de musique de chambre. Les œuvres — parmi lesquelles trois créations mondiales et deux créations françaises — s'enchaîneront sans entracte et seront interprétées par les collaborateurs habitués du musicien : son fils Markus, trompettiste, la clarinetiste Suzanne Stephens, la flûtiste Kathinka Passover, etc.

Outre le sixième anniversaire de Karlheinz Stockhausen, Josephine Macklovitz, sans qui rien de ce programme musical n'existerait, n'a pas oublié de fêter en automne prochain les quatre-vingts ans d'Oliver Messiaen : concert de l'Intercomtemporain et de la femme du musicien, la pianiste Yvonne Loriod, avec, le 26 novembre, la création mondiale d'un vitrail et des oiseaux.

A. R.

* Festival d'automne, 156, rue de Rivoli, 75001. Tél. : 42-96-12-27.

ARTS

Un entretien avec Antoni Tapies

Le « maître à peindre »

(Suite de la première page.)

— On a dit de vous, parfois, que vous étiez un artiste religieux — et vous venez vous-même de faire allusion à l'art religieux. Acceptez-vous cette définition ?

— Oui, à condition d'y apporter quelques précisions et de distinguer religion et sentiment religieux. Les religions institutionnalisées ou officielles n'ont pas l'exclusivité des sentiments religieux. Il n'est pas nécessaire d'être attaché à un culte déterminé pour éprouver de telles émotions. Il y a quelques années, tout propos religieux, toute allusion au mysticisme, étaient jugés réactionnaires. Il n'en est plus de même désormais. On a vu des hommes de science faire appel à la connaissance mystique. Oppenheimer mentionne les Vedas, Niels Bohr, citer le taoïsme dans son bilan. A force de pénétrer plus avant dans l'analyse de la matière, il semble que l'on doive ainsi parvenir à une sorte d'expérience mystique. Je crois que mon travail s'est fortement inspiré de ces démarches scientifiques qui conduisent leurs auteurs, par exemple, vers les sagesses extrêmes-orientales. On peut appeler cela un matérialisme spirituel. Ce matérialisme-là est proche des habitudes mentales des peuples primitifs.

Le sorcier et le magicien

— Vos œuvres elles-mêmes, parce qu'elles évoquent l'art rupestre, ont assimilé ces références primitives.

— Absolument. Tous les mouvements de l'avant-garde de notre siècle se sont débarrassés du besoin de pratiquer une peinture documentaire et ont de la sorte retrouvé les vrais motifs artistiques, qui sont

étroitement liés à la magie, aux pouvoirs hypnotiques, aux pouvoirs de guérison même. J'aimerais que mes tableaux soient chargés d'une puissance telle qu'ils puissent guérir par application contre le corps ou la tête. Qu'ils soient véritablement. Les effets de l'œuvre d'art sont très semblables à ceux qu'obtient le sorcier ou le magicien. L'artiste ne travaille pas simplement pour décorer les murs des appartements mais pour agir sur les gens, sur la société, et une de ces façons d'agir doit pouvoir influencer le corps physique et l'esprit. On peut dire aussi de l'artiste qu'il travaille pour communiquer aux gens une réalité en dessous de celle qu'ils voient.

— Les expressionnistes abstraits américains avaient des convictions assez proches de celles que vous exprimez.

— Mais ils les ont manifestées autrement, à l'aide d'autres procédés. Cependant, il est vrai que j'éprouve le sentiment d'une grande proximité avec les œuvres de Motherwell, ou de Rothko.

— Rothko est un coloriste, alors que vous bannissez bien des couleurs, en dehors des terres, des rouges ou des noirs. Pourquoi ces refus de la couleur ?

— Il ne vous semble pas qu'il y a bien trop de couleurs partout, des couleurs criantes, dans les magazines, les photographies, la télévision ? Si je n'emploie que peu de couleurs, c'est là encore par souci de ne pas me laisser distraire. Pour aller à l'essentiel.

— D'un point de vue simplement technique, comment obtenez-vous les surfaces grises, en terre, que l'on observe dans la plupart de vos tableaux ?

— Je suis parti de l'idée que la peinture à l'huile était une prati-

que anachronique, liée à la volonté de représentation du monde dans ses détails et dans une perspective. Alors j'ai voulu mélanger à la peinture des poudres, et particulièrement de la poudre de marbre. La peinture ne convenait pas comme agglutinant, j'ai cherché des résines chinoises. Maintenant, ça marche, et je maîtrise l'épaisseur, la densité et le mouvement des dessins que je peux tracer dans ce matériau, tantôt plus pathétique, tantôt plus lyrique. J'ai appris plus tard que je n'avais pas inventé cet usage de la poudre de marbre et que les peintres à fresque l'avaient pratiqué bien des siècles avant moi.

— Il arrive que j'utilise d'autres éléments, du bois, des tissus, de la terre que je fais tomber d'un tamis sur la surface enduite d'une résine. Pour cela, je dois évidemment travailler à l'horizontale.

Collages et assemblages

— Depuis quelque temps, votre activité de sculpteur a pris un développement considérable. Est-ce une façon de continuer la peinture par d'autres moyens ?

— C'est venu un peu comme ça, naturellement. J'ai commencé à gonfler un peu mes tableaux avec des collages, des assemblages d'objets, et puis, finalement, c'est devenu un objet tridimensionnel, c'est-à-dire une sculpture.

— Et pourquoi la terre cuite et non le fer ou le bronze ?

— Avec la terre cuite, je retrouve le sens tellurique qui vient des origines de l'art. Il faut se souvenir que la céramique est une des techniques les plus anciennes, et l'une des plus durables. Anecdote : j'en ai fait un vase, c'est un

sculpteur, Eduardo Chillida, qui m'a conseillé d'utiliser cette terre que l'on appelle la terre chamottée.

— Dans vos sculptures, comme dans vos derniers tableaux, un objet réapparaît très fréquemment : c'est le pied. Pourquoi cette étrange obsession ?

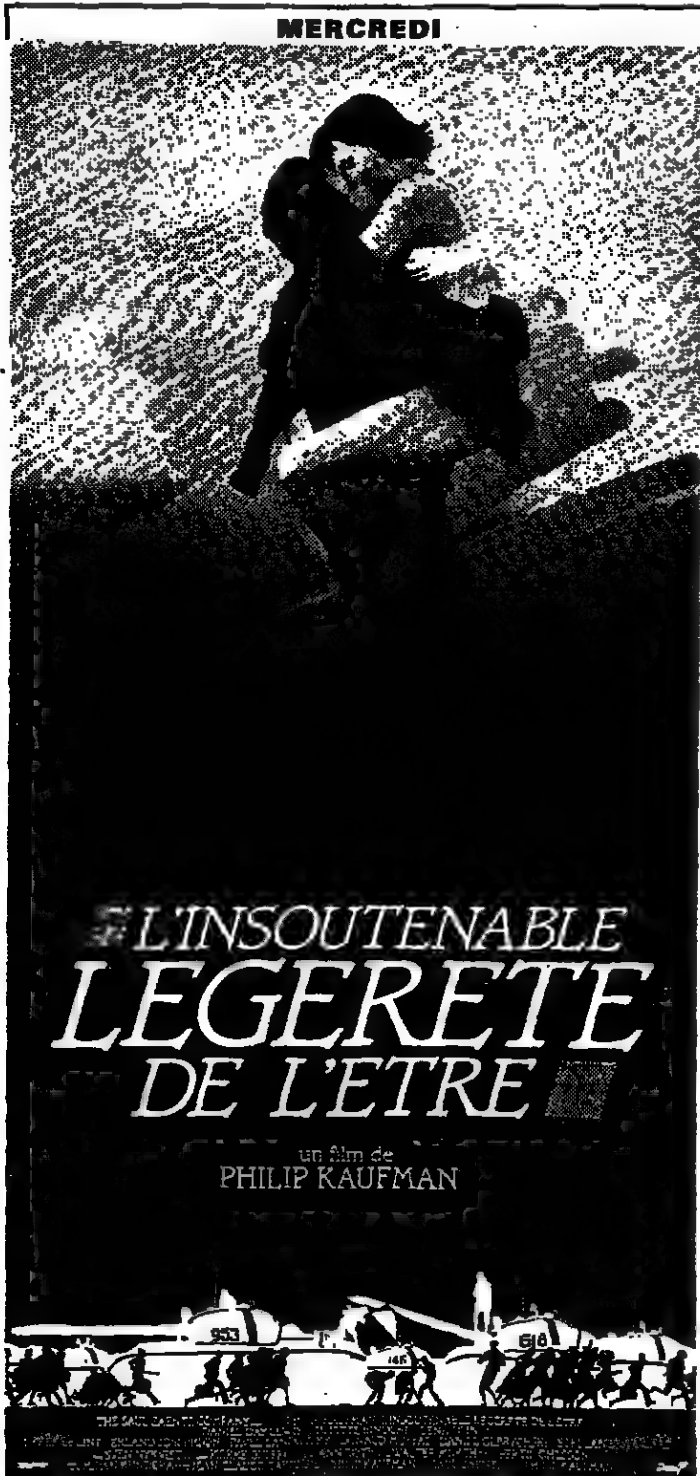
— Je ne sais pas exactement. Je ne travaille pas avec un dictionnaire des symboles, mais avec des symboles qui me sortent du ventre, alors... Mais les symboles du pied et de la marche sont très riches de sens. Et il ne faut pas oublier que j'aime mettre en valeur des thèmes ou des objets méprisés. Or, c'est ce qui semble plus méprisable, justement, que les pieds ou les chaussures ? Peu m'importe de magnifier les grands thèmes de la philosophie, ou les grands personnages ; moi, je préfère magnifier des choses triviales et quotidiennes. Et il serait facile d'aller de ce goût vers une méditation sur l'insignifiant, vers le fait que nous sommes tous faits de la même poussière, sans privilèges ni différences.

— Voilà à nouveau un propos d'une banalité bien religieuse...

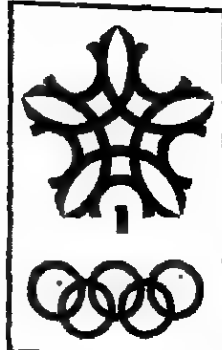
— D'une religion laïque si l'on peut dire, d'une religion au sens étymologique du terme, qui relie l'homme à tout ce qui est à l'universel, à une grande cosmologie. Au fond, un tableau en soi n'a aucune valeur, ce n'est qu'un artifice, un truc, un tour de magie que nous exécutons pour surprendre les gens et attirer leur attention. Ce qui compte vraiment, c'est ce qu'il y a derrière le tableau.

Propos recueillis par PHILIPPE DAGEN.

* Galerie Lelong, 13 et 14, rue Téhéran, jusqu'au 10 avril.



مكتبة المجلد



Sports

Les XV^{es} Jeux olympiques d'hiver de Calgary

Le festival des compétitions « off »

Les Jeux possèdent, comme les grands festivals cinématographiques, leurs compétitions « off ». A côté des épreuves reconnues, il existe ainsi des rencontres sportives qui n'ont pas droit au label officiel. Ici, elles se nomment des épreuves de démonstration. Leurs participants accompagnent les délégations officielles mais ne défilent pas lors de la cérémonie d'ouverture.

Pendant la première semaine à Calgary, le curling a permis aux lanceurs de pierres de montrer leur talent. Les Norvégiens, chez les hommes, et les Canadiens, chez les femmes, ont ainsi glané des succès d'estime.

Le ski acrobatique a pris la relève en deuxième semaine. Les épreuves de bosses, disputées sur les pentes du mont Allan, après les courses des « grands », ont enthousiasmé un public nombreux. Les pirouettes, après des sauts à ski, ont impressionné les spectateurs présents au parc olympique.

Dans ces disciplines, ainsi que dans le ballet, les Français se sont distingués. Edgar Grosjean et Raphaële Monod, en bosses, se sont classés respectivement troisième et deuxième. Didier Méda a été le deuxième voltigeur du saut, et Christine Rossi a remporté le ballet. Des succès

qui ne provoquent pas un engouement semblable à celui réservé aux champions décorés de médailles estampillées.

Le patinage de vitesse sur courte piste, troisième des sports de démonstration, ne semble pas connaître la même ferveur de la part du public. Malgré la gratuité d'accès, la foule n'a pas envahi la patinoire du Centre Max-Bell pour encourager hommes et femmes à rivaliser de rapidité sur des distances de 500 mètres ou 1 000 mètres. Au pays où la glace est reine, on accorde moins d'intérêt à ce genre de manifestation qu'aux compétitions officielles disputées sur l'anneau olympique.

Dans leur souci d'occuper au maximum les quinze journées prévues au programme de ces Jeux, les organisateurs ont passé dans la réserve des sports encore marginaux. Le public ne les a pas entièrement suivis.

Avant les Jeux d'Albertville en 1992, les instances du Comité international olympique doivent se pencher sur le sort de ces épreuves de démonstration. Garderont-elles leur statut mineur ou accèderont-elles au rang de disciplines à part entière ? Le débat reste ouvert.

S. B.

SKI ALPIN : l'échec des Françaises

Un manque de classe

La Suissesse Vreni Schneider a réussi à Calgary le même exploit que sa compatriote Marie-Thérèse Nadig à Sapporo (1972), l'Allemande de l'Ouest Rosie Mittermaier à Innsbruck (1976), et Hannu Wenzel, du Liechtenstein, à Lake-Placid (1980) : gagner deux titres olympiques en ski alpin. Victorieuse en slalom géant le 24 février, la skieuse d'Elm a remporté une seconde médaille d'or, le 26 février, en slalom spécial. Dans cette dernière course des Jeux, la meilleure Française, Dorota Mogore, s'est classée huitième. Pour la première fois depuis Squaw Valley (1960), aucune tricolore n'est donc montée sur les podiums olympiques alpins.

CALGARY
de notre envoyé spécial

Dans l'argot du ski alpin, une « valise » ne désigne pas un bagage, mais une défaite avec une lourde différence de secondes à l'arrivée. Patricia Chauvet a donc quitté le mont Allan, vendredi 26 février, avec une « valise » dans chaque main : 4 sec 07 de retard dans la première manche, 3 sec 33 dans la seconde du slalom spécial olympique. Dur ! Un méchant fardeau pour quitter ses premiers Jeux alors qu'elle avait rêvé de revenir chargée de médailles plus ou moins précieuses.

La Française était en effet une prétendante au podium, au même titre que les concurrentes qui y sont effectivement montées. Pour sa première saison en coupe du monde,

Patricia avait réalisé des performances qui la plaçaient parmi les meilleures slalomeuses. Cinquième à Courmayeur, deuxième à Piancavallo, troisième à Saas-Fee, la voilà pourtant seulement quatorzième à Naxos.

« L'an passé, elle courait sur le circuit Coupe d'Europe. Au début de la saison, elle n'était pas sûre d'être retenue dans l'équipe de Coupe du monde. Après, elle ne savait pas trop si elle viendrait aux Jeux. Arrivée à Calgary, elle s'est retrouvée dans la peau d'une favorite. Cela ne lui était jamais arrivé. Elle a été étonnée par l'entraînement. Gilles Mazzéga, entraîneur national de l'équipe féminine, n'a pas d'autre explication à la contre-performance de la Briançonnaise.

Le « stress des Jeux » peut effectivement avoir contrarié les ambitions de Patricia Chauvet, qui, à vingt et un ans, prend son premier bain olympique. Dans le cas des autres postulantes françaises à une médaille, cet argument n'est plus valable : Catherine Quittet, Carole Merle, Christelle Guignard, Dorota et Margo Mogore avaient toutes une expérience de ce type de grand rendez-vous quadriennal.

Il faut de la force dans les cuisses

Pourquoi ont-elles raté celui de Calgary comme celui des championnats du monde de Crans-Montana l'an passé ? La première raison qui vient à l'esprit est leur inadaptation à la neige artificielle sur laquelle elles n'ont aucun entraînement spécifique. Extrêmement dur sans être de la glace, ce revêtement composé d'un agglomérat de billes minuscules exige un grand dynamisme dans la conduite des skis. Un microscope permet d'expliquer le phénomène : la glace formée par la neige naturelle est hérissée de pointes qui permettent aux carres des skis de mordre par simple inclinaison des genoux vers l'intérieur des virages ; la neige artificielle forme une sorte de tôle ondulée sur laquelle les skis n'accrochent qu'avec un appui brutal.

Bref, il faut de la force dans les cuisses. Carole Merle ne s'astreint

à une préparation physique que depuis le début de la saison. Les articulations de Catherine Quittet sont tellement lâches qu'elle souffre sans arrêt des tendons, et encore plus sur neige dure, reconnaît Gilles Mazzéga. Selon lui, les problèmes physiques des Françaises sont directement liés à leur cursus scolaire : « Le lycée d'été de Montiers est très bien pour faire passer le bac aux filles qui entrent dans l'équipe vers quinze ans. Mais à dix-huit ans, quand elles se retrouvent en Coupe du monde, elles ont pris du retard technique, mais aussi physique, car on ne les a pas fait travailler sur leurs points faibles à l'école. Il faut trouver une solution, sinon l'écart avec les autres pays ne fera que se creuser. »

Le bac ou la médaille en quelque sorte. Le débat n'est pas nouveau. Pourtant, l'entraîneur ne pense pas que l'origine de la contre-performance globale de son équipe soit directement liée à la neige ou au matériel. « Elles avaient eu des résultats en Coupe du monde dans des conditions au moins aussi délicates. Elles sont arrivées à Calgary pleines d'ambitions. Et elles ont mal skié, sauf Carole Merle dans la descente du combiné — résultat dont hélas ! elle ne pourra bénéficier à cause de sa chute dans le slalom. C'est difficile à analyser. On aurait dû qu'elles appuyaient sur l'accélérateur mais qu'elles n'avaient pas, parce qu'elles s'embourbaient par sur l'événement. Malheureusement, il ne peut y avoir que des motifs psychologiques à ce comportement. On va avoir une sérieuse explication avant les prochaines épreuves de Coupe du monde. Et il faudra essayer de traiter le mal d'une manière ou d'une autre. Pourquoi pas la sophrologie ? » Reste que Gilles Mazzéga a du mal à cacher sa déception : « Dans trois semaines, on était capable de monter sur le podium. Pour cela peut-être faudrait-il aux membres de cette équipe une classe intrinsèque qui leur fait manifestement défaut. »

ALAIN GRAUDO.

SKI DE FOND : un entretien avec Jean-Paul Pierrat

La fin de l'école unique

Pour la première fois dans l'histoire des Jeux olympiques, le programme des épreuves de ski de fond est divisé en deux parties distinctes. Les unes sont disputées en technique classique (15 kilomètres et 10 kilomètres dames, 15 kilomètres et 30 kilomètres hommes) où les skis glissent dans des traces. Les autres en technique libre sur une piste lissée. Il s'agit du 20 kilomètres dames et du 50 kilomètres hommes programmés le samedi 27 février. L'ancien champion français Jean-Paul Pierrat analyse les deux styles.

CALGARY
correspondance

« Pourriez-vous décrire sommairement les deux styles ? »

« Très schématiquement, la technique classique (pas alternée) s'apparente aux mouvements d'un cross-country sur des skis, avec une progression parallèle des jambes. La technique libre est moins naturelle. Elle équivaut à du patinage sur des skis. »

« Comment est-elle apparue ? »

« Le pas de patineur s'est répandu rapidement depuis 1982. Certains représentants des pays nordiques ont milité pour son interdiction en course au nom du respect de la tradition. Il s'en est suivi une polémique parfois délicate. Le problème a été résolu à partir de la Coupe du monde 1986, dont le calendrier était composé pour moitié d'épreuves classiques et pour moitié d'épreuves libres. Le calme est alors revenu. Il était impossible d'empêcher cette évolution. La technique de patinage fait que les temps de course sont abaissés de 5 à 10 % ! »

« Pourquoi est-il interdit de s'être entraîné en patinage avant ? »

« L'arrivée d'une nouvelle génération d'engins de montagne dans les années 70 explique tout. Ils permettaient de tracer des pistes plus larges. Les skis pouvaient alors librement diverger. Avant, le neige fraîche se trouvait à proximité immédiate des rails où on glissait, ce qui interdisait tout appui à l'arrière. »

« Le matériel a suivi cette évolution. Cela n'apparaît pas de manière évidente à un œil non exercé... »

« Il existe d'abord une différence de longueur des skis : 2,10 m pour les hommes, 2 m pour les femmes en classique. C'est une moyenne. En libre, il faut réduire ces dimensions de 10 centimètres. En revanche, les bâtons sont plus longs en libre qu'en classique : de 25 à 30 centimètres. Différence aussi dans la spatule. Elle est plus basse et arrondie sur un ski de libre pour un meilleur ramené en fin de geste. En alternatif, la taille de la spatule est liée au fait qu'elle sert à guider le ski dans la trace. »

« Les mouvements du patinage provoquent des appuis latéraux dynamiques et violents. Pour répondre à ce phénomène, on a mis au point des skis plus rigides et plus durs en incorporant de fines lamelles de zircon — un aluminium trempé — surtout dans la partie centrale. Au début, certains fabricants ont expérimenté des carres, mais ils se sont rendus compte qu'elles nuisaient à la glisse. »

« Toujours pour la même raison, le couple chaussures-fixations a évolué avec des tiges plus hautes, pour que la cheville soit bien tenue, et des semelles plus rigides. Ce dernier principe s'applique aussi au ressort de la fixation, car le ski doit revenir plus rapidement sous le pied à la fin du geste du patinage. »

« Il faut certainement s'attendre à une évolution plus nette du matériel dans les prochaines années, car les fabricants n'ont pas encore développé, par manque de temps, les recherches effectuées en laboratoire. »

« Quelles ont été les conséquences sur les skieurs eux-mêmes ? »

« Leur entraînement n'a pas fondamentalement changé, car le type d'effort reste le même. En revanche, la différence de gestes implique une préparation musculaire spécifique. Le pas du patineur exige davantage de puissance des jambes, d'où une forte musculature des quadriceps. »

« Apparemment le travail estival comportait énormément de séances de marche rapide avec des bâtons, agrémentées d'exercices de foulées bondissantes. Désormais, le ski à roulettes entre pour 30 %, contre 15 % auparavant, dans la quantité de travail, car les nouveaux modèles permettent de simuler très exactement le pas du patineur sur le macadam. »

« Le ski de fond est-il engagé dans la voie de la spécialisation ? »

« Personne ne le souhaite, mais cette hypothèse est probable. La génération actuelle de fondeurs est née avec le pas alternatif ; elle n'a pas complètement exploré, loin de là, toutes les possibilités du pas de patineur. »

« Il faut préciser que ceux qui ont voulu se spécialiser ont échoué. Par exemple, il y a deux ans, la RDA évitait les courses en classique. Ses représentants ont quand même été battus dans les épreuves libres. »

« La vérité ne s'est pas encore dégage. On ne sait pas de quoi sera fait demain. On imagine que le pas de patineur serait le domaine privilégié des grands gabarits. L'italien De Zolt, avec son format de poche, apporte un équilibre contre-exemple. Il joue de son rapport poids-puissance qui est, en fait, le moteur essentiel du skieur de fond. »

Propos recueillis par
LIBERT TARRAGO.

Le doublé de Vreni Schneider

CALGARY
de notre envoyé spécial

Il faudrait applaudir des deux mains à la performance de Vreni Schneider. C'est un beau doublé qu'elle a réussi en remportant les slaloms géant et spécial de Calgary. Pourtant, on reste seulement bouche bée devant la performance nulle.

La surprise ne doit rien à la personnalité de la championne helvétique. Elle est transparente comme une eau de torrent. Rien à voir avec les deux divas du ski suisse, les Tigri et Walliser, avides de publicité personnelle. Vreni est simple. Fillette, elle gardait les vaches dans les alpages des Grisons. Jeune femme, elle fait du trikot en découvrant de la musique classique. Une championne sans histoire, en quelque sorte.

Mais une championne pas tout à fait comme les autres. Car son ski n'a pas grand-chose de féminin. L'influence de frères d'acier lesquels elle a commencé à dévaler les pentes, sans doute. En tout cas, sa technique est beaucoup plus proche de celle de la « bombe » italienne Alberto Tomba que de celles de la Yougoslave Svet ou de l'Allemande de l'Ouest Kinshtofer avec lesquelles elle a partagé le podium du slalom, vendredi à Naxos.

Économie des mouvements de buste, attaque frontale des piquets, puissance du travail des jambes : exactement ce qu'il fallait pour s'imposer dans les conditions particulières du mont Allan. Mais ce n'est pas un hasard : Vreni domine aussi le Coupe du monde dans les spécialités où elle a remporté la médaille d'or. Reste donc à savoir si elle est le prototype définitif des futures championnes. Le ski féminin y gagnerait en efficacité ce qu'il y aurait perdu de charme.

A. G.

HOCKEY SUR GLACE : l'URSS championne

Le réveil canadien

En dominant l'équipe de Suède (7-1), la formation soviétique a, vendredi 26 février, virtuellement gagné le tournoi olympique de hockey sur glace. Les joueurs aux habits rouges ont remporté leur septième victoire en sept matchs.

Autre participant à cette poule finale, les Canadiens sont enfin sortis de l'ombre en battant, le même jour, les Allemands de l'Ouest (8-1).

CALGARY
de notre envoyé spécial

Les éditeurs canadiens fulminent. Ils reprochent à longueur de colonne aux organisateurs de ne pas programmer les rencontres de hockey de leur équipe nationale à « des heures respectables », à savoir 18 h 30. Ils critiquent aussi les représentants européens des médias qui ne prennent pas assez au sérieux les joueurs à la feuille d'érable.

Au pays du hockey roi, on accepte mal d'être traité au même rang que la Suisse ou les nations nordiques. On s'inspire surtout contre ces étrangers venus des terres lointaines, capables de mettre en échec les joueurs au maillot rouge et blanc.

Mais l'équipe olympique qui s'impose parfois, « de peine et de misère », selon les termes d'un journaliste québécois, est bien loin d'égaliser celles des prestigieuses vedettes qui bercent les rêves des enfants cana-

diens. Dans ce pays, les professionnels de la Ligue nationale de hockey (LNH) assurent le spectacle. Ce sont eux qui, plusieurs soirs par semaine, font vibrer des centaines de milliers de téléspectateurs au rythme de leurs rapides attaques.

Hélas ! Wayne Gretzky, la star des Oilers d'Edmonton, le bolide Marie Lemieux ou le gardien Patrick Roy, devenu célèbre après avoir admis qu'il parlait aux poteaux de sa cage, ne figurent pas dans la sélection nationale. Pourtant, le règlement du CIO autorise depuis 1986 la participation des joueurs professionnels aux Jeux. Mais des questions financières n'ont pas permis à cette décision d'être suivie d'effet.

Pour le patron de la LNH, le tout-puissant John Ziegler, la quête d'une hypothétique médaille aurait signifié « 10 millions de dollars de revenus en moins par semaine... simplement pour la billetterie ». Un manque à gagner difficilement envisageable pour des clubs qui payent leurs joueurs à prix d'or. Donc, pendant les Jeux, les matchs de la Ligue continentale, pour le plaisir des amateurs.

Seule étoile à avoir fait passer les sentiments patriotiques avant les dollars, Patrick Gregg, des Oilers, a accepté de participer au tournoi. Ce médecin de trente et un ans a volontairement choisi à la fin de la dernière saison de voir son salaire divisé par dix pour pouvoir défendre les couleurs de son pays. Déjà membre

de l'équipe olympique qui terminera quatrième aux Jeux de Lake-Placid en 1980, l'athlète québécois a voulu à nouveau tenter l'aventure.

Il a retrouvé un ancien membre de son club, le gardien Andy Moog, qui se désolait dans son rôle de remplaçant. Pour lui, une grande chaîne canadienne de magasins d'alimentation a accepté de payer un salaire annuel de plus de 100 000 dollars, à condition qu'il se prête à quelques séances publicitaires.

Autour de ces joueurs connus, le responsable de la formation nationale, Dave King, a rassemblé des universitaires, des juniors et quelques vétérans comme le Québécois Serge Boisvert, à la recherche de contrat en Europe. De longs mois d'entraînement et une victoire contre les Soviétiques lors du Tournoi des Investis, en décembre dernier, avaient conforté les assurances de Dave King.

« Tous les enfants jouent »

Les premiers matchs disputés à Calgary ont ébranlé cet optimisme. L'entraîneur a dû reconnaître que ses lignes d'attaque étaient un peu faibles. « C'est dur pour les nerfs de ne pouvoir marquer facilement », expliquait Boisvert après un match insipide face à l'équipe de Suisse. Déçu de ne pas trouver le moyen d'envoyer la rondelle au fond des filets, les joueurs canadiens ont fait porter leurs efforts sur les affronte-

ments physiques et les petits coups de crosse généreusement distribués.

Au fil des rencontres, le responsable de la formation a modifié la distribution de ses joueurs. Il a surtout au motif des hockeyeurs ébranlés par une épreuve qui ne s'avérait pas aussi simple qu'ils l'avaient cru.

« Nous jouons à Calgary devant nos partisans. C'est une chance unique et nous devons en profiter », reconnaît l'avant Gord Shevren.

Pour les fans canadiens, les membres de l'équipe ont augmenté leur rapidité sur la glace. Ils ont aussi fait tourner un peu plus le palet. Le résultat est apparu, vendredi 26 février, au cours de la rencontre qui opposait les Canadiens aux Allemands de l'Ouest. En marquant trois buts lors de la seconde période, les hommes de Dave King semblaient s'être placés sur une nouvelle voie.

Samedi 27 février, ils doivent encore jouer de la même façon s'ils veulent l'emporter sur les Tchécoslovaques qu'ils rencontrent dans le grand Saddledome de Calgary. Ils ne peuvent se permettre de faiblir alors que la médaille est presque en vue. Trop de citoyens du pays hôte des Jeux attendent enfin l'exploit de leurs protégés. « Au Canada, tous les enfants jouent au hockey », assure Claude Vilgrain, le seul joueur de couleur de l'équipe. Cet Haïtien de vingt-cinq ans, qui a appris à patiner à Québec lorsque ses parents sont venus s'installer dans la cité du nord, espère faire plaisir « aux p'tits ».

SERGE BOLLOCH.

Les résultats

Biatlon

Résumé 4 x 7,5 km
1. URSS, 1 h 22 min 30 s ; 2. RFA, 1 h 23 min 37 s ; 3. Italie, 1 h 23 min 51 s ; 4. France, 1 h 30 min 22 s ; 5.

Hockey sur glace

Poule finale
Canada bat RFA 8-1
Tchécoslovaquie bat Finlande 5-2
URSS bat Suède 7-1
Classement. — 1. URSS, 8 pts ; 2. Finlande, 5 ; 3. Suède, 4 ; 4. Canada, 3 ; 5. RFA et Tchécoslovaquie, 2.

Patinage de vitesse

1 000 mètres hommes
1. C. Rothenberger (RDA), 1 min 17 s 65 (record du monde) ; 2. K. Kania (RDA), 1 min 17 s 70 ; 3. B. Blair (Etats-Unis), 1 min 18 s 31.

Ski alpin

Slalom spécial
1. Schneider (Sui), 1 min 36 s 69 ; 2. Svet (Youg.), 1 min 38 s 37 ; 3. Kinshtofer-Gastlein (RFA), 1 min 38 s 40 ; 4. Tialka-Mogore (Fr.), 1 min 39 s 86.

Sports de démonstration

SKI ARTISTIQUE

Ballet dames
1. C. Rossi (Fr.) 45,8 pts
2. J. Bucher (EU) 44,0 pts
3. C. Kissling (Suisse) 43,2 pts

Mousquetaires

1. Reithberger (RFA) 46,6 pts
2. Spina (EU) 45,6 pts
3. Krutianen (Norv.) 44,0 pts
7. Labouret (Fr.) 42,3 pts

سكانه الاول

er de Calgary

itions « off »

de l'Union européenne, à l'exception des services de santé.

de l'Union européenne, à l'exception des services de santé.

DE FOND : un entretien avec Jean-Paul Pietri

La fin de l'école unique

Le ministre de l'Éducation, Jean-Paul Pietri, a déclaré hier à la télévision que l'école unique, telle qu'elle existait, n'est plus viable. Il a annoncé que le gouvernement va mettre en œuvre une réforme majeure du système éducatif, visant à supprimer l'école unique et à permettre à chaque élève de suivre un parcours adapté à ses besoins et à ses talents. Cette réforme sera mise en œuvre progressivement, à partir de la rentrée 1989. Le ministre a souligné que l'objectif principal est de garantir à tous les élèves une qualité d'enseignement élevée, tout en tenant compte de la diversité des cultures et des langues présentes dans la société suisse. Il a également mentionné que le gouvernement va investir massivement dans l'éducation, afin de moderniser les infrastructures scolaires et d'offrir aux enseignants de meilleures conditions de travail.

Les résultats

Les résultats des élections fédérales de 1987 ont été annoncés hier. Le parti libéral, dirigé par le ministre de l'Éducation, Jean-Paul Pietri, a obtenu la majorité absolue au parlement. Cette victoire est considérée comme un mandat pour le gouvernement de mettre en œuvre ses réformes éducatives et sociales. Le ministre a déclaré que le gouvernement va continuer à travailler pour améliorer le système éducatif et pour garantir à tous les citoyens une éducation de qualité. Il a également mentionné que le gouvernement va investir massivement dans la recherche scientifique et technologique, afin de maintenir la Suisse à la pointe de la connaissance.

ÉTRANGER

L'OCDE préconise pour l'Europe une croissance plus forte

Le comité de politique économique de l'OCDE s'est réuni, en session extraordinaire, le vendredi 26 février, à Paris. Il a constaté que des progrès ont été réalisés pour réduire les déséquilibres entre le Japon et la RFA, mais que les États-Unis, encore fortement déficitaires, restent un problème. Il est vrai que le krach boursier d'octobre, provoqué en partie par l'incertitude des États-Unis, a entraîné une baisse des investissements en Europe. Mais pour éviter que de telles crises se répètent, un effort de réflexion et de coopération internationale s'impose. Le résultat des discussions, dans l'attente d'une réunion de haut niveau à la fin de l'année, est pour le moins décevant.

Le secrétaire de l'OCDE avait proposé de concentrer les débats sur les moyens de relancer en Europe. Ce choix paraissait s'imposer. En effet, du côté des États-Unis, le dynamisme des exportations devrait permettre de compenser, cette année, une réduction jugée probable de la consommation et d'éviter une récession. Quand au Japon, il a réussi, en relançant sa demande intérieure, à répondre à l'attente générale. Reste le vieux continent, empêtré dans une expansion molle et un chômage préoccupant.

Sans attendre de pouvoir dresser le bilan du double plan de la Communauté européenne, le choc positif de la préparation du grand marché de 1992 accompagné, pour les régions déprimées, d'un fond structurel de 50 milliards d'ECU, l'OCDE préconise une approche à deux niveaux : une harmonisation des politiques budgétaires et monétaires des pays européens ; une action volontariste pour réduire les rigidités des structures et des réglementations paralyisantes. L'accueil a été poli mais peu enthousiaste. On soupçonne les Américains de profiter de cet intérêt, justifié, pour la relance de l'Europe, pour concurrencer les réductions de la RFA et de s'appuyer indirectement sur des pays aussi soucieux que Washington de voir Bonn accélérer la relance de l'économie.

La réunion aura en l'avantage d'ouvrir des voies de réflexion. Dans l'hypothèse d'un statu quo des politiques économiques et monétaires, la croissance s'annonçait très lente jusqu'en 1993 - moins de 2 % en RFA comme en France, par exemple - et les déséquilibres de balances des paiements courants entre pays européens ne s'amélioreraient guère. Un réajustement important des parités allant jusqu'à une appréciation de 7,5 % du mark et une dévaluation d'un même montant pour les pays déficitaires permettrait de limiter les dégâts.

Etats-Unis

Ralentissement de la consommation

A s'en tenir aux données publiées le vendredi 26 février à Washington, l'économie américaine semble s'engager dans la voie souhaitée par ses grands partenaires, avec un ralentissement de la demande intérieure sans reprise de l'inflation. La hausse des prix a été en janvier de 0,3 %, contre 4,4 % en 1987. Cette modération est favorisée par la baisse des prix de l'énergie.

En ce qui concerne la consommation, les Américains semblent avoir accepté une limitation de leurs dépenses. Au dernier trimestre 1987, les dépenses ont chuté de 3,1 % en rythme annuel et après corrections des variations saisonnières, ce qui

constitue la plus forte baisse depuis près de huit ans. Le département du commerce a indiqué vendredi que, en janvier, les dépenses de consommation et les revenus individuels n'ont progressé que de 0,3 %.

Autre signe de ce ralentissement de la demande, en janvier toujours, les ventes de logements déjà construits ont chuté de 3,6 %, accusant ainsi leur troisième recul mensuel consécutif, d'après les statistiques publiées vendredi par l'Association nationale des agents immobiliers. Après des baisses de 2,9 % en novembre et de 1,2 % en décembre, ces ventes ont atteint en janvier leur niveau le plus bas depuis juin 1985.

SOCIAL

M. de Charette ouvre une concertation avec les syndicats sur les salaires

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, va consulter à partir du lundi 29 février les organisations syndicales sur la politique salariale en 1988. Une telle concertation pourrait précéder l'ouverture de négociations. FO sera la première fédération reçue, suivie par la FEN et la CFDT le 2 mars, la CGC et la CFTC le 3 mars, la CGT et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) le 7 mars. A la veille de l'annonce de cette série d'entretiens, la FEN, la CFDT, la FO et la CFTC avaient publié un communiqué commun réclamant l'ouverture immédiate de négociations salariales. Dénouant les « pertes accumulées de pouvoir d'achat », les quatre fédérations demandaient « une augmentation immédiate à valoir sur la conclusion à venir ». L'absence de dialogue, soulignent-elles, « ne peut que conduire à une politique contractuelle ». La CGC avait précédemment, le 25 février, une demande identique.

De son côté, M. Roland Gaillard,

nouveau secrétaire général de l'Union interfédérale FO des fonctionnaires, a estimé qu'entre le 1^{er} janvier 1982 et le 1^{er} janvier 1988, les fonctionnaires avaient perdu 9 % de leur pouvoir d'achat en raison des politiques gouvernementales qui ont intégré dans la masse salariale les promotions et les primes d'ancienneté. Il a souligné que M. de Charette devrait « lâcher du lest » sous peine de voir les négociations 1988 échouer.

Suppressions d'emploi chez Talbot-Polysar. - Mille cent cinquante-neuf suppressions d'emploi (employés, techniciens ou agents de maîtrise) à l'usine Talbot de Poissy (Yvelines) ont été annoncées au comité d'entreprise de la SNC Talbot mardi 23 février. Le plan social prévu est identique à celui d'Automobiles Peugeot, dont le comité central d'entreprise était réuni le même jour. Le Monde du 21-22 février. Six cent soixante-neuf personnes, notamment, sont susceptibles de partir en préretraite FNE (548 ouvriers, 118 ETAM).

REPÈRES

Pétrole

Le brut à moins de 15 dollars le baril

Les cours du pétrole brut sont tombés en dessous de 15 dollars le baril, le vendredi 26 février, à Londres, au terme d'une semaine de glissement, provoquée notamment par de nouvelles rumeurs de surproduction de l'OPEP. Le cours du brut, le pétrole de mer du Nord, est tombé à 14,95 dollars le baril pour livraisons avril, son plus bas niveau depuis le 21 décembre dernier, alors qu'il avait cédé la veille à 15,30 dollars et mercredi à 15,70 dollars.

Certains analystes estiment en effet que la production de l'OPEP tourne actuellement autour de 17,5 à 18 millions de barils par jour (Mbj), soit une nette augmentation par rapport à janvier, où, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) elle s'est élevée à 17 Mbj. L'OPEP a

Le Airbus A-320 est certifié pour un décollage à deux... Les administrations des avions civils ouest-allemandes, britannique, française et néerlandaise ont certifié ensemble le bi-réacteur Airbus A-320, le vendredi 26 février. Au terme d'une procédure de vérification de quatre ans, les organes de tutelle des constructeurs de l'avion ont vérifié qu'il était sûr et, notamment, que ses innovations technologiques (commandes électriques, mini-moteurs à balai, importante quantité de calculs)

ne constituent pas des risques. L'A-320 est déclaré apte pour le service à deux équipages de deux pilotes, c'est-à-dire sans la présence d'un mécanicien.

L'Airbus A-320 entrera en service le 18 avril sur les lignes d'Air France vers Düsseldorf, Berlin, Francfort et Amsterdam, et le 8 juin sur la ligne Paris-Genève d'Air Inter. Il a été commandé ferme ou en option à ce jour à 483 exemplaires.

BILLET

Le coût des OPA

Schneider prend de gros risques en proposant de payer 5 500 francs chaque action Télé-mécanique, soit 1 600 francs de plus que ce qu'il offrait le 4 février lors de sa première OPA et 1 200 francs de mieux que le prix (4 300 francs) avancé quarante-huit heures auparavant par Framatome, son concurrent par rachat de Télé-mécanique. La pure logique industrielle est battue en la tête : à 5 500 francs l'action, la valeur de Télé-mécanique culmine à 8,6 milliards de francs, et le prix proposé représente 27,5 fois son bénéfice net par action (estimé à 200 francs pour 1987), alors que pour la moyenne du marché il est actuellement de dix fois. Les milieux boursiers n'ont d'ailleurs apprécié que modérément la dernière initiative du patron de Schneider, M. Didier Peneau-Valencienne : le titre de sa société a terminé la séance en recul de 2,7 %, vendredi, à la Bourse de Paris.

Pour se rendre maître de 48,1 % du capital de Télé-mécanique (soit 710 000 actions), M. Peneau-Valencienne est prêt à payer 3,9 milliards de francs, chiffre auquel il convient d'ajouter le montant (non précisé) qu'il a déjà déboursé pour acheter en Bourse 12,1 % du capital, avant le 4 février. M. Peneau-Valencienne n'est d'ailleurs pas obligé de monter si haut : il pouvait se contenter de suracheter de 5 % seulement sur l'offre de Framatome (3,5 milliards). Or, en augmentant à la fois le prix et

la quantité d'actions achetées, il a fait un bond de 9,8 % marquant ainsi son désir de creuser l'écart avec son concurrent. « C'est odieux », commentent, à chaud, chez Framatome, en estimant que « ça commence à faire très, très cher ». L'entreprise se réserve le week-end pour réfléchir.

Mais Schneider n'est pas seul à faire des offres hors de proportion. Dans la bataille pour la Générale de Belgique, M. De Benedetti a doublé sa proposition cette semaine en portant le prix d'achat d'une action à 8 000 francs belges. Selon les analystes, la valeur réelle de la SGB se situe aux environs de 2 700 francs belges l'action.

Dans pratiquement toutes les OPA, Duffour et Igon l'ont passé, Martell, Stirling Drug... cette année, les sommes déversées permettent de s'interroger. Quand l'acquéreur s'est saigné aux quatre veines pour l'emporter, il se sera contenté de rentabiliser sa mise au plus vite. Son avenir à long terme et celui de l'entreprise achetée risquent de s'en trouver affectés. Les OPA actuelles sont plutôt l'œuvre de groupes industriels et non plus des raiders financiers (le Monde du 3 février), mais quand l'obtention, la crainte d'échouer, voire l'honneur, sont de la partie, on perd de vue et de l'industrie et la finance, pour entrer dans un irrationnel dangereux.

F.V.

Les escroqueries sur les marchés financiers

M. Madelin critique la COGEMA

Dans un communiqué publié le vendredi 26 février, le ministre de l'Industrie met en demeure la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), victime d'une perte de 259 millions de francs sur les marchés financiers, d'« tirer les leçons ». « Sans préjuger des conclusions de l'Instruction en cours, il est apparu que les pertes constatées par la COGEMA n'ont été rendues possibles que par de sérieuses défaillances dans la gestion, exploitées par les intermédiaires en relation avec la COGEMA. » Celle-ci doit, en conséquence, prendre « dans les meilleurs délais les mesures d'amélioration de son organisation de nature à éviter le renouvellement de tels errements ».

Par ailleurs, dans un communiqué du même jour, Thomson-CSF, qui s'estime victime depuis plusieurs mois de rumeurs concer-

nant ses activités financières, qu'elle a démentées à trois reprises, a décidé « devant la persistance de telles manœuvres » de porter plainte contre X et de se porter partie civile. « Les informations trompeuses » qui continuent d'être « sciemment répandues » portent un « préjudice important à Thomson-CSF, société cotée en Bourse, et dont la majorité de l'activité est effectuée sur le marché international dans des affaires importantes pour lesquelles sa réputation est un atout ».

PRÉCISION. - Dans l'article sur les retombées de l'affaire COGEMA paru dans le Monde du 27 février, une erreur de transmission a pu modifier le sens d'une phrase. Il fallait lire que Pierre Rochon est le beau-frère de Gérard Longuet et de Vincent Bolloré. Ce dernier n'aurait donc pas dans la liste que nous donnons des « relations d'affaires » de MM. Alstet et Vigano.

Baisse du bénéfice consolidé de Bull

Le bénéfice net consolidé du groupe Bull a reculé en 1987 : il est de 225 millions de francs contre 271 millions en 1986 (110 millions en 1985), tandis que son chiffre d'affaires n'a progressé que d'une progression de 1,5 % par rapport à l'année précédente, à 18,1 milliards de francs. Les ventes à l'étranger (6,5 milliards) se sont accrues de 6 %, tandis qu'un recul de 1 % était enregistré dans l'Hexagone.

Cette mauvaise année est due au ralentissement du marché informatique, qui n'a progressé en France que de 5 % et de 9 % en Europe, contre 11 % et 7 % respectivement en 1986 (le Monde affaires du 19 décembre 1987). Ses incertitudes « rendent très aléatoires les prévisions pour 1988 », ont précisé les responsables du groupe, qui tablent sur une croissance globale du chiffre d'affaires de 8 % à 10 % et sur un résultat égal à 1,5 % du chiffre d'affaires pour 1988.

De son côté, Honeywell Bull, filiale américaine à 42,5 % de Bull (également à 42,5 % de l'américain Honeywell et à 15 % du japonais NEC), a annoncé un profit de 17,4 millions de dollars pour 1987 contre un résultat proche de zéro en 1986, ce qui confirme son redressement. Les ventes ont crû de 1,9 milliard de dollars en 1986 à 2,06 milliards l'an passé.

La bataille pour la Générale de Belgique

Suez confiant dans la solidité de son bloc d'alliés

Le doublement du prix de son offre publique d'achat sur la Société générale de Belgique (SGB) par Carlo De Benedetti (de 4 000 francs belges à 8 000 francs belges (le Monde du 27 février)) - commencerait-il à faire sentir ses premiers effets sur le camp adverse ? Il y a eu, en tout cas, le vendredi 26 février, un léger flottement au sein du groupe franco-belge piloté par Suez, qui affirme détenir 52 % du capital de la SGB. L'un de ses éléments, le groupe suisse Elektrowatt (actionnaire à 4 %), a, dans un premier temps, déclaré à l'agence Reuters, par la voix de son directeur financier, ne pas « avoir conclu d'accord formel » avec le front franco-belge. Le même directeur financier affirmait peu après à l'AFP qu'Elektrowatt restait engagé aux côtés de Suez et de ses alliés. Le groupe suisse a même autorisé cette coalition à publier un communiqué confirmant qu'Elektrowatt est toujours partie prenante de l'accord...

La course aux titres SGB a entraîné une telle hausse des cours à la Bourse de Bruxelles que le comité de cotation a décidé, pour la seconde fois, une interruption des cotations et la fixation d'un prix indicatif à 8 000 francs belges, en précisant que la cotation « sera suspendue jusqu'à nouvel ordre » à partir de lundi.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Le recul de 1 % enregistré le vendredi 26 février n'a pas réussi à effacer les gains accumulés depuis le lundi 22 février. Cette quatrième semaine de hausse se termine sur une progression de 2,6 %, ce qui, tout en étant très honorable, est « modeste » par rapport aux trois précédentes (+ 10 %, + 4 %, + 4,5 %). Le mouvement s'essouffait, mais nous avons assisté à une consolidation très satisfaisante, commentait un agent de change. Pour l'ensemble des opérateurs, l'évolution en soi devient plus raisonnable, se faisant à présent par paliers. Chaque hausse a été suivie d'un mouvement de stabilisation ou de légère baisse, ce qui a permis de consolider la progression. Mais cela reste fragile et aucune véritable orientation ne se dégage. Sur le marché, les avis sont partagés quant à l'évolution probable.

La prudence reste de mise, surtout à la lecture de la position de place du mois de février. La position acheteur, malgré le regain d'activité, n'a quasiment pas évolué par rapport à celle de janvier. Elle est de 3,5 milliards de francs, contre 3,1 milliards précédemment. Elle représente tout juste trois semaines de Bourse sur le marché à règlement mensuel. En revanche, la position vendeur a doublé, atteignant 1,2 milliard contre 769 millions de francs. Un élément qui permet de dire que les investisseurs restent sceptiques sur l'avenir. Et pourtant, le volume des transactions est demeuré important toute la semaine, dépassant 1,4 milliard de francs en moyenne chaque jour sur le marché à règlement mensuel. Les échanges se sont concentrés sur quelques valeurs, si bien que, « pour le reste, on a dû mal à trouver du papier », reconnaît un gérant de portefeuille.

Quoi qu'il en soit, à l'issue de la semaine, les opérateurs demeurent sereins, constatant que toutes les ventes se sont faites sans précipitation et qu'elles ont été très bien absorbées. De plus, l'activité s'est transformée sensiblement des titres « opérationnels » vers certaines valeurs parmi les plus cotées. De là à dire qu'il y a plus d'offre publique d'achat, ce serait exagérer. La bataille autour de la prise de contrôle de la TSM (Technique de Service Médical) en est la preuve. Schneider a placé la barre très haut, à la fin de la semaine, en proposant de racheter à 5 500 F l'unité

Une consolidation satisfaisante

710 000 titres. Le groupe que préside M. Didier Pissone-Valencienne a choisi, pour l'instant, de contraindre la proposition de Franasome. Faute de quarante-huit heures plus tôt, elle portait sur l'acquisition de 825 000 actions TSM (Technique de Service Médical) au prix de 4 300 F.

Autre feuilleton, mais sans rebondissement, celui de Bénédictine. N'ayant pas eu confirmation de l'autorisation ministérielle pour le lancement d'une OPA par Martini et Rossi, la Chambre syndicale des agents de change a décidé de prolonger la proposition de rachat faite par Rémy et associés, qui devait s'achever le 29 février. Toutefois, elle précise avec prudence qu'« un avis ultérieur sera communiqué en tant que de besoin la recevabilité de l'OPA concurrente de la société SAF Martini et Rossi et le nouveau calendrier de l'OPA initiale de la société Rémy et associés ». En revanche, elle présente, vendredi, les modalités de l'offre d'achat de Bénédictine, faite par le britannique Mosley Wolf Combining and Syndicate. L'acquisition de 41 000 titres se fera au prix unitaire de 250 F.

Les noyaux durs

Les rumeurs de rachat circulent encore autour de titres comme Luchaire, DMC et Compagnie du Midi. Toutefois, si certains évoquent un désengagement éventuel d'Época Bertrand Faure de Luchaire, d'autres préfèrent imputer la progression de ce titre à une forte dénote. En revanche, malgré le système de défense anti-OPA à laquelle procède le groupe de M. Bernard Paglay en absorbant toutes ses filiales, l'action DMC continuait d'être achetée. Il en était de même pour DMC. Le groupe textile prépare une contre-offensive en renforçant son actionnariat. A cette occasion, un groupe suisse, appelé Fincom, pourrait rejoindre les alliés de la firme à l'occasion d'une augmentation de capital.

Semaine du 22 au 26 février

Et ce souci de renforcement des moyens dans le secteur privé, ainsi que le soutien des groupes privés en récemment privés, ainsi, la Générale des eaux et Saint-Gobain ont conclu un accord qui permet au second de se désengager de son activité BTP réalisée à travers de la SCE. Il combat surtout chacun des protagonistes à devenir le principal actionnaire de l'autre avec 9 % des parts. Ce souci de renforcement de l'actionnariat stable peut expliquer en partie la remontée des cours des privatées, notamment du CCF. Jeudi, pour la première fois depuis le 28 octobre, le portefeuille type d'un petit porteur de titres d'entreprises privées a dépassé son niveau de départ, c'est-à-dire celui calculé au prix de l'offre publique de vente de chacune d'elles.

L'effet OPA aura eu aussi une conséquence étonnante sur les opérations de report. Les vendeurs à découvert de titres Martini, par exemple, n'ont pas pu trouver d'actions pour se racheter ou pour les livrer. Même en payant un déport de plus de 200 F au préteur de titres éventuel, il n'a pu en fin de semaine 5 500 actions pour régulariser la situation. Pour la Générale de Belgique, il manquait, selon certaines rumeurs, près d'un million d'actions.

Parmi les autres opérations de la semaine, on notait sur le marché un regain d'intérêt pour les valeurs bancaires. Ces dernières avaient pâti plus que les autres du krach du 19 octobre. Des blocs de contrôle étaient également cotés. Yves Rocher a ainsi acquis 56,55 % de Petit Bateau Valton, tandis que le belge L'œuvre Group s'est porté acquéreur de 50,6 % des Biscuits Poul.

Enfin, l'indice CAC de la Compagnie des agents de change a réussi à franchir le seuil des 300 qu'il avait frôlé le vendredi 19 février. Il clôture la semaine à 305,5 points. Où se situe son prochain seuil de résistance ? Les avis divergent. Les regards restent surtout fixés sur New-York et sur l'évolution du Dow Jones. Une chute brutale de ce part pourrait affecter ce marché qui, en convalescence, demeure fragile.

DOMINIQUE GALLOIS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Une forte résistance

Des ventes bénéficiaires se sont produites cette semaine sur le marché new-yorkais à l'approche de la zone sensible des 2 051 points, niveau le plus élevé retrouvé après le grand krach. Elles ont été assez bien absorbées en général mais les gains initiaux ont quand même été érodés. Vendredi soir, l'indice des industrielles s'établissait à 2 023,21 points (contre 2 014,39 le 19 février).

La prudence l'a donc emporté. Mais le climat, toutefois, reste à l'optimisme autour du « Big Bear ». Tout concourt à entretenir la confiance : la progression du PNB pour le quatrième trimestre 1987 (+ 4,5 %), les perspectives économiques satisfaisantes pour 1988, la baisse des taux. Seule ombre au tableau : la situation étant trop bonne, le FED ne descendra probablement pas la politique de crédit.

	Cours 19 fév.	Cours 26 fév.
Alcoa	45 1/4	45 1/2
Allegheny (ex-UAL)	73 3/8	76
AT&T	29 1/2	29
Boring	47 7/8	47 1/2
Chase Manhattan Bank	23 1/4	24
De Post de New York	85	84 1/2
Eastman Kodak	42 3/8	42 5/8
Exxon	42 3/4	41 1/4
Ford	44 3/4	43 1/4
General Electric	43 1/4	43 5/8
General Motors	69 1/4	69 1/8
Goodyear	57 7/8	58
IBM	113 3/8	114 1/2
ITT	46	46 7/8
Mobil Oil	44 7/8	42 5/8
Pfizer	52	53 1/4
Schlumberger	36	34 1/4
Tesco	42 3/4	42 7/8
Union Carbide	23 1/4	23 1/8
USX	33 1/4	32 1/4
Westinghouse	50 5/8	52 3/4
Xerox Corp.	56 1/4	56 7/8

LONDRES

Plus 3 %

Enfin une bonne semaine au Stock Exchange londonien. Encouragé par le rapport optimiste de conjoncture publié par le patronat, le marché a progressé sensiblement et, malgré quelques ventes bénéficiaires enregistrées vendredi, il a monté de 2,97 %.

La demande étrangère s'est étoffée. Elle s'est surtout intéressée aux fonds d'Etat. L'espoir d'un allègement de la fiscalité, dont le chancelier de l'Échiquier pourrait faire état lors de la présentation du prochain budget, l'annonce d'une forte progression du PIB au 4^e trimestre 1987 et la publication des premiers résultats de l'exercice écoulé par plusieurs grands groupes (ICI notamment), résultats très bons dans l'ensemble, ont également encouragé la Bourse à grimper.

Indice « FT » du 26 février : industrielles, 1423,7 (contre 1382,6) ; mines d'or, 244,9 (contre 267,3) ; fonds d'Etat, 90,03 (contre 89,50).

	Cours 19 fév.	Cours 26 fév.
Beecham	457	459
Bovril	356	364
Brit. Petroleum	251	245 1/2
Charter	295	298
Courtauld	302	313
De Beers (*)	8 7/8	9 1/8
Free Gold (*)	11 3/8	10 1/8
Glen	10 9/16	10 3/4
Gr. Univ. Stores	16 5/8	16 3/4
Imp. Chemical	10 31/64	11 1/16
Shell	10 35/64	10 7/32
Unilever	489	490
Vickers	156	165 1/2
War Low	38 9/32	38 15/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Ferme

Le mouvement de hausse, amorcé la semaine précédente, s'est poursuivi en s'accroissant. D'un vendredi à l'autre, les valeurs allemandes ont monté de 4 % environ.

La détente des taux d'intérêt, la stabilité du dollar, enfin le rapport encourageant de l'Institut économique IFO sur le climat dans l'industrie occidentale ont favorisé une reprise des achats.

Indice de la Commerzbank le 26 février : 1 391,5 (contre 1 349,4).

	Cours 19 fév.	Cours 26 fév.
AEG	212,50	229,80
BAWAG	232,50	245,60
Beier	256,50	265,40
Commerzbank	216,50	232,70
Deutschebank	418	438
Hochtief	248	255
Karstadt	398	410
Mannesmann	119,50	121
Siemens	379	396,50
Volkswagen	237,50	246,50

TOKYO

Au-dessus des 25 000 points

Parcours sans faute cette semaine encore pour la Bourse de Tokyo, qui en a profité cette fois pour repasser la barre des 25 000 points. Samedi matin, elle a bouclé sa treizième journée de hausse aussi active, ce qui ne s'était pas produit depuis 1961.

Indice du 27 février : Nikkei 25 284,87 (contre 24 773,41) ; général 2 077,84 (contre 2 031,90).

	Cours 19 fév.	Cours 26 fév.
Aiat	520	513
Bridgeport	1 420	1 410
Canon	1 650	1 110
Fuji Bank	3 380	3 440
Honda Motor	1 460	1 520
Mitsubishi Electric	2 300	2 320
Mitsubishi Heavy	685	637
Sony Corp.	4 850	4 870
Toyota Motor	2 070	2 210

ICI : résultats historiques, (scène II)

Communiqué de victoire à Millbank, le vendredi 26 février, au siège social londonien de Imperial Chemical Industries (ICI), premier groupe privé de Grande-Bretagne et désormais quatrième chimiste mondial devant Dupont de Nemours (Etats-Unis) : le premier en tout cas à lever le rideau sur ses performances de 1987.

La firme annonce en effet pour la deuxième année consécutive des résultats historiques. Son chiffre d'affaires atteint le niveau inédit de 11,12 milliards de livres (+ 10 %) et son bénéfice avant impôts 1,3 milliard de livres (+ 29 %). Les profits nets s'élevaient à 760 millions de livres (+ 36,4 %). Le dividende net est augmenté de 14 % à 41 pence. Cette poussée ne provient pas seulement de la conjoncture très porteuse en général pour la chimie en 1987. ICI a très largement profité de ses récentes acquisitions qui, globalement, sur les 11 % de croissance en volume en ont représenté 5 %.

Ainsi les comptes de Glidden, la fabrique de peintures américaine rachetée en juin 1986, ont été intégralement consolidés. Le chiffre d'affaires consolidé de cette division (1,2 milliard de livres) a bondi (+ 65,8 %) et son bénéfice brut a presque doublé (92 millions de livres contre 47 millions). A un degré moindre, dans la mesure où l'opération de rachat a eu lieu en cours d'année, la reprise de Stauffer (agrochimie) aux Etats-Unis a gonflé les résultats de cette branche d'activité (52 millions de livres contre 28). Dans cette industrie agricole, ICI est désormais au troisième rang mondial avec

901 millions de livres (+ 19,1 %) de chiffre d'affaires. Mais ces brillants résultats n'occultent pas ceux des autres divisions. La pétrochimie et les matières plastiques, malgré une légère baisse des ventes en valeurs (2,78 milliards de livres contre 2,81 milliards), ont dégagé 56,6 % de profits en plus (310 millions de livres). La chimie des spécialités a elle aussi sécrété beaucoup plus de bénéfices (+ 25,3 %) qu'en 1986, soit 208 millions de livres avant impôts. La pharmacie a continué de s'étoffer (1 105 millions de livres contre 1 047 millions de chiffre d'affaires) avec un taux de rentabilité accru (27,9 % contre 27,4 %). Seul point noir, les engrais, encore déficitaires. Mais l'hémorragie est maintenant sous contrôle (4 millions de livres de pertes contre 21 millions).

Singulièrement, c'est en Europe continentale que les profits des ICI ont le plus augmenté (+ 37,3 %) pour atteindre 184 millions de livres. A cause de l'affaiblissement du dollar, le bénéfice du groupe en Amérique du Nord a progressé plus lentement (+ 21 %) à 271 millions de livres. Aux Etats-Unis, seuls le chiffre d'affaires et le bénéfice se sont accrus de 2,20 %.

Prof. pour M. Denis Henderson, le nouveau président des ICI en place depuis le 1^{er} avril 1987, l'essai est réussi. Le remplaçant de Sir John Harvey Jones compte bien qu'en 1988 le groupe améliorera encore ses performances. Jamais deux sans trois ?

ANDRÉ DESSOT.

Mariages en série

Pour les entreprises aussi, le mariage redevient une valeur sûre. D'après PF Publications, une société d'informations spécialisée dans le domaine des fusions et acquisitions, le nombre et la valeur des opérations de rapprochement de sociétés a triplé en 1987 par rapport à 1986. L'étude annuelle de cet organisme évalue en effet à 915 le nombre des transactions réalisées l'an dernier en France (contre 284 en 1986). Il y aurait eu ainsi 29 offres publiques d'achat ou d'échange (contre 11) et 54 cessions de blocs d'actions (contre 29). Ce mouvement de restructuration des frontières du capital des entreprises françaises devrait se poursuivre, voire s'accroître. PF Publications prévoit une croissance du nombre des transactions d'ici à 1992 de l'ordre de 30 % à 40 % par an.

Les premières indications pour le mois de janvier 1988 confirment cette hypothèse. PF Publications a relevé le mois dernier 144 transactions (dont 33 acquisitions ou cessions de sociétés cotées), avec un fort accroissement des opérations impliquant

des partenaires de nationalités différentes. Plusieurs facteurs favorisent ce mouvement : la baisse des marchés boursiers, les enjeux européens, le succès de récentes acquisitions engagées initialement à l'encontre des dirigeants, l'attitude enfin des instances de surveillance des marchés, qui ont clairement indiqué qu'elles souhaitent protéger les intérêts des actionnaires avant ceux des « technocrates ».

Dans ces conditions, le conseil en matière de fusions et acquisitions devient une activité vers laquelle les banques d'affaires traditionnelles, mais également d'autres intervenants, tentent de se développer. Les parts de marché ont considérablement évolué depuis 1986, estiment les auteurs de l'étude de PF Publications. Parmi les plus actifs, ils citent les départements « M et A » (merger and acquisition) de Paribas, le CCF, Worms et C^y, Lazard, Goldman Sachs et le Crédit suisse First Boston. PF Publications doit rendre public, lors d'un séminaire à Paris le 16 mars prochain, le classement exhaustif des dix premières banques d'affaires en France.

Métallurgie

construction mécanique

	26-2-88	Diff.
Alepi	261,50	+ 35,40
Avions Dassault-B.	875	+ 37
De Dietrich	676	+ 32
FACOM	689	+ 29
Fives Li	102	+ 2,30
Marine Weidel	275	+ 20
Penhoit	320	+ 40
Pengost SA	961	+ 17
Sagem	1 481	+ 21
Saunders-Châtillon	46	+ 6,40
Stratfor	425	+ 30
Valde	390	+ 1
Valloirec	55	+ 5

Produits chimiques

	26-2-88	Diff.
Ind. Méridex	3 428	+ 125
Lab. Bell	1 298	+ 133
Roussel UC	839	+ 139

Bâtiment, travaux publics

	26-2-88	Diff.
Auxil. d'entr.	885	- 15
Boygues	895	+ 37
Ciments Français	868	+ 9
Dumez	579	+ 30
GTM	529	+ 64
J. Lefebvre	731	+ 8
Lafarge	1 215	+ 5
Maîtres Phénix	57	+ 3,80
Poliet et Chausson	439	+ 13,30
SCREG	565	- 60

Valeurs diverses

	26-2-88	Diff.
Aacor	379	- 6
Agence Havas	529	- 12
Alcan	1 964	+ 134
Bic	555	+ 15
Ble	1 010	- 15
COIP	868	- 7
Club Méditerranée	450	+ 4,50
Essilor	1 252	- 251
Europe	442	+ 2
Hachette	1 845	+ 150
L'Air liquide	509	- 11
L'Oréal	1 916	+ 126
Navigation Mixte	879	- 9
Nord-Est	186	+ 4,90
Presses Ché	2 750	+ 215
Saint-Gobain	432	+ 6
Sauvot	575	+ 45
Sica Romagnol	785	+ 55

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	22 février	23 février	24 février	25 février	26 février
RM	1 812 222	1 680 619	1 457 023	1 812 222	1 237 061
Comptant					
R. et obl.	7 139 791	8 247 611	9 081 453	7 139 791	7 131 961
Actions	706 259	148 340	161 786	706 259	222 202
Total	9 658 272	10 076 570	10 700 262	9 658 272	8 591 224

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

	107,6	106	106,6	109	-
Françaises					
Etrangères	106,7	107	106	106,4	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1987)

	111,7	109,7	110,4	112,7	111,3
Tendance					

(base 100, 31 décembre 1981)

	306,3	306,9	301,8	305,3	305,5
Indice gén.					

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 février 1988

	COURS	ÉCHÉANCES	Mars 88	Jun 88	Sept. 88	Déc. 88
Premier	-	-	-	-	-	-
+ 1 an	103,45	102,30	101,70	-	-	-
+ 1 an	103,35	101,95	101,45	-	-	-
Dernier	103,35	102,10	101,65	-	-	-
Compensation	103,35	102,10	101,65	106,95	-	-

Nombre de contrats : 60 499.

Pétroles

	26-2-88	Diff.
Elf-Aquitaine	265,50	+ 7,50
Esso	281	+ 2
Exxon	229	- 6
Petrofin	1 750	inch.
R.P. France	1 044	+ 34
Primagaz	615	+ 19
Raffinage	88	+ 6,30
Royal Dutch	658	- 3
Sogehp	170	+ 12
Total	353	+ 21

Filatures, textiles, magasins

	26-2-88	Diff.
Agache (Fin.)	1 500	- 90
BHVF	310	+ 21,50
CFI	1 365	- 22
Damart-Serviposte	1 850	- 40
Darty	338	+ 20
DMC	945	+ 34
Gabriel Lallouette	180	+ 35
La Redoute	2 240	- 100
Nouvelles Galeries	394	+ 52
Printemps	434,50	- 0,50
SCOA	43,20	+ 4,20

Valeurs à revenu fixe

	26-2-88	Diff.
4 1/2 % 1973	1 589	- 24
10/10 1975	191,85	+ 0,30
PME 10,6 % 1976	182,33	+ 0,33
8,80 % 1977	127,80	+ 2,14
10 % 1978	181,70	+ 0,40
9,80 % 1978	181,70	+ 0,40
9 % 1979	99,96	+ 0,86
10,80 % 1979	183,77	- 0,52
16,20 % 1982	113,36	- 0,45
16 % 1982	115,25	- 0,15
15,75 % 1982	116,58	+ 0,08
CNB 5 000 F.	102,25	+ 0,05
CNB Paris 5 000 F	102,30	+ 0,18
CNB Suez 5 000 F	102,29	+ 0,11
CNT 5 000 F	102,25	+ 0,07

L'EUROMARCHÉ

Première américaine pour le Crédit national

L'endettement extérieur des entités françaises bénéficiant de la garantie de la République s'est réparti en 1987 de la façon suivante sur le marché international des capitaux : 1,765 milliard de dollars des Etats-Unis, 70 millions de livres sterling, 185 milliards de yens, 1,266 milliard de francs suisses, 902 millions de francs belges, 13,7 milliards de francs français, 3,74 milliards de francs luxembourgeois, 4,756 milliards de francs canadiens, 148 millions de dollars australiens et 480 millions d'ECU. Ces indications seront publiées cette semaine dans le prospectus d'une transaction qui ouvre la porte du plus grand marché du monde au Crédit national.

La présence d'un emprunteur français sur le marché américain des capitaux est un événement. Le dernier emprunt de type "junk" effectué par un débiteur de l'Hémisphère occidentale remonte à novembre 1985. Cela donne d'autant plus de relief à la nouvelle transaction du Crédit national, qui, sous la garantie de la République française, accède à un mode de financement particulièrement souple. Ce lundi sera lancé à New-York un programme de *medium term notes* (MTN) portant sur 300 millions de dollars qui pourra être tiré en devises des Etats-Unis ou en toute autre monnaie.

La formule va permettre au Crédit national de se procurer des fonds pour des durées allant de neuf mois à quinze ans sous des formes les plus variées, tant en ce qui concerne la taille des émissions que la nature des instruments ou le mode de rémunération, taux fixe, coupon zéro ou taux variable. La base de référence pour les instruments à taux flottant est elle-même liée au gré du Crédit national. Elle pourra être internationale (le Libor familial de l'ensemble), ou américaine (Bourse de New York), ou française (Bourse de Paris). Les commissions qui seront retenues par les banques dépendent de la durée des instruments : elles s'étagent de 0,125 % à 0,6 %. L'emetteur sera en relation constante avec les trois firmes re-

mes pour ce programme : First Boston Corporation, Merrill Lynch Capital Markets et Shearson Lehman Hutton.

C'est la première fois qu'un débiteur français a recours à cette solution, qui, grâce à sa souplesse, permet de prendre avantage des occasions de swap qui se présentent. Une émission obligatoire ne pourrait guère fournir cette possibilité en raison même de sa taille.

On se garde généralement de traduire l'expression américaine de *medium term notes*, qui n'a pas d'équivalent direct en français. Les billets des institutions financières spécialisées (BIFS) sont, sur le marché parisien, les titres de créances négociables qui se rapprochent le plus de ces notes américaines.

Les emprunts subordonnés sont un sujet de préoccupation majeur

pour les banques françaises. Tout porte à croire que cette catégorie d'emprunts sera sous peu considérée comme du quasi-capital. Mais on ignore encore dans quelles conditions cela sera possible. Ce n'est pas avant le mois de juin que la Commission bancaire devrait faire paraître ses directives à ce sujet. La plupart des banques attendent en conséquence le début de l'été pour solliciter le marché international des capitaux. Le risque est donc grand d'une inondation soudaine d'emprunts subordonnés pour le compte de débiteurs français. Quelques établissements ont décidé de prendre les devants. Il est frappant de constater que leurs prévisions diffèrent sensiblement quant aux critères qui pourraient être retenus par les autorités. Leurs divergences de vues sont reflétées dans les conditions de leurs emprunts.

Une clause de suspension

Certains, les plus restrictifs, ont inclus une clause de suspension de paiement d'intérêt, un élément déterminant qui conduit à renchérir le coût d'un emprunt. Cette clause jouerait si les résultats de la banque en question venaient à rendre impossible le versement d'un dividende. Sa présence dans les conditions d'une nouvelle opération correspond à une interprétation restrictive de la notion de quasi-fonds propres. Plaçant sur un même plan les actionnaires et les porteurs d'obligations, elle devrait permettre d'assimiler ces emprunts à du capital.

C'est ainsi que des placements privés d'obligations subordonnées en dollars ont été arrangés directement entre des banques françaises et des investisseurs japonais suivant un schéma bien précis que l'on nomme familièrement la *filière japonaise*. Leur coût pour l'emprunteur correspond en Libor plus 50 à 60 points de base. Cette marge est importante. Elle reflète pour une vingtaine de points le caractère subordonné de la dette et, pour au moins une quinzaine de points, la présence d'une

clause de suspension de paiement d'intérêt.

Pour sa part, le Crédit lyonnais vient de lancer publiquement son *Leumarché* un emprunt subordonné. L'opération, de 300 millions de deutschemarks, a été, dès sa sortie, jeudi dernier, couronnée de succès. Les obligations portent un coupon de 6,125 % sur dix ans et sont émises à 100,50, soit un rendement brut à l'échéance de 6,06 %, à peine plus que celui des emprunts de la Banque mondiale de même durée, qui était alors de 5,99 %. L'opération est dirigée conjointement par Commerzbank et Crédit lyonnais (Deutschbank) oHG. Au terme d'une transaction de swap, la grande banque française se retrouve avec des fonds en marks à taux flottant à des conditions certainement beaucoup plus intéressantes que celles qui auraient découlé d'un placement privé au Japon. L'emprunt n'est cependant pas assorti de clause de suspension de paiement d'intérêt.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Glissement du dollar

Le dollar a glissé cette semaine dans le plus grand calme, le coup de pouce à la hausse donné il y a quinze jours par une nouvelle diminution du déficit commercial américain s'effaçant progressivement. Une fois passée la légère euphorie procurée par cette diminution, les marchés se replacent à philosopher sur l'avenir proche de la monnaie américaine, le vieillissement des perspectives des pessimistes et des optimistes.

Chez les pessimistes, l'économiste en chef de la firme new-yorkaise Goldman Sachs, M. Morrison, déclarait, en fin de semaine, qu'au terme de la semaine le dollar ne vaudrait plus que 1,50 deutschemark à 1,55 deutschemark, contre un peu moins de 1,70 deutschemark actuellement, et 110 à 120 yens, contre un peu moins de 129 yens actuellement, soit une baisse de 8 % à 11 %. Selon l'Institut de recherche économique de Munich (IFO), le dollar devrait repasser à la fin de cet été, l'IFO constate, en effet, que, depuis quatre ans, le déficit commercial américain s'est toujours contracté au premier trimestre. Si le scénario se répétait, le billet vert serait attaqué.

Rappelons qu'à la fin de la semaine dernière, M. Languevin, président de la Banque nationale suisse, avait déclaré qu'une nouvelle baisse du dollar ne pouvait être exclue et rappelé que les banques centrales ne pourraient pas continuer à absorber au même rythme des dollars (140 milliards en 1987). Pour lui, la poursuite de tels achats constituerait « un danger pour l'évolution future du dollar, pour l'économie américaine et l'économie mondiale ».

Ainsi, un an après les accords de Louvre, une nouvelle interrogation majeure se dessine à propos du sort

du dollar dans l'immédiat. Si, à l'horizon 1990, la plupart des experts prévoient une diminution plus ou moins appréciable du déficit commercial des Etats-Unis, l'année qui vient de leur paraître sans exemple de risques. Les milieux financiers internationaux attendent avec impatience que la consommation américaine fléchisse et accélère ainsi la contraction de ce déficit, mais ce fléchissement ne se produit pas pour l'instant. Si on y ajoute la forte reprise des exportations, on constate que le niveau de l'activité économique reste élevé de l'autre côté de l'eau, conjoncture tout à fait propice à satisfaire la Maison Blanche en cette année d'élection.

Mais, fera-t-on observer, si la consommation diminue et si la croissance se ralentit, les recettes fiscales baisseront et le déficit budgétaire augmentera : un point de produit national brut correspond environ à 40 milliards de dollars de déficit en plus ou en moins.

En tout cas, en fin de semaine, on a vu le dollar revenir un peu en dessous de 1,69 DM, un peu au-dessous de 128 yens et de 5,70 F.

Repli sensible de l'or

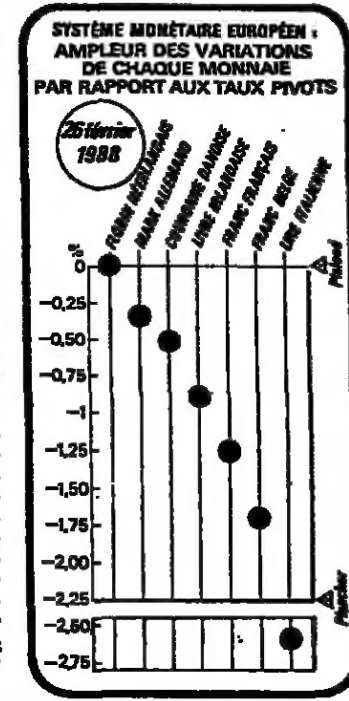
Sur les marchés de l'or, le cours de l'once de 31,1 grammes, qui, après une chute de 20 dollars il y a trois semaines, se maintenait au-dessus de 440 dollars, a enfoncé le seuil de résistance technique, revenant à 432 dollars environ en fin de semaine. A ce sujet, on a évoqué des ventes de métal en provenance d'Union soviétique et de pays arabes producteurs de pétrole, mais il faut bien noter que, à part les spéculateurs américains du COMEX ou de Chicago, les milieux financiers internationaux ne s'intéressent plus

guère à l'or. Peut-être la désaffection qui le touche est-elle liée à la faiblesse persistante du cours du pétrole, dont l'ascension avant 1980 poussait à la hausse les cours du lingot.

En Europe, le calme a régné dans le système monétaire européen. A Paris, le deutschemark s'est maintenu un peu au-dessus de 3,38 F, situation qui satisfait la Banque de France. Cette dernière a fait savoir, cette semaine, que le Fonds de stabilisation des changes a totalement remboursé, le 15 février 1988, la dette contractée en novembre 1987 envers le Fonds européen de coopération monétaire, qui venait à échéance ce jour. Cette dette s'élevait à 23,6 milliards de francs en devises, essentiellement des marks, empruntés pour soutenir le franc lors de sa crise de novembre.

On remarquera que si, en vertu des accords de Nyborg, les banques centrales peuvent intervenir avant que les monnaies du SME aient atteint leur cours plancher ou plafond, la charge des interventions pèse toujours sur la Banque centrale, dont la monnaie est la plus faible, celle de la monnaie la plus forte se bornant à prêter les fonds nécessaires, inégalement dénombrés avec vigueur par M.M. Balladur et Chirac. Notons enfin que le Fonds de stabilisation, géré par la Banque de France, a pu récupérer des milliards de marks en janvier dernier.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 AU 26 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEU	Franc	Franc	D. mark	Franc	Franc	Libra
New-York	1,7115	-	17,4778	71,9542	59,2864	2,2341	52,7426	0,8884
	1,7090	-	17,3318	71,6776	58,6146	2,2811	52,1928	0,8796
Paris	16,1241	5,7158	-	41,144	338,37	16,2881	391,41	4,9599
	16,0773	5,7789	-	41,244	338,22	16,1435	391,15	4,9709
Zurich	2,4686	1,3599	24,3449	-	82,2388	3,0393	73,2595	1,1176
	2,4483	1,3599	24,2449	-	82,2847	3,0398	73,1617	1,1139
Bruxelles	2,9923	1,2581	25,2524	121,59	-	4,981	89,52	1,2827
	2,9855	1,2609	25,5007	121,54	-	4,7781	89,597	1,2832
Amsterdam	67,463	35,26	6,1697	25,3881	288,76	-	18,5978	2,3352
	67,475	35,76	6,1872	25,5182	289,26	-	18,6326	2,4024
Tokyo	3,3987	1,8598	33,1773	134,59	112,25	5,3772	-	1,5247
	3,3939	1,9108	33,2682	134,95	112,31	5,3469	-	1,5286
Milan	2,2836	1,259	21,438	85,23	76,23	35,2651	65,85	-
	2,278	1,254	21,441	85,17	76,23	35,2651	65,85	-
Madrid	221,35	135,25	22,4411	92,326	75,925	3,6772	87,424	0,103
	221,59	136,80	22,5393	92,9285	76,2816	3,6415	87,8497	0,1035

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 26 février, 4,4561 F contre 4,4385 F le vendredi 19 février.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Tendance plus soutenue

La tendance s'est montrée un peu meilleure cette semaine sur des marchés que le vague à l'âme était en train de gagner un peu. Comme d'habitude, c'est l'Amérique qui a donné le ton. Le Congrès des Etats-Unis, à Washington, M. Alan Greenspan, après avoir déclaré qu'il ne s'attendait pas à une récession en 1988, a indiqué que la Réserve fédérale prévoyait une hausse des prix américains de 3,25 % à 3,75 %, contre 3,9 % annoncée par l'administration Reagan. Le pronostic, plus optimiste que prévu, a immédiatement provoqué une baisse des cours des matières premières et un fléchissement des rendements des obligations, celui de l'emprunt à trente ans du Trésor revenant de 8,45 % à 8,35 %, pour terminer la semaine à 8,39 %.

En France, la réaction fut immédiate, le cours de l'échéance mars sur le MATIF repassant au-dessus de 103, après avoir enfoncé ce niveau. En fin de semaine, ce cours s'établissait entre 103,40 et 103,60, ce qui correspond à des rendements de l'ordre de 9,30 % à 9,35 %. La Banque de France a, comme on s'y attendait, maintenu à 7 1/4 % son taux d'intervention lors de son adjudication du mardi, servant 45 pour 100 des demandes. La grande majorité des opérateurs doutent que l'institut d'émission abaisse à nouveau son taux d'intervention d'ici à l'élection présidentielle, et même après, si des remous politiques se produisent. Il préfère ne pas avoir à relever ce taux après une diminution éventuelle. Mais cela pouvait ne pas empêcher les taux longs de fléchir encore d'un demi-point, l'écart entre le court terme et le long terme étant encore de presque deux points.

Une initiative intéressante a été relevée, cette semaine. La Compagnie parisienne de réescompte (CPR), présidée par M. René Casson, qui va bientôt prendre sa retraite pour être remplacé par M. Henri Cukierman (ex-Crédit

agricole) a « préféré ne pas utiliser les facilités offertes par la commission bancaire », à savoir, la possibilité de ne pas provisionner les minimaux sur les obligations conservées en portefeuille jusqu'à leur échéance. « Après diminution des plus-values intergroupes », et l'« ajustement au prix du marché de décembre 1987 », le bénéfice consolidé de CPR revient de 262 millions de francs en 1986 à 212 millions de francs en 1987. Cette décision a été prise pour « préserver la liberté de gestion », la CPR voulant effectivement ne pas être bloquée jusqu'à l'échéance sur certains titres longs. Cette initiative est digne d'être relevée, mais ne peut être prise que par un établissement disposant d'un portefeuille ancien, riche en plus-values latentes, ce qui n'est pas le cas de tout le monde, tout s'en faut.

Sur le marché primaire, celui des émissions, la RATP a lancé un emprunt de 2 milliards de francs au taux fixe de 8,80 % (rendement réel 9,19 % avec, en prime, un paiement fractionné, 40 % le 14 mars, 60 % le 14 septembre 1988).

De leur côté, les Charbonnages de France ont appelé 1,845 milliard de francs au taux fixe de 8,90 %, par adjudication, dont le résultat a été un taux réel de 9,36 %. Dans les deux cas, le placement s'est assez mal effectué, les conditions étant

considérées comme trop tirées par le marché, avec un petit problème de « signature » dans le cas des Charbonnages, dont la cote ne fait pas l'unanimité chez les opérateurs.

Quant à l'emprunt de 1,5 milliard de francs des caisses d'épargne, réseau de l'Eurecail, la tranche de 1,2 milliard à taux fixe de 10 % a été « avalée » sans difficulté par le réseau, ce taux de 10 % étant jugé « excellent » par la clientèle. Sur le front du MATIF, une « première » a été enregistrée en fin de semaine.

La société Thomson-CSF a, certes, « formellement démenti » les informations publiées dans l'Express du 26 février (« plus de 100 millions de francs selon des sources financières relayant des sources plus officielles ») et réaffirmé que les opérations réalisées par les sociétés Thomson-CSF-France et la filiale BATIF-Banque sur le MATIF ont été « largement positives ». Mais, surtout, elle porte plainte contre X et se porte partie civile, avec l'idée de remonter à la source, chargeant M. Georges Kiejman de la défense de ses intérêts. Si la procédure n'est pas trop longue, l'affaire risque d'être tout à fait intéressante et de calmer un peu, dans l'immédiat, la frénésie de rumeurs qui, débordant le vase clos du marché, risquent de perturber le climat non seulement financier mais politique.

F.R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Panique sur le nickel

Après avoir doublé de valeur en 1987, le nickel mène un train d'enfer justifiant plus que jamais son surnom de métal de Satan. Vendredi au London Metal Exchange (LME), le prix du métal au comptant ont progressé de plus de 75 % en séance. Au cours du « rituel » du matin, le tonnage de nickel « spot » s'est ainsi échangé à 16 500 dollars contre 9 980 dollars la veille.

A la fin de la matinée, la confusion était telle que les prix du métal étaient indisponibles. Réuni d'urgence, le conseil du LME décidait dans une première phase de suspendre les cotations, qui devaient reprendre en fin d'après-midi. La tonne de nickel au comptant aura finalement obtenu à 11 500 dollars alors que les trois mois terminaient à 8 650 dollars.

A la suite de sa réunion, le conseil du marché a fait savoir que la prime des cours au comptant par rapport à ceux du terme ne pourrait désormais dépasser 150 dollars par tonne et par jour ouvrable sur toutes les livraisons rapprochées. Tout courtier enfreignant ces dispositions devra

payer une amende de 150 dollars par tonne traitée.

Cet incident a rappelé quelques mauvais souvenirs aux professionnels londoniens, qui restent traumatisés par l'effondrement, survenu en octobre 1985, du Conseil international de l'étain. Quelques mois avant la fermeture du marché, le conseil avait, par ses achats, poussé les cours du métal à plus de 10 000 livres sterling la tonne. Le LME avait alors imposé une limite de 90 livres pour l'écart positif entre le cours au comptant de l'étain et le terme. Cependant la situation actuelle est largement différente, car si à l'époque les stocks d'étain étaient pléthoriques, les réserves de nickel sont aujourd'hui très limitées. Les stocks de nickel détenus sur le marché de Londres n'atteignent que 2 754 tonnes contre 4 584 fin décembre 1987.

Les cours sont actuellement soutenus par une demande très active des fabricants européens et asiatiques d'acier inoxydable. Le retard persistant des livraisons en provenance de la République dominicaine

et destinées au producteur canadien Falconbridge aggrave la tension du marché. En outre, certains négociants londoniens laissent entendre qu'une mission de courtoisie suisse aurait délibérément provoqué la panique en retournant une large quantité de métal.

Les performances du nickel sont peut-être aussi à rapprocher du boom que connaît actuellement la demande d'accumulateurs cadmium-nickel, qui a propulsé les cours du sous-produit du zinc à des niveaux historiques. Le cadmium connaît en effet depuis le début de l'année une brutale flambée des cours qui atteignent des niveaux historiques.

Sur le marché libre européen, le livre se traite aux alentours de 7 dollars, alors qu'il était stagnant encore à 3 dollars début janvier. L'annonce, par le groupe minier canadien Hudsonbay, d'une réduction de 55 % à 85 % de sa production de zinc provoquée des achats de panique, et le relèvement des prix producteurs ne fait que renforcer la tendance haussière.

Ces brutales fluctuations de cours ont motivé une nouvelle fois en cause le marché à terme londonien, qui n'a jamais fait l'unanimité chez les producteurs. A ce propos, M. Yves Rambaud, PDG de la société Le Nickel, rappelait encore récemment que le LME était « un miroir déformant ».

ROBERT REGUER.

PRODUITS	COURS DU 26-2
Catena (g. Londres)	1 140 (- 100) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 210 (+ 45) Livres/tonne
Nickel (Londres)	8 620 (+ 435) Livres/tonne
Sucre (Paris)	1 255 (- 11) Francs/tonne
Café (Londres)	1 235 (- 11) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 625 (- 64) Cents/tonne
Blé (Chicago)	315,25 (- 6,75) Cents/boisseau
Mais (Chicago)	200,75 (+ 0,75) Cents/boisseau
Soye (Chicago)	186,10 (- 0,90) Dollars/boisseau

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde des Philatélistes

OFFICE de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Thématique : Les chouettes et les hiboux.
- Les minéraux.
- Les faux au type paix.
- Les obligations temporaires de Monaco.

Le Monde des Philatélistes

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La situation dans les territoires occupés. — La visite d'Etat de M. Mitterrand en Irlande. 4 Les troubles en Arménie soviétique. — L'évolution du régime tunisien.	5 L'élection cantonale de Lille et les relations CDS-PR. 6 La bataille des comités de soutien. — Livres politiques, par André Laurens. SPORTS 16 Les Jeux olympiques d'hiver de Calgary.	7 Lourdes condamnations au procès d'Action directe. — Circonstances atténuantes pour les prévenus d'otages de Nantes. — Poitiers : la maîtrise perdue de l'empire Mériel. 8 Education : M. Barre présente son programme le 5 mars.	14 Danse : La Légende des quarante-sept samourais : chorégraphie de Maurice Béjart. — Musiques : le Festival d'automne, horizon 88. COMMUNICATION 8 Deux candidats pour la relance du Météo de Paris.	17 L'OCDE préconise pour l'Europe une croissance plus forte. — La bataille pour la Généralité de Belgique. 18 Revue des valeurs. 19 Crises-changes. Grands marchés.	Abonnements 2 Cartes 3 Météorologie 3 Mots croisés 3 Spectacles 15 REGIONS 13 Deux rencontres sur la décentralisation.	• La cote compléte BOURSE • Jouez avec le Monde. JEUX • Abonnez-vous au Monde et à ses publications. ASU Assesit International Campus. Sports, Culture, FRAMA. 36-15 tapez LEMONDE

Recherché depuis l'assassinat du docteur Lafay

Jean-André Orsoni, clandestin de l'ex-FLNC a été arrêté près d'Ajaccio

Jean-André Orsoni, l'un des clandestins de l'ex-FLNC, recherché depuis l'assassinat du docteur Jean-Paul Lafay en juin 1987, a été arrêté, samedi matin 27 février, près d'Ajaccio (Corse-du-Sud). Trois militants nationalistes non clandestins ont été interpellés en sa compagnie.

L'opération a été menée par le service régional de police judiciaire (SRPJ), avec l'assistance du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), unité d'élite de la police nationale. Jean-André Orsoni, âgé de vingt-sept ans, a été interpellé vers 6 heures, dans une villa, située à 5 kilomètres d'Ajaccio, avec trois autres personnes qui semblent connues pour leur engagement nationaliste. Il s'agit, nous précise notre correspondant à Bastia, Michel Codacci, de Jean-Michel Cardin, fils d'Etienne Cardin qui s'était tué en posant une bombe en janvier 1983, de Dominique Bianchi et de Barthélemy Massa.

Entré dans la clandestinité en avril 1984, Jean-André Orsoni est officiellement recherché depuis juin 1987. Sa photo figurait, avec celle de cinq autres nationalistes (Jean-Baptiste Acquaviva, Jean Albertini, Jean Casanova, Charles-Joseph Pieri, Olivier Sauli), sur un avis de recherches diffusé par voie d'affiches par le ministère de l'Intérieur,

le 21 juin 1987, après l'assassinat, le 17 juin à Ajaccio, du docteur Jean-Paul Lafay, président de l'Association nationale des victimes du terrorisme. Les enquêteurs soupçonnaient ces six clandestins de composer une des « bandes de fugitifs » qui, au nom de l'ex-FLNC, avait notamment multiplié les attaques de gendarmes. Des éléments matériels recueillis après l'une d'elles, à Serra-di-Scopamene (Corse-du-Sud), faisaient penser de fortes présomptions à l'encontre de Jean-André Orsoni. Avec Jean Albertini, il fit également l'objet d'un « appel à témoins », lancé par la gendarmerie après l'assassinat, le 4 août 1987, près de Bastia, du gendarme Guy Aznar. Comme pour l'avis de recherches diffusé au lendemain de la mort du docteur Lafay, une prime de 1 million de francs était proposée « à toute personne qui apportera des informations permettant leur arrestation ».

Des six clandestins ainsi « ciblés » par la police depuis juin 1987, trois sont encore recherchés : Jean Albertini, Jean Casanova et Olivier Sauli. Charles-Joseph Pieri fut arrêté, sur renseignements, dès le 26 juin ; Jean-Baptiste Acquaviva devait être tué, le 15 novembre, au cours d'une agression contre un agriculteur de Quercino (Haute-Corse), revendiquée par l'ex-FLNC.

Un Boeing-727 s'écrase au nord de Chypre

Nicosie. — Un Boeing-727 de la compagnie d'Istanbul Tasia s'est écrasé samedi 27 avec quinze membres d'équipage à bord, a annoncé la police. L'avion, qui ne transportait pas de passager, a heurté une montagne à environ 30 km à l'est du port de Kyrenia, au nord de Chypre. (Reuters).

AFGHANISTAN

Moscou ne s'opposerait pas à des contacts avec la résistance

Les Soviétiques « ne s'opposent pas au principe » de contacts directs avec la résistance afghane, parallèlement aux pourparlers de Genève, a déclaré, le vendredi 26 février, à Moscou, M. Jean-François Deniau, chargé par le gouvernement français d'une mission d'évaluation sur le problème afghan. M. Deniau s'est notamment entretenu pendant trois heures avec M. Isori Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères. Il a, par ailleurs, rencontré l'académicien Andreï Sakharov.

Enfin, le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires politiques, M. Michael Armacost, a rencontré vendredi, à New-Delhi, pendant une heure, le premier ministre indien pour l'informer des démarches entreprises par les Etats-Unis pour régler le conflit afghan. (AFP).

YUGOSLAVIE : fin de la conférence des pays balkaniques

Un premier pas sur la voie de la décrispation

BELGRADE de notre envoyé spécial

Ce n'est pas une réunion des ministres des affaires étrangères, aussi exceptionnelle et « historique » qu'elle soit, qui, du jour au lendemain, suffira à changer radicalement les relations conflictuelles entre les six pays balkaniques. Ceux-ci appartiennent à des camps idéologiques, politiques et économiques trop différents. Après les assauts de courtoisie sur les bénéfices d'une meilleure coopération à l'ouverture de la conférence, qui s'est tenue du mercredi 24 au vendredi 26 février à Belgrade, le communiqué final, fruit de savants compromis, paraît assez maigre. Néanmoins, cette rencontre informelle aura marqué un premier pas sur la voie de la décrispation.

Albanais, Bulgares, Grecs, Roumains, Turcs et Yougoslaves ont « échangé des idées » sur la coopération multilatérale dans « tous les domaines ». Ils considèrent que cette coopération serait une « contribution importante à la réduction des tensions » dans la péninsule. Ils s'engagent à respecter strictement les systèmes politiques, économique et social de chaque pays, rappellent l'interdiction des frontières et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui. Ils considèrent que les projets roumains et bulgares de faire des Balkans une zone libre d'armes nucléaires et chimiques sont bons, mais réclament un « examen approfondi ».

Quant à la proposition bien prématurée de Bucarest d'organiser à la fin de l'année un sommet des chefs d'Etat, elle a été élogieusement rejetée : la question sera examinée « plus tard » et la rencontre aura lieu « lorsque les conditions appropriées » seront réunies.

Le document final de Belgrade mentionne les aspects humanitaires de la coopération dans la péninsule et le problème des minorités nationales. Il reprend en fait intégralement un passage du discours du ministre albanais des affaires étrangères, M. Reis Malile : les minorités, facteur de divisions, de tensions et de divergences dans le passé, doivent devenir « un facteur de cohésion et de stabilité et un pont de liaison entre des pays voisins ».

Aucun projet concret n'a été adopté à Belgrade, mais les six pays ont décidé de poursuivre leurs consultations et d'organiser « régulièrement » des réunions des ministres ou des hauts fonctionnaires des affaires étrangères. En l'absence de calendrier précis, il est prévu que la prochaine rencontre pourrait se tenir avant le mois de juin à Sofia. Les ministres des affaires économiques doivent se rencontrer en Turquie cette année, et leurs collègues des communications et des transports en Yougoslavie. Les dossiers relatifs à la coopération industrielle et aux transferts de technologies seront examinés dans le cadre d'une conférence prévue en Roumanie. Tous ces projets, cette année, la Bulgarie

accueillera des experts de la protection de l'environnement. Enfin, les participants ont exprimé l'espoir que la proposition grecque d'ouvrir un institut de recherche pour la coopération balkanique puisse être concrétisée avant juillet 1989.

L'Albanie en vedette

Les nombreux entretiens bilatéraux qui se sont déroulés en marge de la conférence, dans une atmosphère « sereine », ont été, de l'avis général, « utiles ». Pour la première fois depuis quatre ans, par exemple, des ministres d'Ankara et de Sofia ont pu ainsi parler en tête à tête du problème de la minorité turque de Bulgarie. Le fait que la réunion de Belgrade, vue longtemps avec quelque méfiance dans certaines capitales de la péninsule, ait pu finalement avoir lieu doit être considéré comme un succès de la diplomatie yougoslave, effacée depuis la mort du maréchal Tito, champion du non-alignement. Elle aura également permis à l'Albanie de sortir de l'isolement dans lequel elle s'était enfermée depuis plus de trente ans.

Le ministre des affaires étrangères de Tirana, M. Reis Malile, qui s'est toujours exprimé en français, aura été sans aucun doute la grande vedette de cette conférence. Il n'a pas l'habitude, il est vrai, d'être suivi dans ses moindres pas par des équipes de radio et de télévision occidentales et des pays de l'Est... ALAIN DEBOVE.

Après la mort d'un jeune homme à Marseille

Une reconstitution minutieuse pour deux versions contradictoires

La reconstitution, vendredi 26 février à Marseille, de la « bavarde » du 2 février, au cours de laquelle, un gardien de la paix, Jean-Pierre Aveline, a tué Christian Dovero, âgé de vingt-trois ans, a mis en évidence les contradictions entre la version du policier et celle du père de la victime. Pendant plus de quatre heures, le juge d'instruction, M. Philippe Labregère, a tenté d'établir avec précision si le jeune homme, qui se trouvait assis avec son père dans le taxi de celui-ci, a saisi avec ses mains le canon du revolver pointé sur lui par le gardien de la paix qui, en civil, « planquait » sur le parking, autour d'une Lancia rouge signalée volée.

Selon Robert Dovero, son fils s'est contenté de lever les mains en l'air quand le coup de feu est parti. Selon Jean-Pierre Aveline

— incarcéré depuis le 5 février après avoir été inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », — le coup de feu est parti accidentellement parce que la victime a tenté de saisir l'arme. Des traces de poudre ont été retrouvées sur les mains de Christian Dovero.

Selon l'un des avocats du policier, M. Sophie Bottat, « la version de M. Aveline pourra être retenue dès mardi par la chambre d'accusation devant laquelle nous plaiderons sa mise en liberté ». Pour l'avocat de la partie civile, M. Edouard Fouque, « M. Robert Dovero a toujours dit très exactement ce qui s'était passé. Je ne considère pas que cette reconstitution ait apporté d'éléments vraiment nouveaux ».

La situation en Nouvelle-Calédonie

Poindimié, un nouvel abcès de fixation

POINDIMIÉ de notre correspondant

Poindimié est-elle condamnée à être une commune-test ? Pour comprendre l'inquiétude qu'a pu susciter localement la prise d'otages, effectuée au détriment de neuf gendarmes par la tribu Tieti, il faut se souvenir que c'est ici qu'un rébellionnisme commencé les troubles de la fin 1984. Un barrage dressé devant la tribu de Tibarama, provoquant l'annulation du tour cycliste de Nouvelle-Calédonie, la mise à sac d'un relais touristique par des jeunes de Tieti (encore eux), ces coups de semonce intervenaient quelques semaines avant le 18 novembre 1984, date des fameuses élections territoriales violemment perturbées par le FLNKS fraîchement constitué. On avait alors simulé bien des scénarios à Poindimié.

Faut-il donc voir dans le choix de Tibarama comme lieu du récent congrès du FLNKS l'opération commandée de Tieti de nouveaux signes annonciateurs ?

Le numéro du « Monde » daté 27 février 1988 a été tiré à 528 805 exemplaires

A B C D E F G H

Un millier de personnes, méfiançantes en majorité, ont manifesté, le vendredi 26 février à Poindimié (côte est de la Nouvelle-Calédonie), afin de protester contre la prise d'otages de la tribu de Tieti perpétrée lundi par des militants du FLNKS. Conduits par un député RPR, M. Maurice Nénon, et par le maire de Poindimié, M. Francis Poadouy, indépendantiste modéré du Parti Libération kanak et socialiste (LKS), les manifestants ont remis aux autorités un cahier de revendications résumant la poursuite des travaux de l'hôpital. Un peloton de gendarmes mobiles avait été attaqué par une centaine de militants du FLNKS hostiles à la construction de l'hôpital sur un site revendiqué par certains clans de la tribu de Tieti.

Si Poindimié est devenue une cité-symbole, comme Thio naguère, c'est qu'ici se joue un formidable pari. En jetant les bases d'un plan de développement économique dans cette région si longtemps délaissée, le gouvernement vient d'engager une lutte d'influence pied à pied avec le FLNKS. La commune est devenue un gigantesque laboratoire où l'on planifie l'urbanisation de la brousse, l'intégration économique des tribus kanak. Avec, en point de mire, un objectif évident : couper l'herbe sous le pied du FLNKS.

Un oiseau rare

C'est la raison pour laquelle la bataille du site de l'hôpital, à l'origine de la prise d'otages de Tieti, a si rapidement tourné à l'aigre. Il a cristallisé le malaise des indépendantistes de la région, inquiets de perdre du terrain dans le grand tourbillon

VIENNE de notre correspondant

Les médias tchécoslovaques ont relancé la polémique contre l'Eglise catholique, attaquant violemment les organisateurs de la campagne en cours en faveur de la liberté religieuse, et en particulier le cardinal František Tomasek, archevêque de Prague, qui la soutient. La pétition qui circule depuis le début de l'année en Tchécoslovaquie pour réclamer la séparation de l'Eglise et de l'Etat a recueilli quelque 270 000 signatures. Le cardinal Tomasek a l'intention de remettre cette pétition au gouvernement. Les organes du Parti communiste tchèque et slovaque, *Rude Pravo* et *Pravda*, ont accusé ses auteurs d'être des « représentants d'une Eglise slovaque illégale » et d'avoir falsifié les signatures.

Dans une série de trois articles cités « L'Eglise secrète au service

de l'anticommunisme », la *Pravda* fait le parallèle entre ce mouvement et l'idéologie clérico-fasciste de l'Etat indépendant slovaque créé pendant la seconde guerre mondiale sous la direction du prêtre catholique Josef Tiso (1939-1945). Les quotidiens tchèque et slovaque ont réagi avec une certaine violence contre les autorités spirituelles de l'Eglise slovaque. Jan Korc a été consacré évêque secrètement pendant la période stalinienne et il lui a toujours été interdit d'exercer son sacerdoce. Selon les milieux catholiques slovaques, le régime serait prêt à faire des concessions pour la nomination des nouveaux évêques en Tchécoslovaquie, où dix ou onze diocèses sont sans titulaire reconnu par le Vatican, si ce dernier acceptait d'entendre les activités « illégales » de l'Eglise. Des centaines de prêtres et plusieurs évêques exercent leur sacerdoce sans l'autorisation de l'Etat, ainsi que les membres d'ordre religieux interdits.

concessions : et les posters électoraux de M. Jacques Chirac scotchés sur les vitres de sa maison ne sont pas les plus audacieuses.

M. Padoy a voté lors du référendum et votera aux prochaines élections régionales, malgré les conseils d'abstention de son parti. Mais ces écarts de conduite ne lui inspirent aucun état d'âme, car pour lui l'essentiel est ailleurs : « La première chose à faire pour le monde indépendantiste, c'est de gagner la confiance des gens en faisant ses preuves sur le plan de la gestion. » Il peut compter sur trois cents à quatre cents partisans, concentrés dans les tribus de la vallée d'Amoe, sur les mille sept cents électeurs de la commune.

Ses rivaux du FLNKS lui voient, évidemment, une haine tenace. Ils le considèrent comme un « traître ». Nénon local du Palika (branche dure du Front) dans les années 70, instigateur à l'époque de nombreuses occupations de terres, M. Padoy, il est vrai, parcouru depuis beaucoup de terrain. Il a déjà été roué par ses anciens camarades du Palika. Il reçoit aujourd'hui des menaces téléphoniques et ne s'aventure guère au centre du village dans la compagnie de gardes du corps de son clan. Comme tout le monde, M. Padoy pense que l'avenir de la brousse se joue à Poindimié. C'est ainsi que la commune est devenue un nouvel abcès de fixation.

FREDERIC BOBIN.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Les médias officiels dénoncent la campagne pour la liberté religieuse

La *Pravda* estime que l'Eglise secrète » est le « principal obstacle pour une bonne coopération entre l'Eglise et l'Etat en Tchécoslovaquie ». Selon le quotidien, cette « Eglise secrète » cherche à faire capoter les négociations entre Prague et Rome, en insistant pour imposer ses candidats à la tête des diocèses vacants. « Le gouvernement ne peut cependant pas tolérer que l'Eglise et la foi soient utilisées comme instruments politiques », estime le quotidien.

WALTRAUD BARYLL.

Incidents et grève générale dans les Houillères de Lorraine

METZ de notre correspondant

Le conflit aux Houillères du bassin de Lorraine (dix-huit mille salariés) a dégénéré, vendredi 26 février, en affrontements brutaux mais violents entre manifestants et forces de l'ordre, faisant une vingtaine de blessés, dont un grave.

La colère des mineurs est le reflet d'un malaise persistant depuis plusieurs mois dans le bassin houiller. Depuis la mi-février, le climat est devenu progressivement explosif, le mouvement de grève déclenché le 11 février par les magasiniers chargés, notamment, d'alimenter les puits en matériel d'exploitation, ayant fait tache d'huile parmi le personnel de jour.

Cette catégorie, considérée comme étant la plus mal payée (de 3 200 francs par mois à 4 400 francs en fin de carrière), demande une revalorisation de sa fonction. Alors que les négociations entre la direction et l'intersyndicale CFDT, CGT, CFTC, FO et autonomes sont restées dans l'impasse, le conflit s'est élargi à d'autres catégories de salariés. Face à cette situation, estimant que plusieurs chantiers d'exploitation étaient paralysés, la direction générale a annoncé la mise en « arrêt provisoire de travail » d'une partie des mineurs, étendant cette mesure au tiers du personnel vendredi soit six mille sept cents salariés. La mise en chômage forcé a soulevé la colère. D'un commun accord, les organisations syndicales ont appelé à une journée de grève générale pour le lundi 29 février.

J.-L. T.

RFA

Une bombe mal placée

Une bombe américaine datant de la dernière guerre, non explosée, a été découverte le vendredi 26 février, lors de travaux de terrassement, dans l'enceinte de la firme Alkam, à Hanau, dans le Hesse.

L'incident aurait été en soi fort banal si l'usine en question ne s'occupait pas de conditionnement de matériaux nucléaires.

C'est sur ce site qu'est notamment stocké le plutonium provenant du retraitement des résidus des centrales nucléaires ouest-allemandes. — (AFP.)

EN BREF

• Trois cents touristes bloqués en Guadeloupe. — Trois cents touristes arrivés en Guadeloupe par l'association le Point-Mulhouse n'ont pu repartir le 27 février pour Paris-Orly. Ce blocage s'explique par le fait que la compagnie aérienne Minerva n'a pas été payée par Point-Mulhouse pour la rotation Paris-Guadeloupe.

On a appris, d'autre part, que le préfet de la région Alsace avait décidé, le 26 février, de retirer l'agrément des pouvoirs publics au Point-Mulhouse « jusqu'à reconstruction des garanties financières obligatoires de l'association ».

• Interruption du TGV à l'est de Paris : le tracé est fixé. — Le gouvernement a arrêté, le vendredi 26 février, le tracé de la ligne de TGV qui, à l'est de Paris et au sud de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, permettra l'interconnexion des lignes Nord, Sud-Est et Ouest. Il s'agit du tracé situé le plus à l'est du département. Au sud de Roissy, la ligne passera au nord-est de Clay-Souilly, traversera Marne-la-Vallée du nord au sud, contournera par l'est Tournan-en-Brie et se raccordera à la ligne Paris-Sud-Est.

RAYONNAGES
BIBLIOTHEQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.-M. Leroy, fabricant - 208, av. du Moulin
75014 Paris, M° Alesia - Tél. : 45-40-57-50

مكتبة